

Impact 2018

Une étude sur l'impact de France Active sur les entrepreneurs soutenus en 2014

FRANCEACTIVE

Les entrepreneurs engagés



Sommaire

Introduction

Synthèse globale de l'étude

Notre vision et notre approche

Objectifs et méthodologie

Partie 1:

Donner des moyens pour agir

Etude sur l'impact de France active sur les entrepreneur(e)s soutenu(e)s en phase de création en 2014

Qui sont les porteurs de projets soutenus en phase de création/reprise en 2014

Pourquoi les créateurs recourent-ils à France Active ?

Analyse de pérennité: les entreprises soutenues par France Active sont plus pérennes

Quelle est la situation actuelle des entreprises pérennes ?

L'impact sur l'emploi

Quelle est la situation actuelle des porteurs des entreprises non-pérennes ?

Partie 2:

Accélérer la réussite

Etude sur l'impact de France active sur les entreprises soutenues en phase de développement en 2014

Quelles sont les entreprises soutenues par France active en phase de développement en 2014?

Pourquoi les entreprises recourent-ils à France Active ?

Impact de l'intervention de France Active sur la réussite du projet

Quelle est la situation actuelle des entreprises pérennes ?

L'impact sur l'emploi

Annexe

Approche théorique

Méthodologie pour l'enquête

Méthodologie pour l'analyse de pérennité



Introduction

Synthèse globale

Notre vision et notre
approche

Objectifs et méthodologie

SYNTHÈSE GLOBALE



SYNTHESE

- L'étude d'impact 2018 a pour objectif d'analyser l'impact à 3 ans de l'intervention de France Active sur la réussite des projets financés en 2014. L'institut TMO Régions a été mandaté pour réaliser une analyse sur la pérennité des entreprises créées et reprises ainsi que deux enquêtes représentatives auprès des porteurs de projets financés en phase de développement. Pour ce faire, l'étude a ciblé les 5 771 bénéficiaires 2014 *, avec une enquête téléphonique auprès de 708 structures (459 créations, 61 reprises et 188 projets de développement) ainsi qu'un travail spécifique pour la mesure de la pérennité.
- Une cible résolument sociale : 88% de créateurs étaient au chômage ou sans activité professionnelle avant le lancement de leur entreprise, alors qu'au niveau national leur poids n'est que de 34%.
- Au terme de 3 ans, 79% des créations / reprises soutenues par France Active sont toujours actives, contre 71% au niveau national. Les structures accompagnées par France Active montrent donc un taux de pérennité supérieur de 8 points. Une partie de cet écart s'explique par une répartition sectorielle plus favorable à France Active ainsi que des projets à l'ampleur financière plus conséquente. En prenant en compte ces effets de structures, on peut estimer que ces entreprises montrent un taux de pérennité supérieur de 6 points
- L'étude permet également d'estimer le taux de survie au terme moyen de 4 ans : 74% des entreprises soutenues en phase de création/reprise sont encore actives, soit un écart favorable de 10 points de pérennité par rapport au niveau national, sans qu'il soit possible de calculer les effets de structure à 4 ans.

* Hors les bénéficiaires d'un prêt Nacre (nouvel accompagnement à la création ou la reprise d'entreprise) comme produit exclusif.

SYNTHESE

- Les créations / reprises montrent une dynamique de création d'emploi supérieure à la moyenne nationale. Après un lancement avec de 2,1 personnes en moyenne, elles employaient en moyenne 4,5 personnes 4 ans après, soit une progression des effectifs moyens de +114%, cette croissance n'étant que de +52% au niveau national.
- Pour les projets de développement, on observe une progression de l'emploi de +38%, passant de 11,7 personnes en 2014 à 16,1 personnes lors de l'enquête*.
- En avril 2018, les structures soutenues en 2014 par France Active (créations, reprises et développement) et toujours actives employaient 38 600 personnes.
- La création nette d'emploi en 4 ans est estimée à 19 500 postes dont les $\frac{3}{4}$ sont liés à la dynamique d'emploi des créations / reprises.
- Pour les projets de développement, il convient de souligner la réelle dimension sociale des emplois. Un quart de ces structures emploie des personnes en insertion ou des personnes handicapées, ces deux profils concentrant 17% des emplois totaux.

* *en écartant quelques structures atypiques avec 100 salariés et plus*

SYNTHESE

- Sur la base de ces constats très favorables, on peut interroger l'effet de l'intervention de France Active. En effet, la mission financière de France Active est jugée très positivement par les personnes interviewées.
- 40% des créateurs / repreneurs affirment, que leur projet de création n'aurait pas vu le jour sans l'intervention de France Active. Pour 75% des créateurs / repreneurs, l'accompagnement et le financement de France Active ont permis de convaincre les banques de financer leur projet dans de meilleures conditions.
- La quasi-totalité des structures en développement et toujours en activité (98%) déclarent avoir réalisé le projet pour lequel ils ont sollicité France Active. Parmi eux, 96% pensent que France Active a contribué à la réalisation du projet (81% « tout à fait » et 15% « plutôt ») et 58% jugent que sans intervention de France Active, elles n'auraient pas eu d'alternatives pour le financement de leur projet.



NOTRE VISION ET NOTRE APPROCHE

Avec le soutien de :



FRANCEACTIVE
Les entrepreneurs engagés

Notre vision et notre approche

Convaincue que chaque entrepreneur engagé peut contribuer aux réponses sociales ou environnementales, réduire des inégalités en créant de l'activité et des emplois et devenir un véritable acteur de son territoire, France Active accélère la réussite des entrepreneurs en leur donnant les moyens de s'engager. Depuis plus de 30 ans, France Active privilégie ainsi des projets qui créent ou qui sauvegardent des emplois.

Avec ses 42 associations territoriales, France Active s'appuie sur une expertise de stratégie financière et propose des financements qui sont à la portée de tous les entrepreneurs à toutes les phases de vie de leur projet. Pour bâtir leur stratégie économique et mobiliser des financements, France Active apporte, en complémentarité avec la banque, des prêts, qui sont notamment financés au moyen de l'épargne solidaire, et des garanties d'emprunts bancaires pour sécuriser et faciliter l'accès au crédit.

Au quotidien, 650 salariés et de 2 500 bénévoles assurent l'activité de France Active sur le terrain afin de renforcer la structure financière des projets et contribuer ainsi à la pérennité des activités avec pour corollaire la création et sauvegarde d'emplois.

En quoi consiste l'intervention de France Active ?

A chaque phase de vie de leur projet, France Active propose aux entrepreneurs engagés un soutien complet et sur-mesure en apportant conseil, financement et connexion.



Bâtir la stratégie financière

- > Challenge du projet
- > Évaluation des besoins financiers et structuration des solutions de financement
- > Sécurisation des solutions
- > Relation à la banque et tours de table financiers



LE PACTE

France Active

*un accompagnement
en 3 dimensions*



Accéder à un réseau unique d'acteurs économiques et financiers

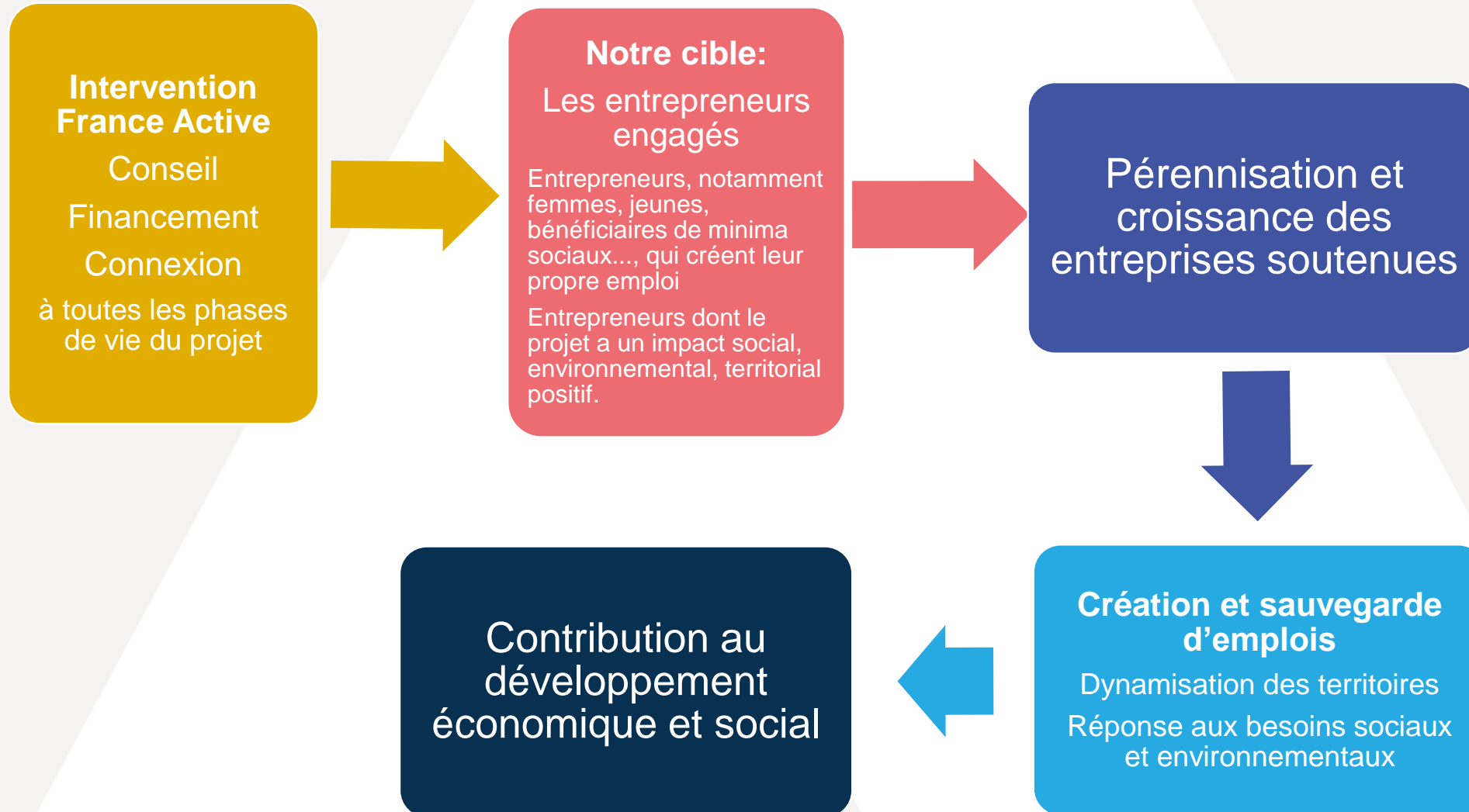
- > Partenariats
- > Mise en relation avec des experts
- > Réseau d'entrepreneurs
- > Visibilité



Financer solidaire

- > Prêts
- > Garanties de prêts
- > Primes
- > Investissements en fonds propres

Chaine d'effet



OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

RAPPEL DES OBJECTIFS

➤ Quel est l'impact à 3 ans de l'intervention de France Active sur la **pérennité des structures créées ou reprises**

➤ Quel est l'impact à 3 ans de l'intervention de France Active sur **la réussite du projet** des entreprises soutenues **en phase de développement/post création**

Deux échantillons d'enquête

➤ Enquête auprès des créations et reprises soutenues par France Active en 2014

➤ Enquête auprès des structures soutenues en 2014 pour leur développement (et en «rebond»)

METHODOLOGIE

- Extraction des entrepreneurs financés en 2014 à partir de Nouba : 5812 structures (hors Nacre comme produit exclusif)
- Travail de finalisation du champ et de mise à niveau des bases (niveau projet, plan de financement et porteurs) : **5 771 structures** dont 84% étaient en phase de création – reprise et 16% en phase de développement / rebond
- Analyse de la pérennité par appariement avec le fichier Sirene (open date du 1^{er} janvier 2018). Recherches manuelles complémentaires sur un échantillon aléatoire de 3 200 structures selon les informations obtenues sur société.com ou infogreffe. Informations complémentaires collectées lors de l'enquête. Les recherches manuelles et l'enquête ont montré un effet sensible de sous-déclaration dans Sirene, effet corrigé par une approche probabiliste (par strate) sur les cas non vérifiés (pour plus de détails voir annexe)

METHODOLOGIE

- Enquêtes téléphoniques réalisées du 20 avril au 21 mai auprès de **708 structures**, réparties selon un plan de sondage optimisé sur la base d'une stratification croisant :
 - La nature du projet (création – reprise / développement)
 - Le statut du projet (TPE / Entreprise sociale)
 - Le montant du plan de financement (en tranches)
 - Le secteur d'activité (11 catégories)
 - La situation de l'entreprise (active ou cessée), information préalable Sirene.
- La répartition des objectifs a volontairement été déformée afin de disposer d'un nombre plus important de réponses sur les profils les moins fréquents
- Afin de redonner une image strictement représentative des 5 771 structures, une pondération a été calculée sur la base des critères de la stratification (le calage sur les résultats finalisés d'analyse de la pérennité) complétés par deux critères :
 - Objet du financement (BFR, investissement, les deux)
 - Typologie d'intervention de France Active (5 catégories)

Partie 1

Donner des moyens pour agir

Étude sur l'impact de France Active
sur les entrepreneur(e)s soutenu(e)s
en phase de création en 2014



Partie 1:

Donner des moyens pour agir

Etude sur l'impact de France active sur les entrepreneur(e)s soutenu(e)s en phase de création en 2014

Qui sont les porteurs de projets soutenus en phase de création/reprise en 2014

Pourquoi les créateurs recourent-ils à France Active ?

Analyse de pérennité: les entreprises soutenues par France Active sont plus pérennes

Quelle est la situation actuelle des entreprises pérennes?

Quelle est la situation actuelle des porteurs des entreprises non-pérennes?

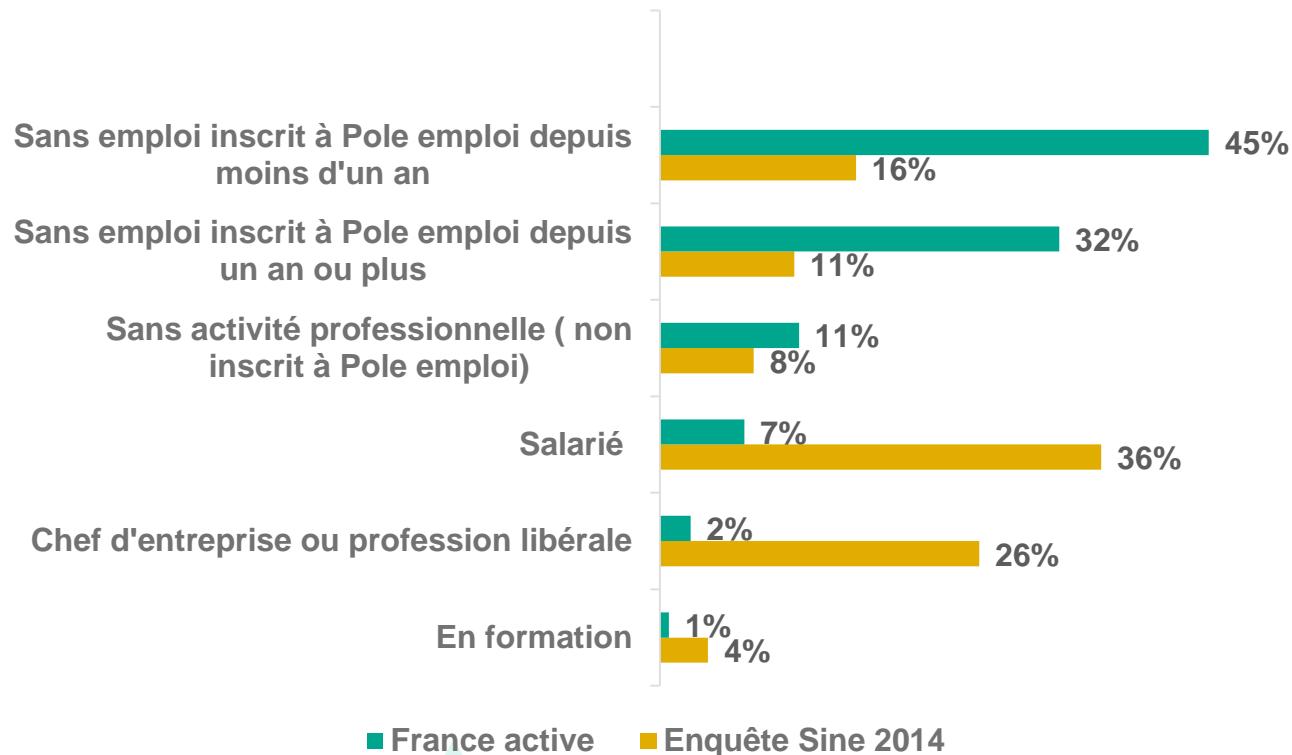
L'impact sur l'emploi



*Qui sont les
porteurs de
projets soutenus
en phase de
création/reprise
en 2014*

Les chercheurs d'emplois au cœur de notre action

Quelle était votre situation personnelle avant de mettre en place votre projet ?



Source traitement de l'enquête France active; Richet D., Thomas S., « Les créateurs d'entreprises en 2014: moins de chômeurs et des projets plus modestes qu'en 2010 », Insee Première n° 1600, juin 2016.
Base enquête France active : ensemble de l'échantillon (création et reprise)

> 88% de créateurs étaient au chômage ou sans activité professionnelle avant le lancement de leur entreprise, alors qu'au niveau national leur poids n'est que de 34%. Et 14% étaient bénéficiaires des minima sociaux

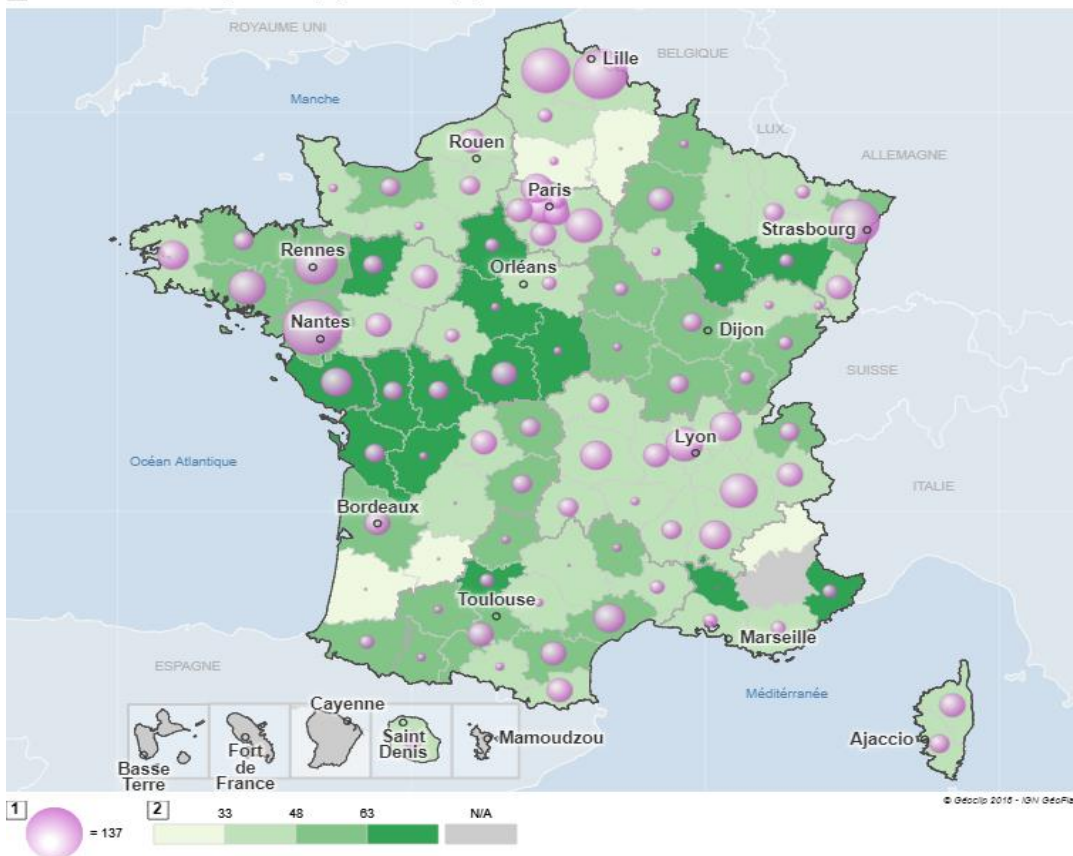
> Près d'un tiers des créateurs financés par France Active étaient inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus (11% au niveau national)

> La part des salariés (7%), des chefs d'entreprise ou professions libérales (2%) reste faible par rapport au niveau national (respectivement 36% et 26%).

Un coup de pouce pour les femmes : 45% des porteurs sont des femmes

1 Nombre de créatrices 2014 - Source : France active - Données Noubia

2 Part des femmes dans les porteurs de création (%) - Source : France active - données Noubia



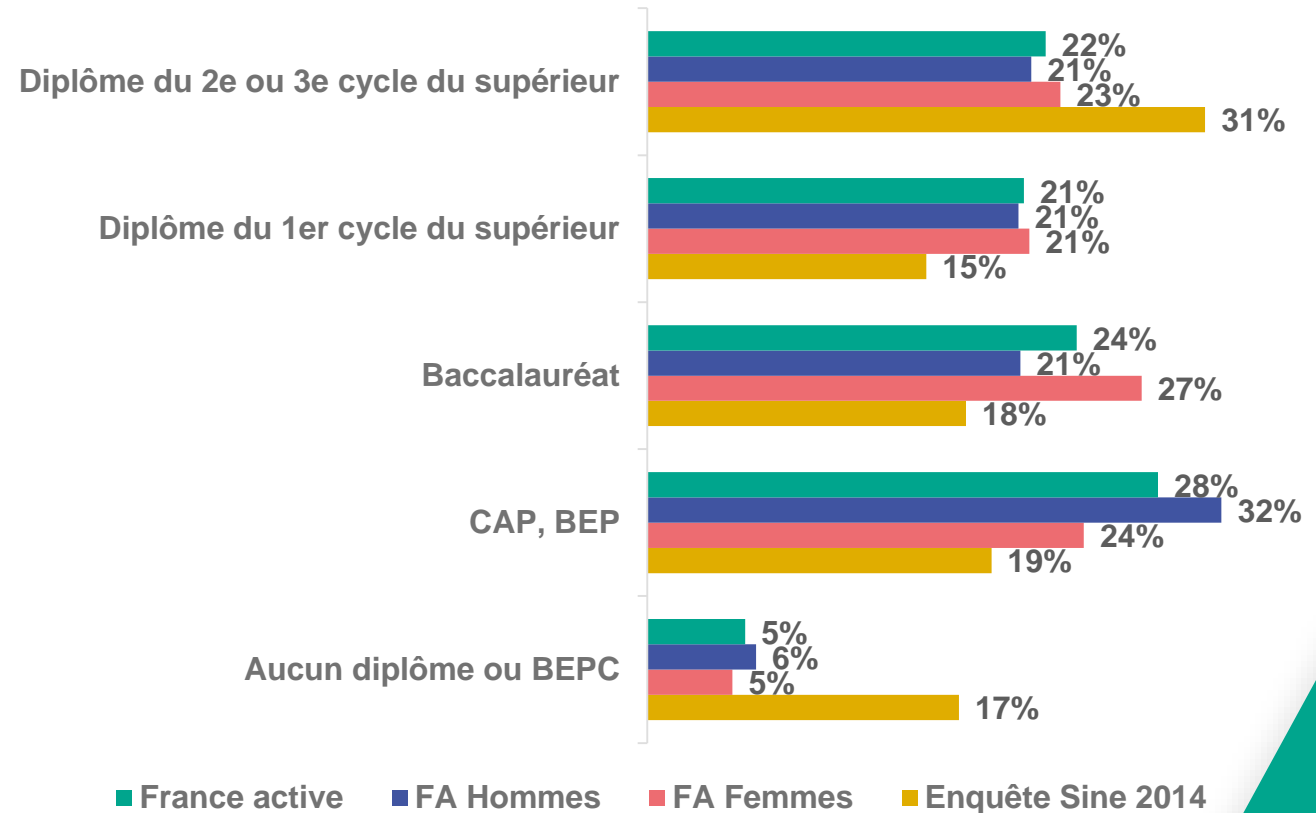
- **+17 points par rapport à la moyenne nationale:** 45% des porteurs sont des femmes, alors que seulement 28% des entreprises sont créées par les femmes au niveau national en 2014.
- **La proportion des femmes créatrices varie selon le territoire:** dans les départements qui comptent au moins 10 créateurs, la part des femmes oscille entre 27% (Oise) et 82% (Deux-Sèvres).

Source: traitement de la base exhaustive; champ : hors entreprises sociales. Richet D., Thomas S., « Les créateurs d'entreprises en 2014: moins de chômeurs et des projets plus modestes qu'en 2010 », Insee Première n° 1600, juin 2016.

28 % des créateurs* sont issus d'une formation professionnalisante, contre 19% au niveau national

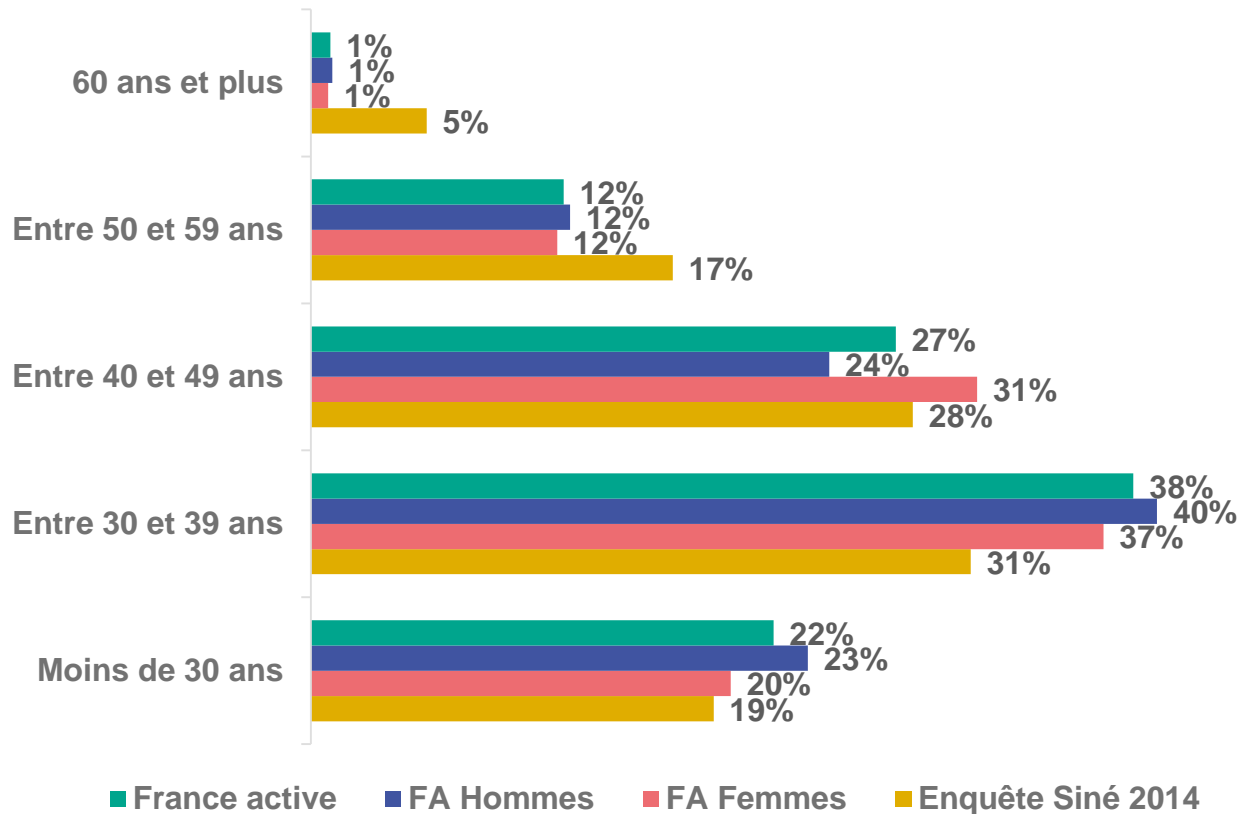
> 43% des créateurs ont un diplôme post-Bac (46% au niveau national) et seulement 5% n'ont aucun diplôme ou le niveau BEPC (17% au niveau national)

> Les créatrices sont plus souvent diplômées du baccalauréat (27 % contre 21 % pour les hommes), alors que les créateurs hommes sont plus issus d'une formation professionnalisante (32 % ont le CAP-BEP contre 24 % pour les femmes°)



*Source: Source traitement de la base exhaustive hors entreprises sociales; Richet D., Thomas S., « Les créateurs d'entreprises en 2014: moins de chômeurs et des projets plus modestes qu'en 2010 », Insee Première n° 1600, juin 2016.

Les créateurs d'entreprises soutenus par France Active sont plutôt jeunes

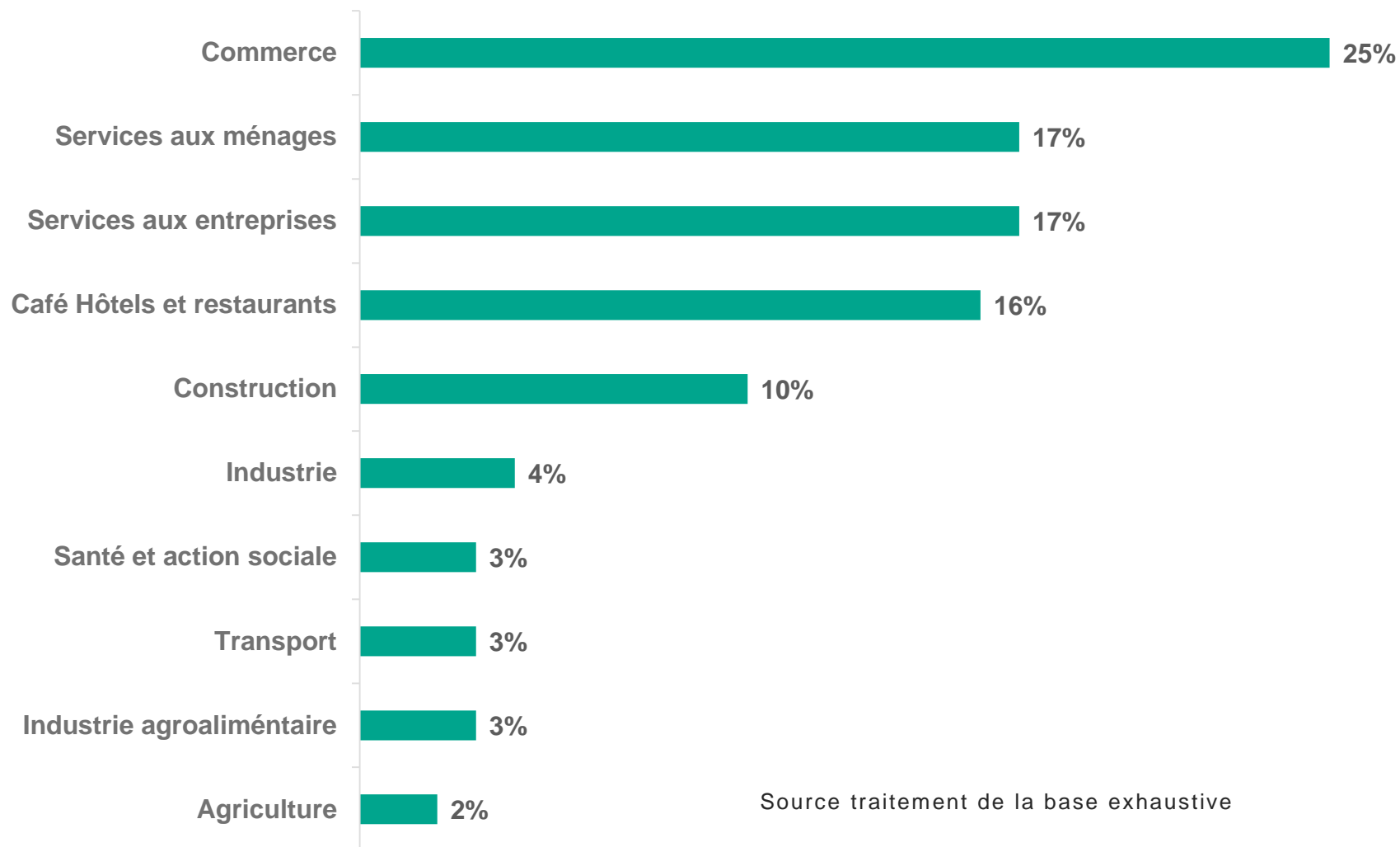


- **22% des créateurs ont moins de 30 ans** (+3 points par rapport au niveau national) **et seulement 13% sont âgés de 50 ans et plus** (22% au niveau national).
- **Les créatrices sont surreprésentées dans la tranche d'âge entre 40 et 49 ans** (31 % contre 24 % pour les hommes).
- Comme au niveau national, environ deux tiers des créateurs ont une expérience professionnelle dans le domaine d'activité créé, dont 73% ont une expérience de plus de 5 ans. En revanche, seulement 16% ont déjà créé une entreprise avant (28% au niveau national)

*Source: Source traitement de la base exhaustive hors entreprises sociales; Richet D., Thomas S., « Les créateurs d'entreprises en 2014: moins de chômeurs et des projets plus modestes qu'en 2010 », Insee Première n° 1600, juin 2016.

3 secteurs d'activité concentrent 59% des entreprises soutenues par France Active en phase de création en 2014

59%



Source traitement de la base exhaustive

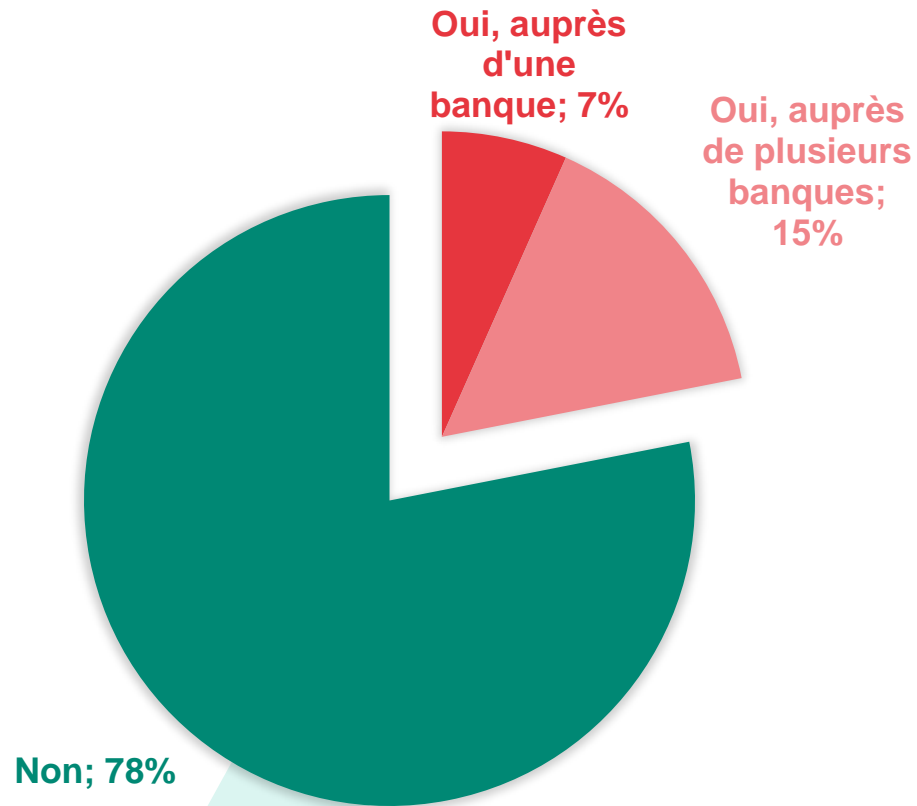


***POURQUOI LES
CRÉATEURS
RECOURENT-ILS À
FRANCE ACTIVE ?***

France Active, acteur de l'inclusion bancaire :

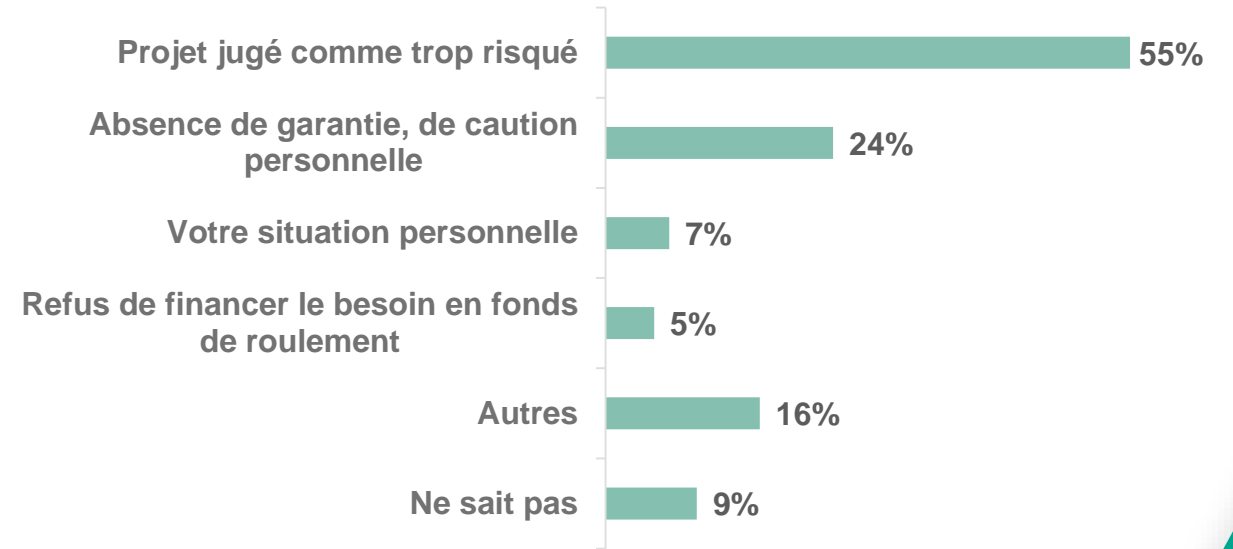
2 créateurs sur 5 avaient essayé un refus d'une ou plusieurs banques avant l'accompagnement par France Active

Avant d'être accompagné par France Active, aviez-vous déjà essayé un refus d'une banque ?



Source traitement de l'enquête France Active;
Base enquête France Active : ensemble de l'échantillon (création et reprise)

Pour quelles raisons votre demande de financement bancaire a-t-elle été refusée ?



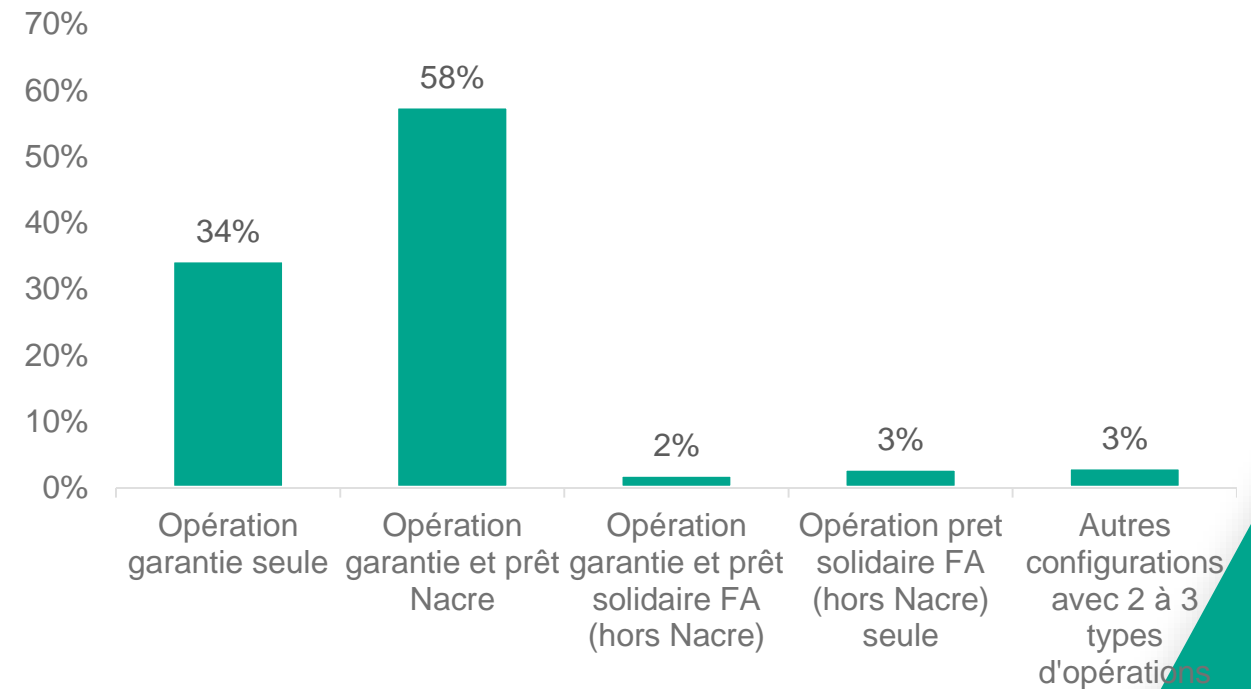
X%: base concernée par un refus

La quasi-totalité des entrepreneurs soutenus a recours à une garantie permettant un accès à un emprunt bancaire

Répartition des structures selon l'objet du financement



Répartition des structures selon le type d'intervention de France Active

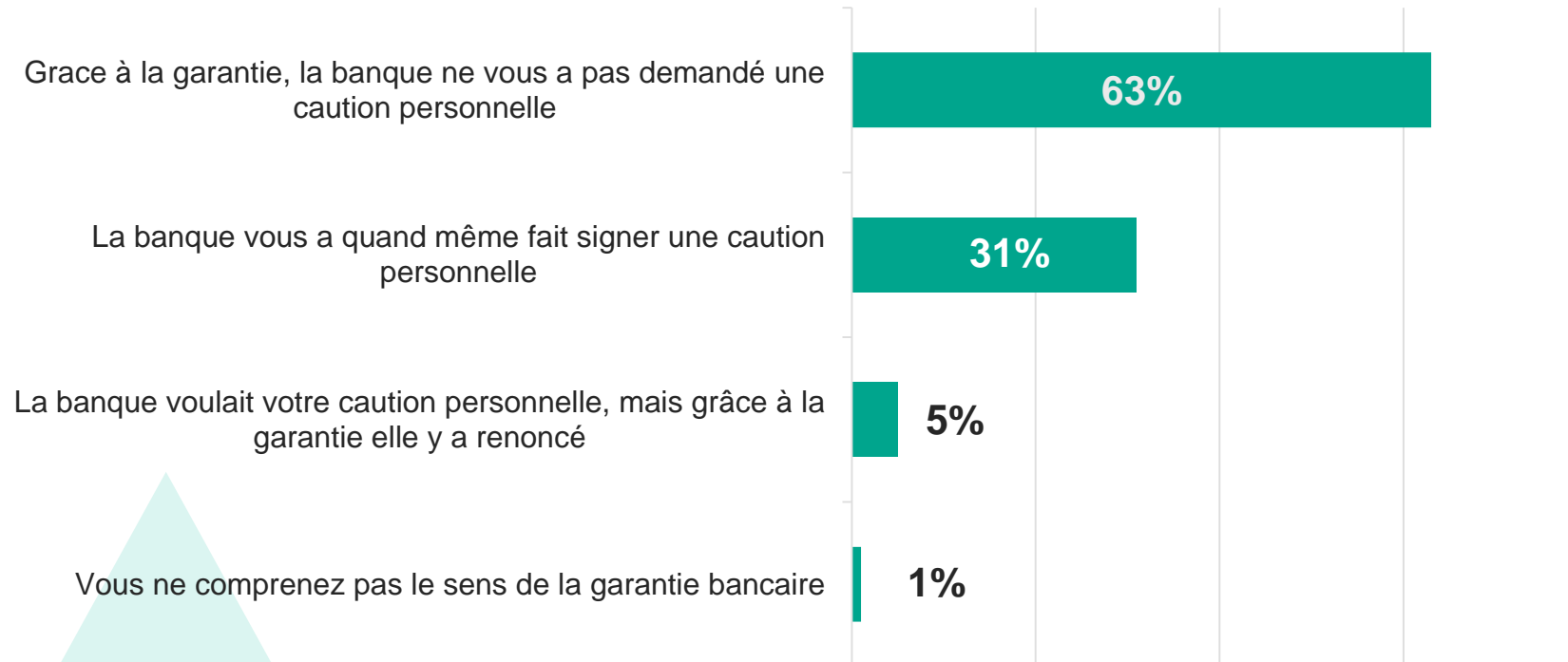


Source traitement de l'enquête France active, traitement de la base exhaustive

PERCEPTION DE LA GARANTIE

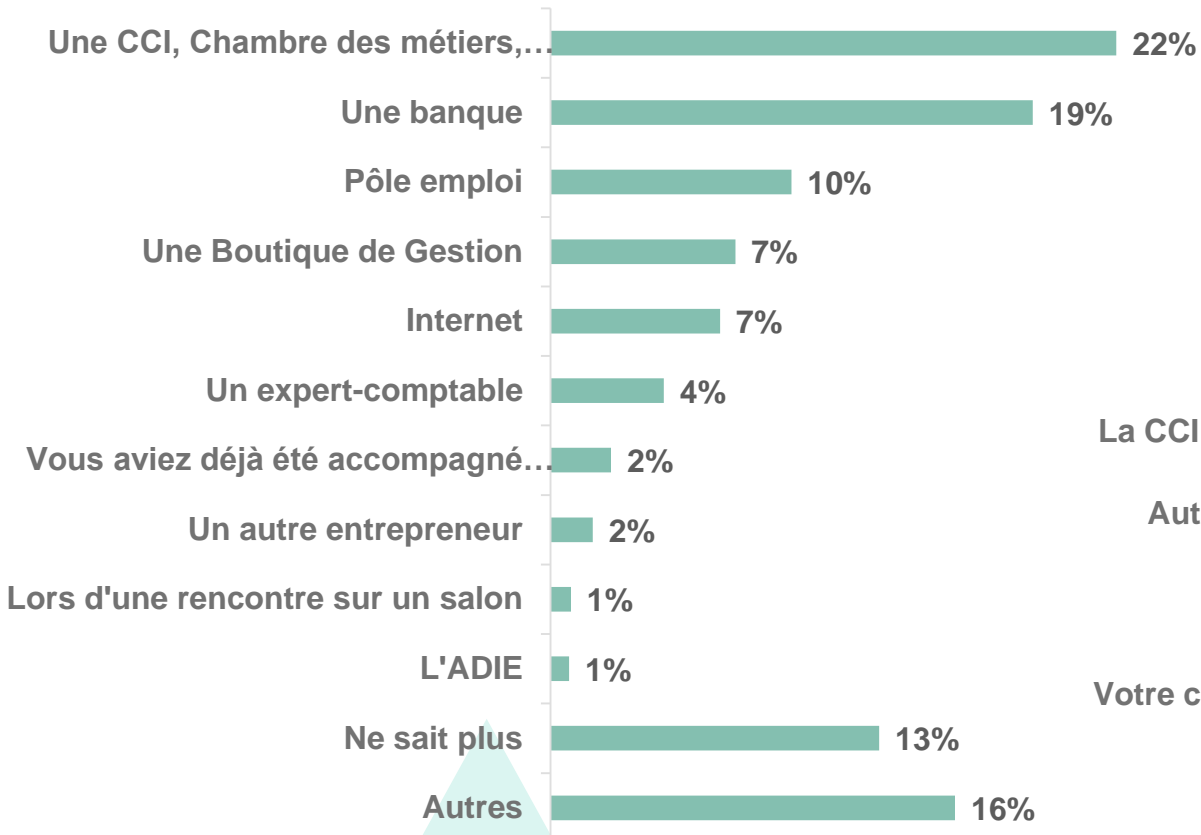
➤ Selon le système d'information de France Active, 98% des structures appuyées dans le cadre d'un projet de création / reprise ont bénéficié d'une garantie de prêt. L'échantillon d'enquête donne un résultat similaire (97%). La connaissance du sens de cette garantie a été testée auprès de ces bénéficiaires. 99% des bénéficiaires sont conscients de l'existence de cette garantie.

Vous avez bénéficié d'une garantie de prêt de la part de France Active.
Parmi les situations suivantes, laquelle correspond le mieux à la vôtre ?

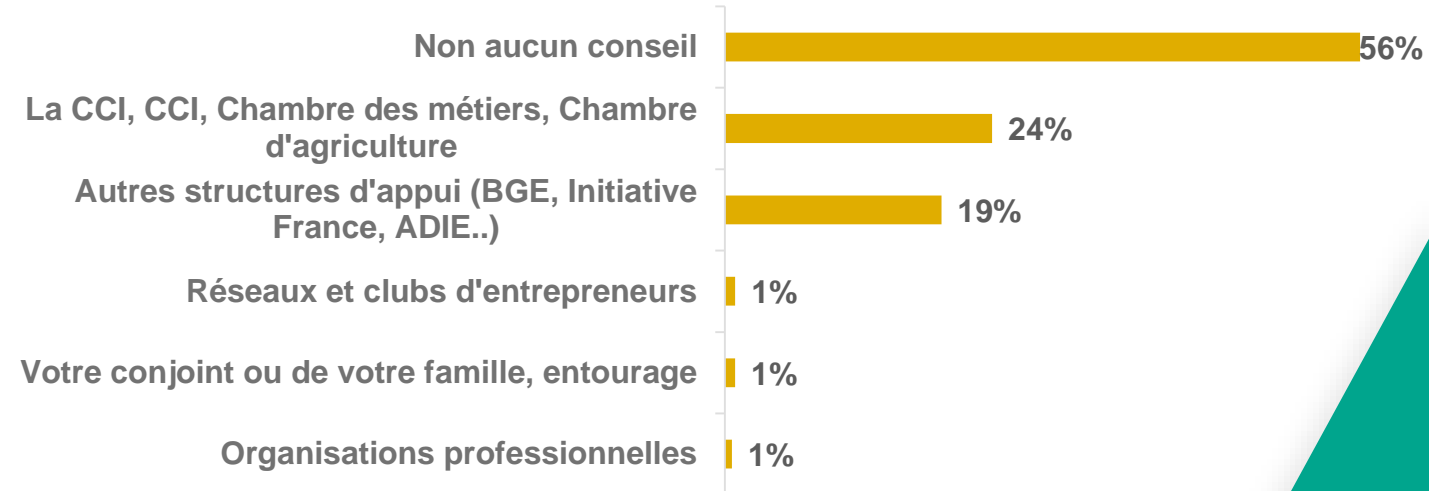


Un accompagnement collectif : en majorité, les entrepreneurs sont orientés vers France Active par notre réseau de partenaires

Qui vous a orienté vers France Active ?



En dehors de France Active, des experts-comptables et des banques, avez-vous bénéficié, vous-même ou un associé, de conseil(s) d'au moins une heure pour la mise en place de votre projet de la part de ...



Source traitement de l'enquête France Active;
Base enquête France active : ensemble de l'échantillon (création et reprise)

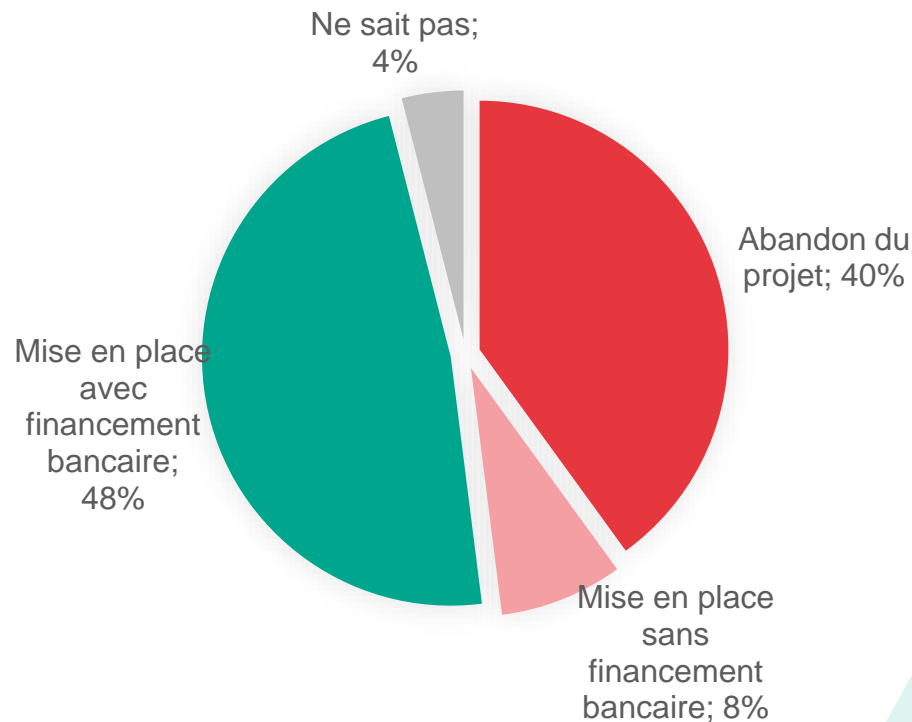
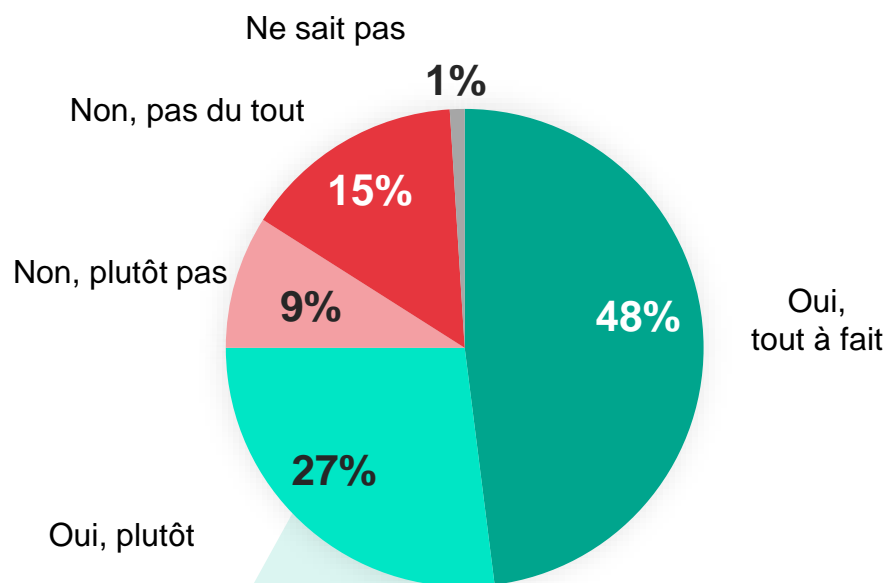
Les créateurs jugent l'intervention de France Active pertinente

Effet levier : Pour 75% des créateurs/repreneurs l'intervention a permis de convaincre les banques de financer leur projet dans de meilleures conditions.

Effet déclenchant : 40% des créateurs / entrepreneurs déclarent que sans l'intervention de France Active, leur projet aurait dû être abandonné.

Selon vous, l'accompagnement et le financement dont vous avez bénéficié ont-ils permis de convaincre les banques de financer votre projet dans de meilleures conditions ?

Selon vous, que ce serait-il passé sans l'accompagnement de France Active ?



Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (création, reprise)

ANALYSE DE PÉRENNITÉ

**Les entreprises
soutenues par France
Active sont plus
pérennes**

LES ENTREPRISES SOUTENUES PAR FRANCE ACTIVE ACTIVE SONT PLUS PERENNES

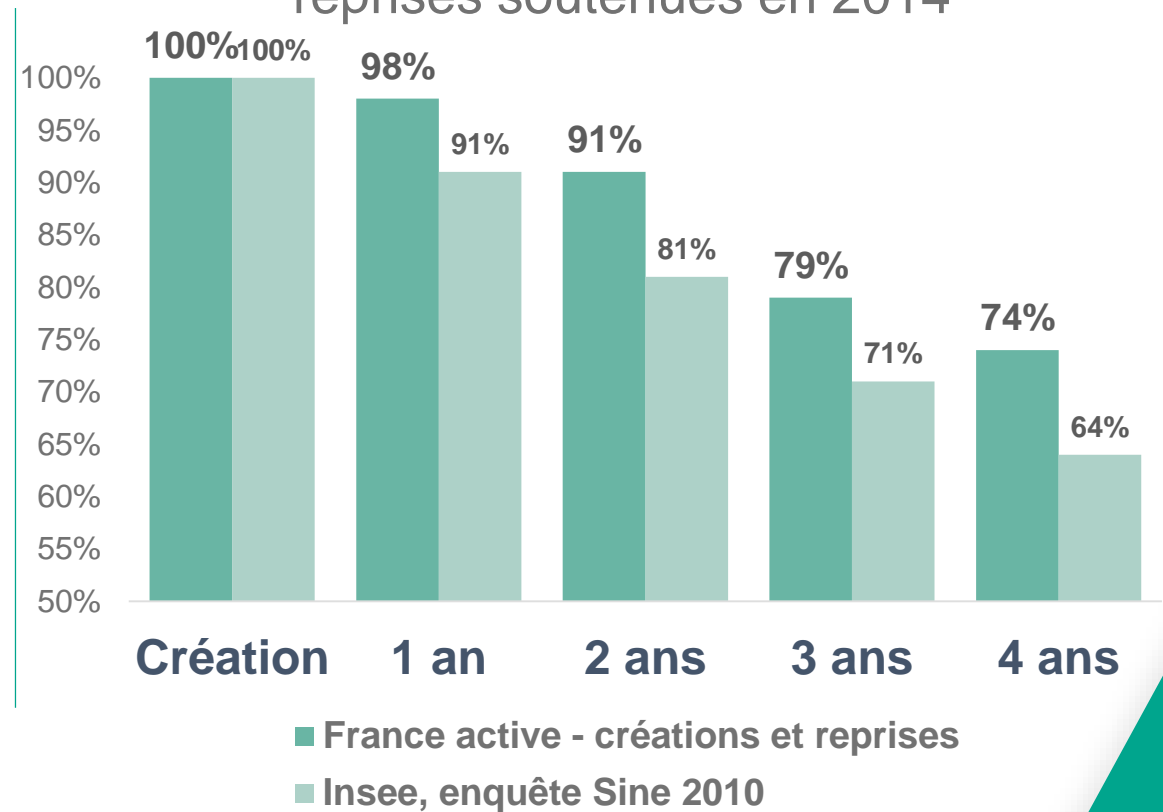
79% des créations / reprises soutenues par France Active sont toujours actives* à l'échéance de 3 ans, contre 71% en moyenne nationale (Insee, enquête Sine 2010, dernières données disponibles). Les structures accompagnées par France Active montrent donc un taux de pérennité supérieur de 8 points.

Cependant, une partie de cet écart s'explique par une répartition sectorielle plus favorable à France Active ainsi que des projets à l'ampleur financière plus conséquente. En contrôlant ces écarts, on estime respectivement un écart de +8 à +5 points, soit en moyenne **un effet bénéfique de +6 points sur la pérennité à 3 ans pour les structures financées par France Active.**

L'étude permet également d'estimer le taux de survie au terme moyen de 4 ans : 74% des entreprises soutenues en phase de création/reprise sont encore actives, soit un écart favorable de 10 points de pérennité par rapport au niveau national, sans qu'il soit possible de calculer les effets de structure à 4 ans.

*** Attention: suite à un changement de méthodologie, les taux de pérennité ne sont pas comparables aux ceux de nos mesures d'impact précédentes. Voir l'annexe pour plus de détails sur le calcul.**

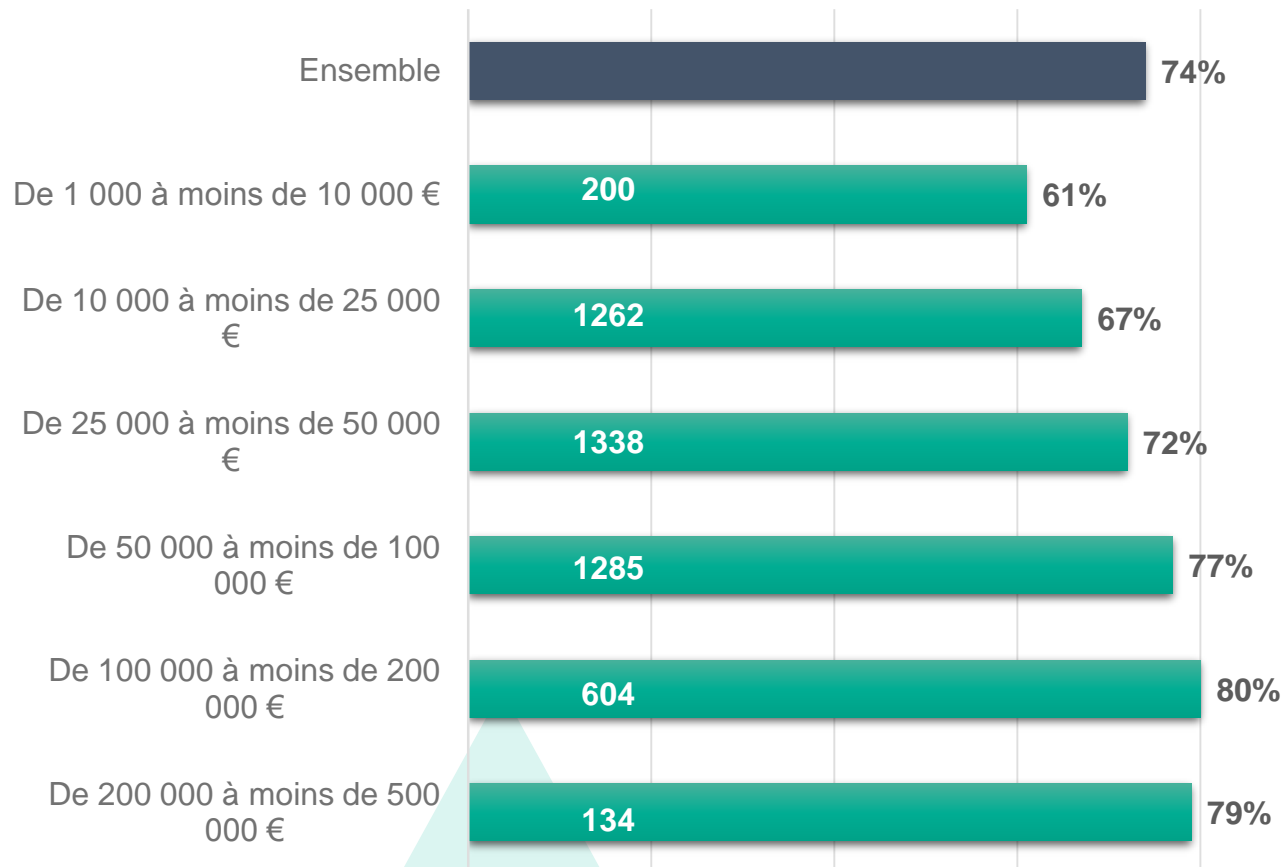
Pérennité de 1 à 4 ans des créations/ reprises soutenues en 2014



Source traitement de la base exhaustive

Plus le montant investi au départ de la création d'entreprise est conséquent, plus le taux de pérennité est élevé

Pérennité moyenne à 4 ans selon les montants investis

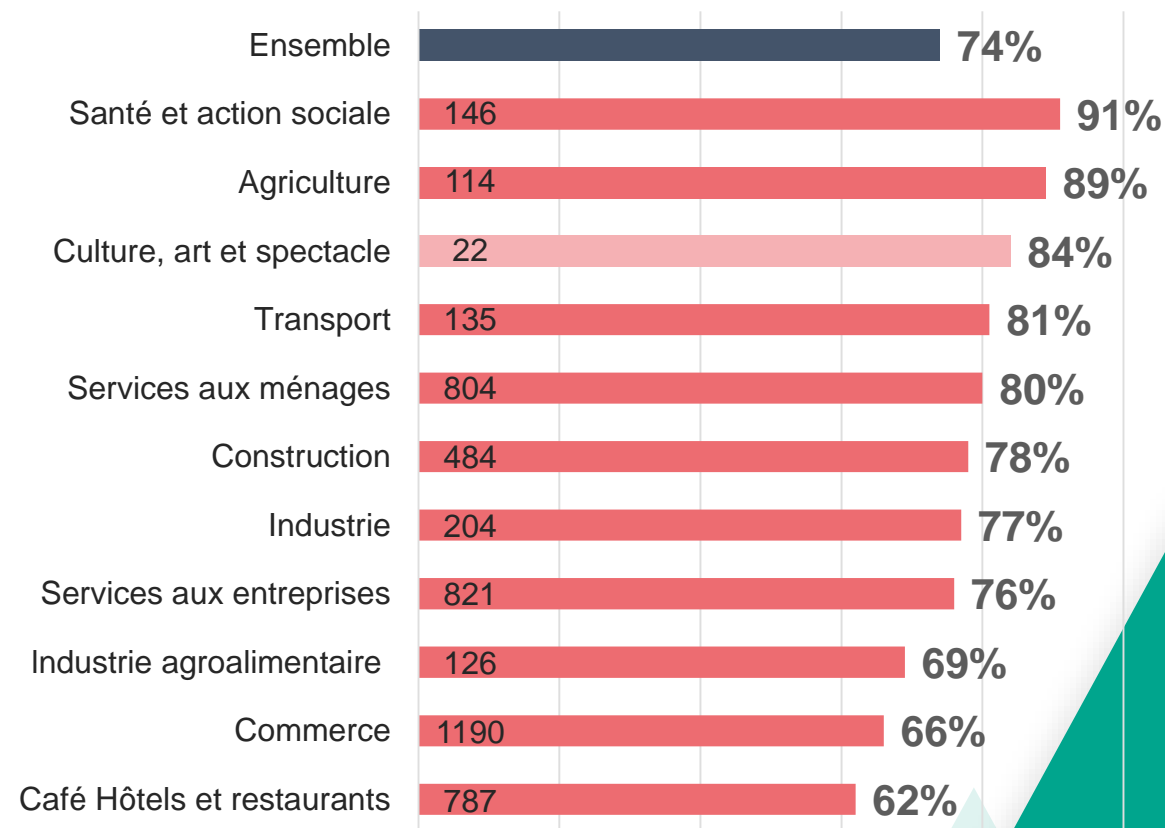


- Sur l'ensemble des structures investissant moins de 10 000 euros, 61 % étaient encore actives après 4 ans, contre environ 80% pour celles créées avec au moins 100 000 euros.
- La disponibilité des moyens financiers est une nécessité primordiale pour assurer la création de l'entreprise et pour pérenniser l'activité. Les résultats de l'enquête confirment celles observés au niveau national: l'Insee démontre que « l'investissement initial est un gage de pérennité ». Au niveau national, les entreprises créées avec un montant de 40 000 € à 160 000 € franchissent, toutes choses égales par ailleurs, 1,3 fois plus souvent le cap des 3 ans que celles avec moins de 2000 euros (Insee Première N°1543, avril 2015)

La pérennité varie fortement selon le secteur d'activité

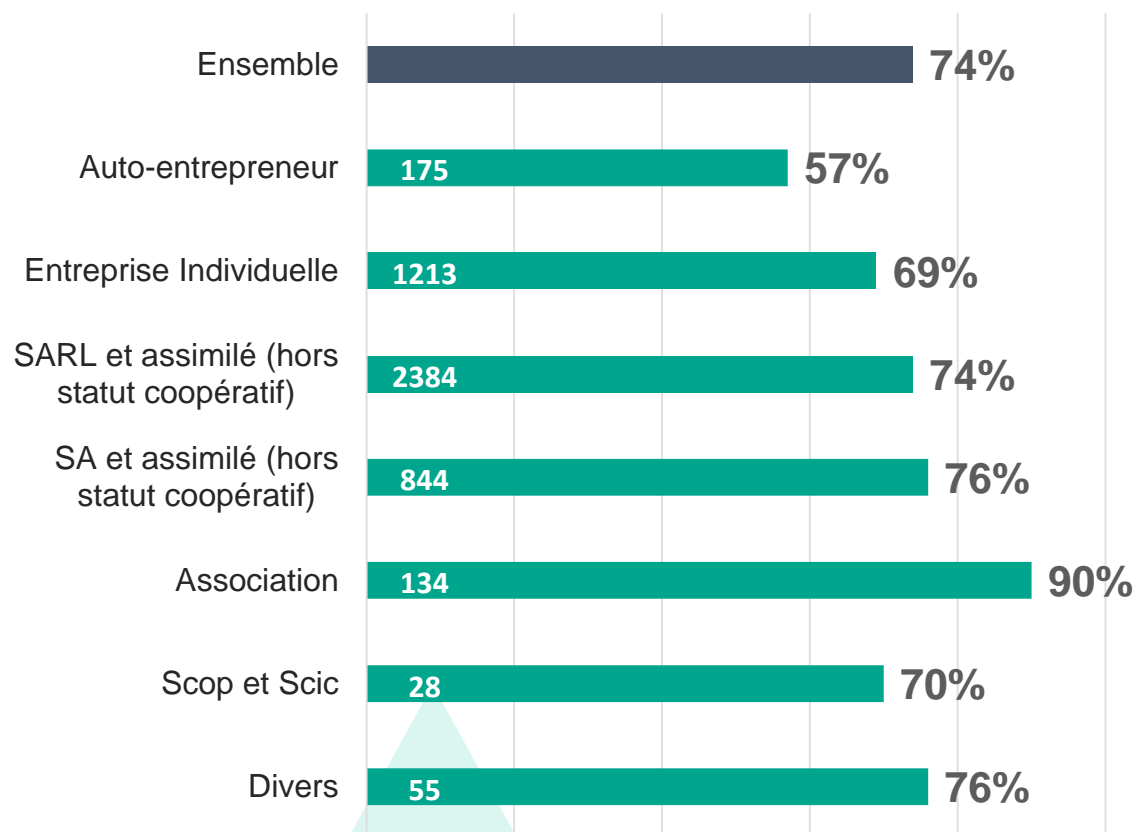
- > La santé et l'action sociale, ainsi que l'agriculture sont les secteurs d'activité les plus robustes: respectivement 91% et 89% structures sont encore en activité après 4 ans.
- > Selon l'Insee, au niveau national, les entreprises du secteur « Enseignement, santé humaine et action sociale », ont une chance de survie à 3 ans, toutes choses égales par ailleurs, de 3,1 fois supérieure à celle des commerces (Insee Première N°1543, avril 2015).
- > Le commerce est le principal pourvoyeur des créations financées par France Active. Mais quelles que soient les caractéristiques, seulement 66% des commerces créés ont survécu 4 ans. Seul le secteur des cafés, hôtels et restaurants affiche un plus mauvais taux (62%).

Pérennité moyenne à 4 ans selon le secteur



La catégorie juridique influence la pérennité

Pérennité moyenne à 4 ans selon la catégorie juridique

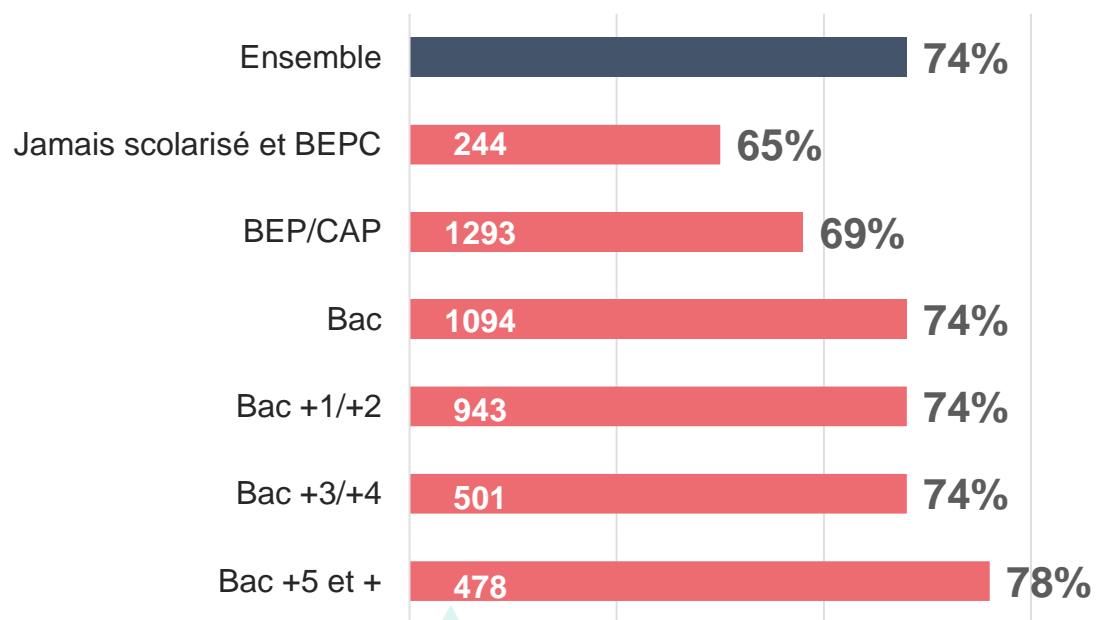


➤ Les sociétés sont plus pérennes que les entreprises individuelles et les autoentrepreneurs, ce qui est également le cas au niveau national.

➤ **Les associations sont les plus pérennes**
Seulement 3% des créations sont des associations. Mais elles sont très robustes: 9 associations sur 10 sont encore en activité après 4 ans (Une comparaison avec le niveau national n'est pas possible puisque les associations sont exclus du périmètre de l'enquête Sine). En effet, les associations sont plus présentes dans les secteurs les plus pérennes comme « santé et action sociale » et « services aux ménages ». De plus, avec un montant investi au démarrage plus important, leur risque de cessation est moins élevé.

Le niveau de formation a un effet positif sur la pérennité

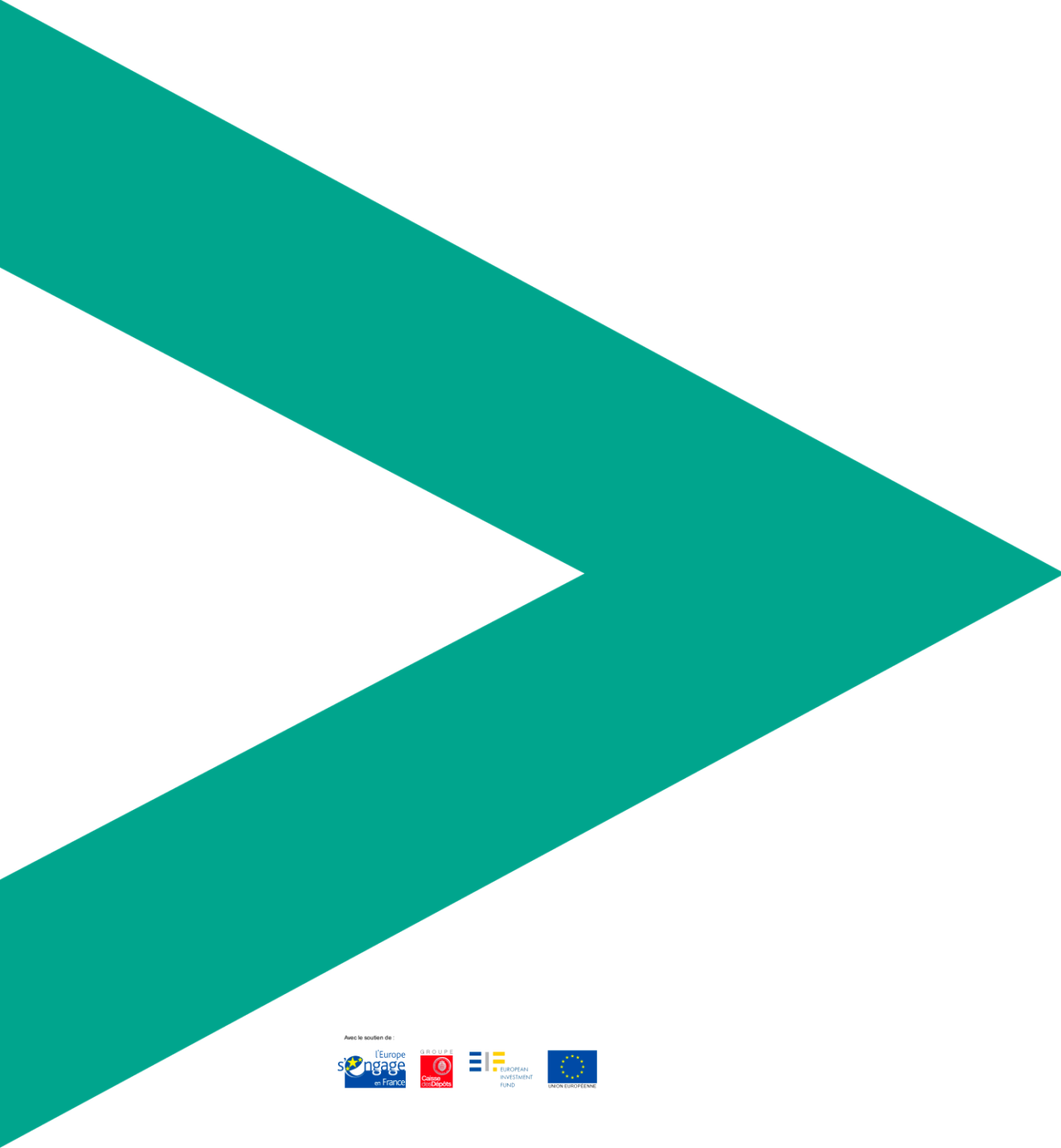
Pérennité moyenne à 4 ans selon le diplôme



> Les personnes ayant un diplôme BAC+5 créent plus d'entreprises pérennes: 78% de ces entreprises sont encore actives après 4 ans, contre seulement 65% des structures créées par les personnes sans diplôme ou ayant un BEPC).

> Au niveau national, l'Insee fait le même constat: les entreprises créées par un porteur ayant un BAC + 5, franchissent, toutes choses égales par ailleurs, 1,4 fois plus souvent le cap de 3 ans que celles créées par un porteur sans diplôme (Insee Première N°1543, avril 2015)

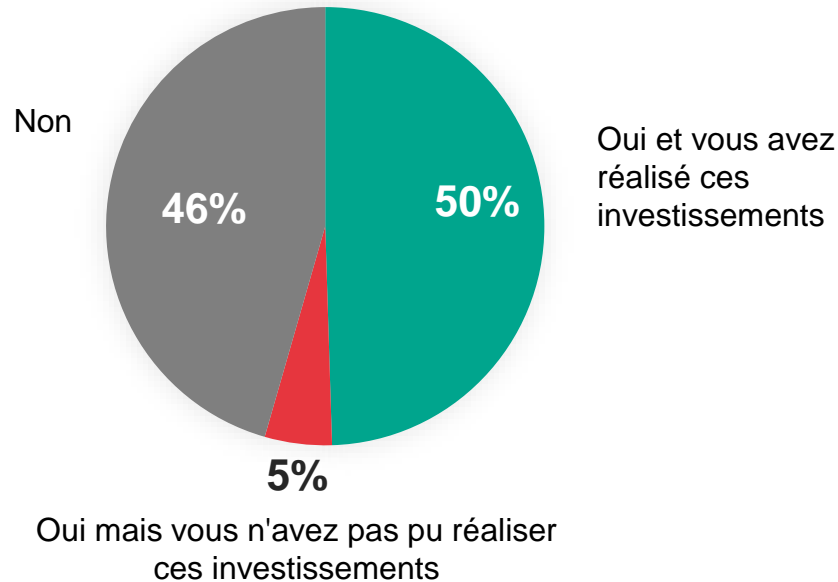
Source traitement de la base exhaustive
Champ : créations et reprises (nb structures analysées présenté dans la barre)



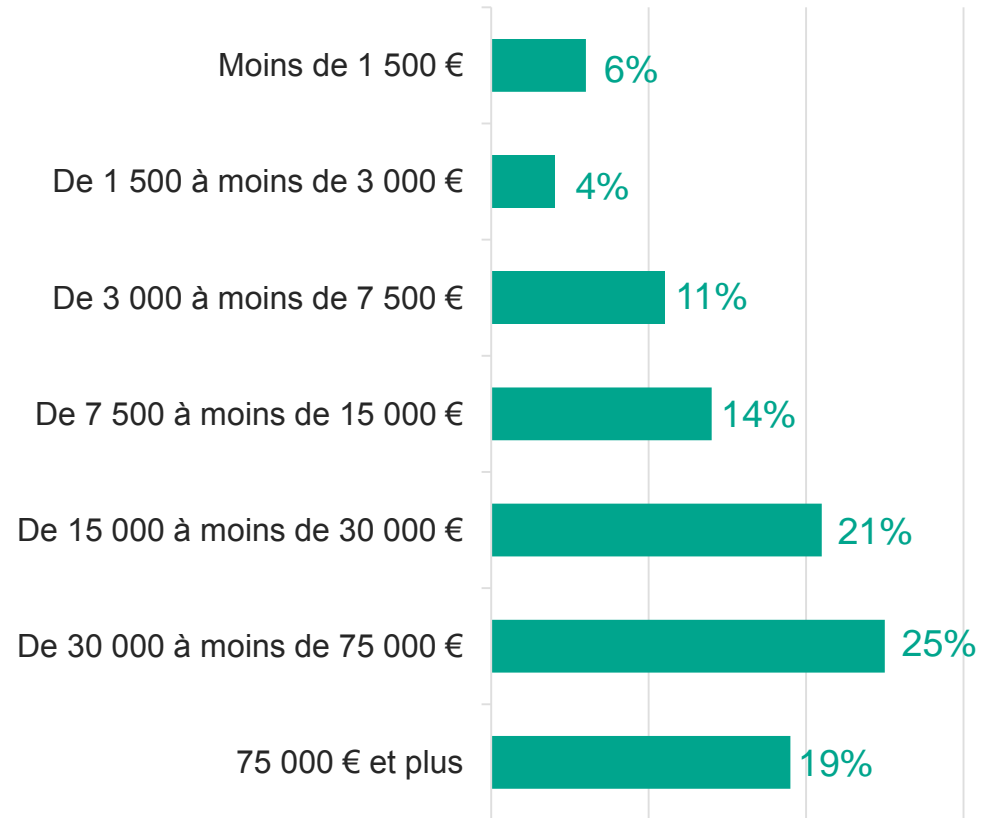
*Quelle est la
situation
actuelle des
entreprises
pérennes ?*

50% des structures pérennes ont réalisé des investissements après la création

Après la création / reprise, avez-vous souhaité réaliser des investissements ?



Pour les entreprises ayant réalisé des investissements
Durant ces trois dernières années, quel est le montant total TTC engagé pour l'ensemble de ces investissements ?



X% : base concernée par des investissements

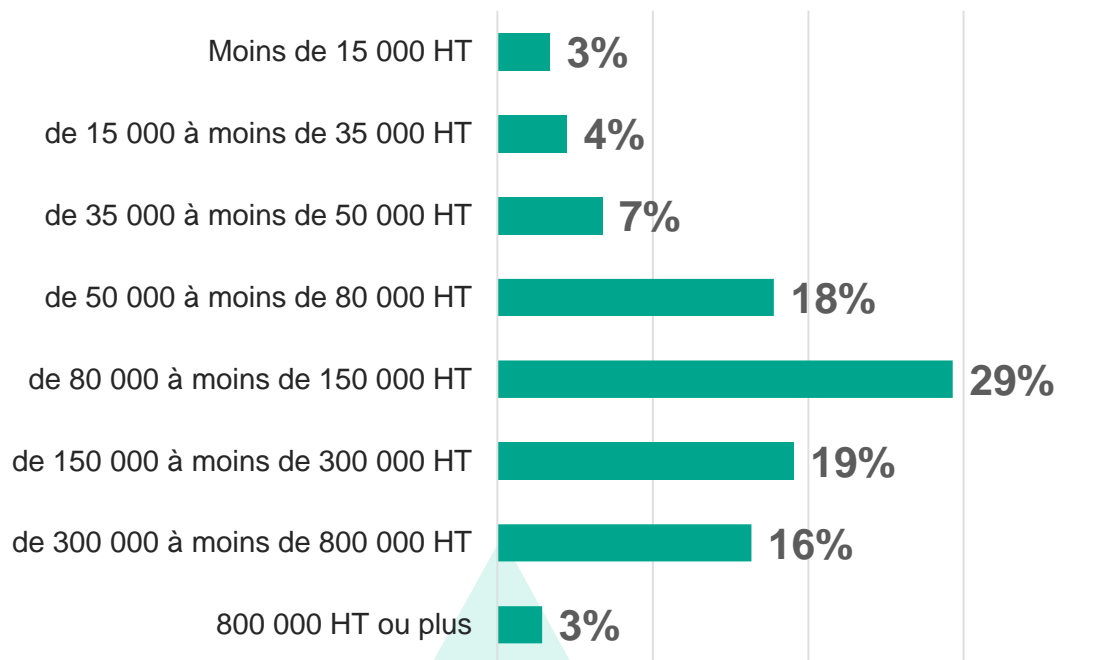
Source traitement de l'enquête
Base : Echantillon création, reprise concerné (50%)

Source traitement de l'enquête
Base : Echantillon création, reprise (hors développement)

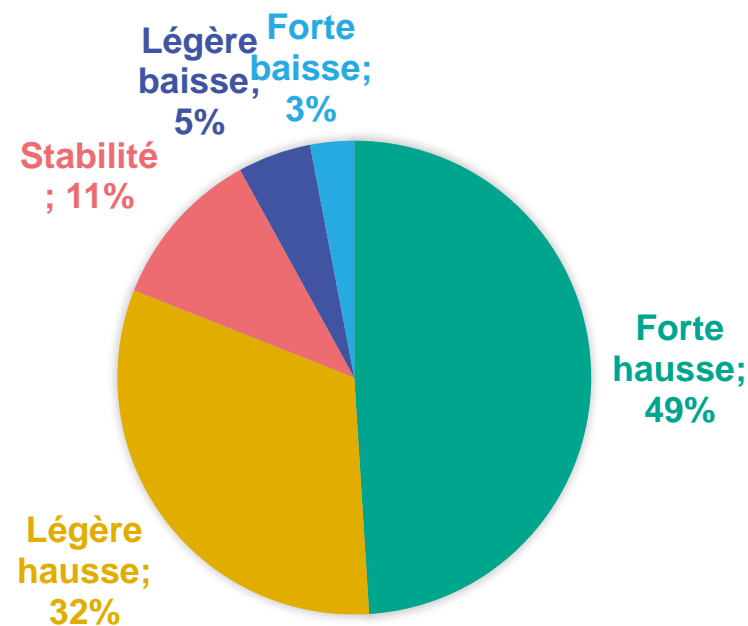
81% des entreprises pérennes ont augmenté leur chiffre d'affaires par rapport à 2014/2015

Estimation du CA moyen : 195 000 € hors taxe

Niveau du dernier chiffre d'affaires



Par rapport à 2014/2015, comment votre activité a-t-elle évolué ?

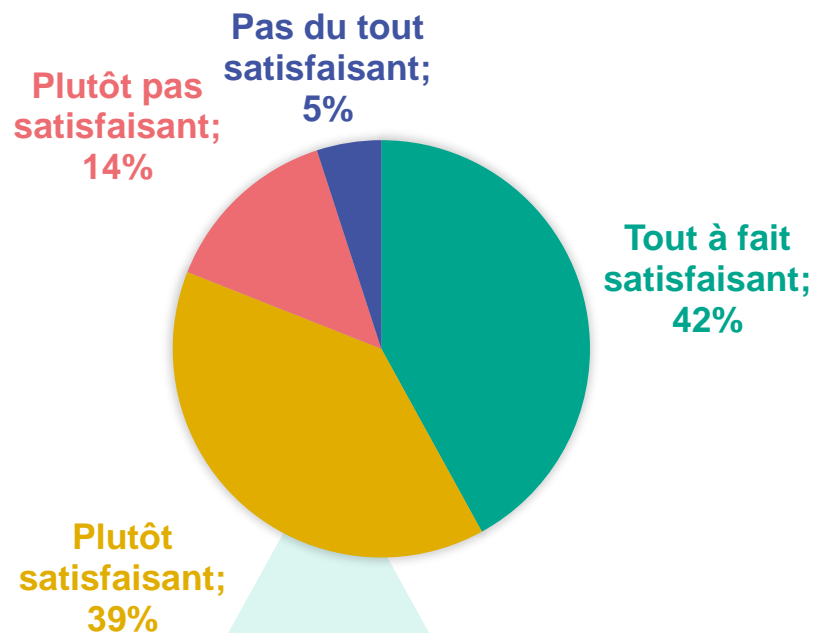


Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon unités pérennes
(création, reprise)

La perception du niveau d'activité des entreprises est optimiste

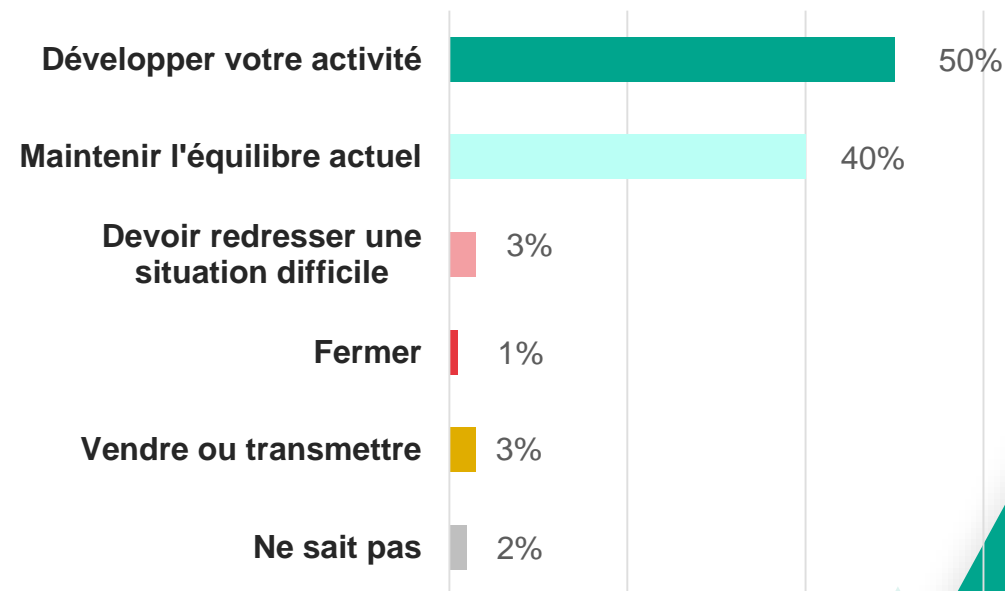
➤ Huit entrepreneurs sur dix (tous projets confondus) sont satisfaits avec leur dernier exercice d'un point de vue financier. Seulement 5% des créateurs jugent leur dernier exercice « pas du tout » satisfaisant

Par rapport à vos objectifs, comment jugez-vous votre dernier exercice du point de vue financier ?



Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon unités pérennes (création, reprise)

➤ Interrogés sur l'évolution de leur activité dans les prochains 12 mois, les entrepreneurs s'affichent optimistes : **50% des créateurs souhaitent développer leur activité**, et un tiers envisage une augmentation des effectifs. Seulement 1% des créateurs prévoient une baisse des effectifs.

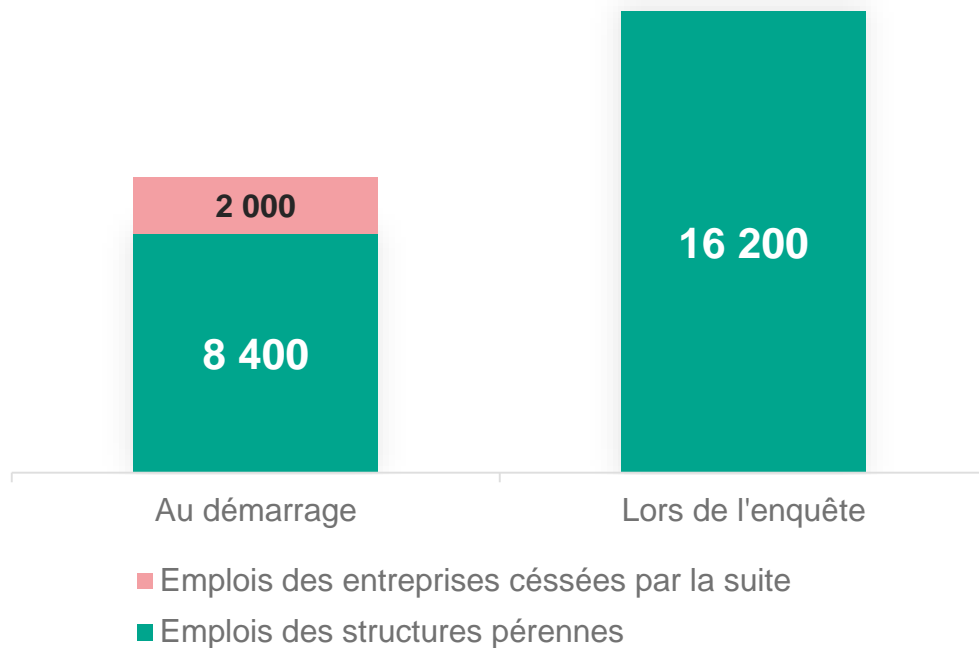


L'IMPACT SUR L'EMPLOI



Création nette d'emplois de 14 400 emplois des entreprises pérennes

Volume des emplois (extrapolation)



Source traitement de l'enquête, extrapolation aux 4 847 structures

- En avril 2018, les structures soutenues en 2014 par France Active et toujours actives employaient **16 200 personnes**.
- En écartant les effectifs au démarrage des reprises (1800 effectifs), **la création nette d'emploi à 4 ans est estimée à 14 400 emplois**.
- Entre 2014 et 2018, pour les entreprises créées ou reprises et toujours actives, **l'emploi total a progressé de +92%, soit une croissance annuelle moyenne de +18%**.

Le volume d'emplois a presque doublé en 4 ans



Au niveau national,
le développement des entreprises pérennes ne compensent pas
les pertes d'emplois liés aux cessations.

On observe alors une perte de 5% des emplois au terme de 4 ans (Insee, Sine 2010).

Pour France Active, on observe un phénomène inverse avec une très forte progression des emplois. Avec des taux de pérennité supérieurs et surtout une dynamique d'emplois sensiblement plus positive, les pertes d'emplois liées aux cessations sont plus que compensées par les créations de nouveaux postes après le démarrage.

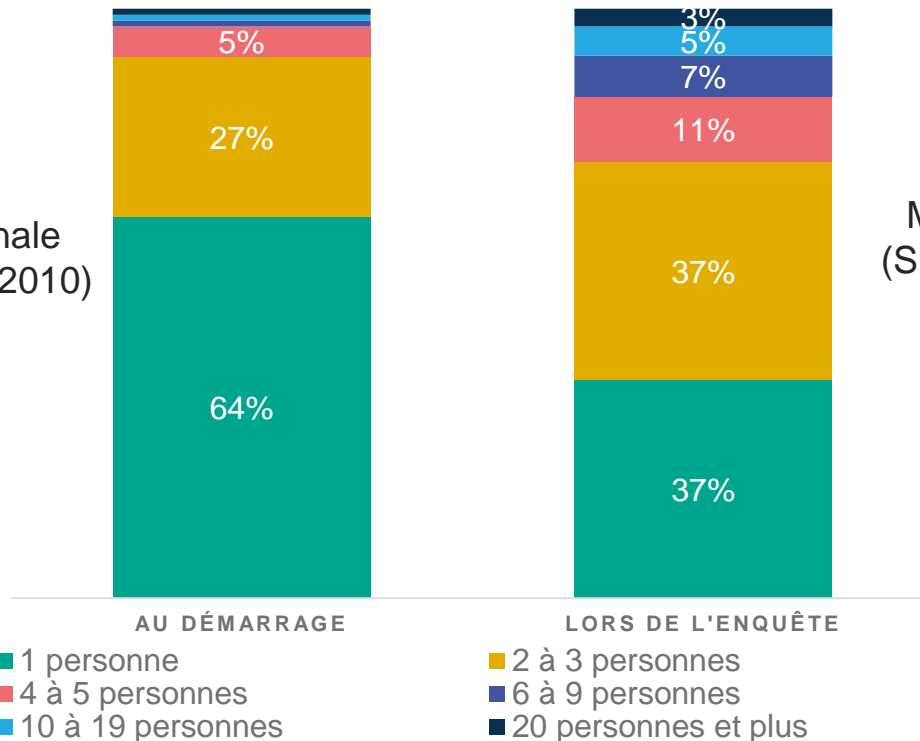


Une croissance d'emplois nettement plus sensible qu'au niveau national

Répartition des structures selon leur taille

Effectifs moyens
2,1

Moyenne nationale
(Sine génération 2010)
1,9



Effectifs moyens
4,5

Moyenne nationale
(Sine génération 2010
à 4 ans)
2,9

➤ Lors de leur démarrage, les créations / reprises soutenues en 2014 par France Active employaient 2,1 personnes, soit 10% de plus que la moyenne nationale (Sine, génération 2010)

➤ Entre 2014 et 2018 (date de l'enquête), **les créations / reprises toujours actives ont connu un doublement de leur taille (4,5)** alors que la même progression au niveau national n'était que de +50%.

➤ Les créations / reprises soutenues par France Active et toujours en activité ont une **taille moyenne à 4 ans supérieure de 55% à la moyenne nationale**

Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (création, reprise)

Création d'emplois de qualité

Nature des emplois	Au démarrage		Lors de l'enquête	
	Nb moyen	Répartition	Nb moyen	Répartition
Dirigeants non-salariés	1,0	46%	0,9	20%
Dirigeants salariés	0,4	17%	0,5	11%
Salariés en CDI	0,5	23%	2,0	45%
Salariés en CDD	0,2	10%	0,7	16%
Contrats d'apprent. et pro.	0,0	1%	0,1	3%
Contrats aidés	0,0	1%	0,0	1%
Autres contrats	0,0	2%	0,2	4%
Total	2,1	100%	4,5	100%

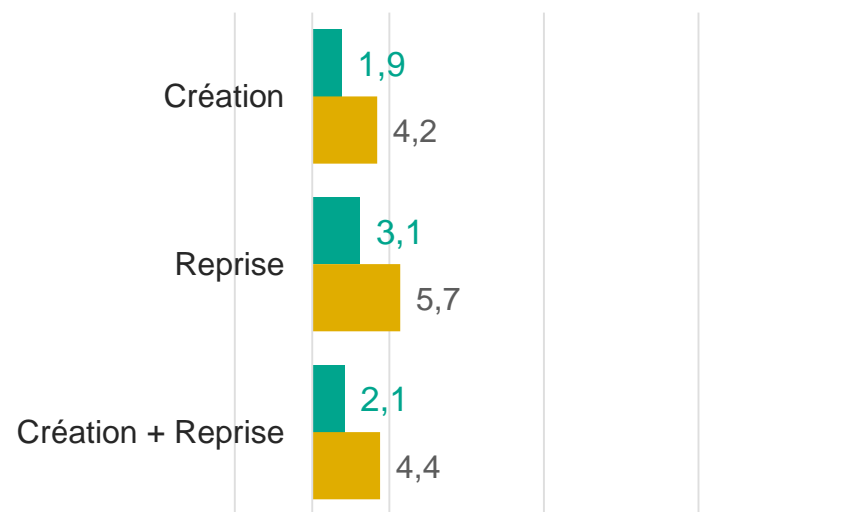
➤ La forte progression de l'emploi favorise surtout la création des emplois en CDI : lors de l'enquête, les structures employaient en moyenne 4 fois plus de CDI que lors du démarrage.

➤ La part des CDI dans les effectifs est passée de 23% lors du démarrage à 45% lors de l'enquête.

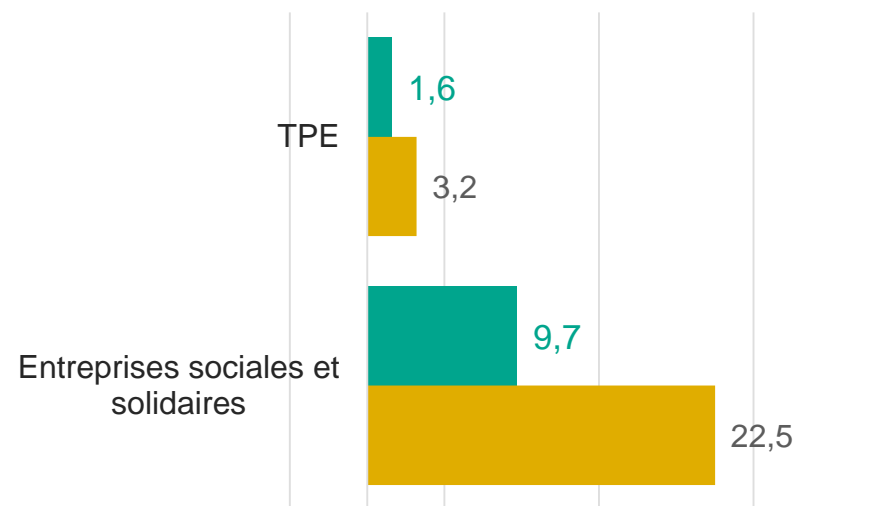
NIVEAU MOYEN D'EMPLOI SELON LES PROFILS (1/3)

(hors structures avec 100 salariés et plus)

Nombre moyen d'emploi par type de création



Nombre moyen d'emploi par profil de la structure



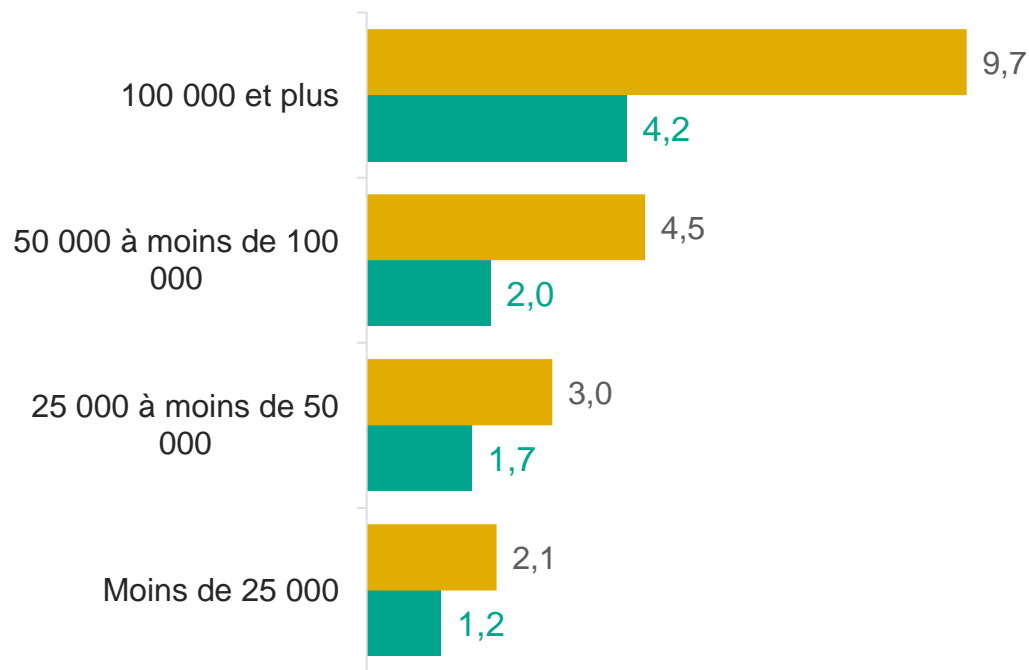
- Effectifs moyens au démarrage
- Effectifs moyens lors de l'enquête (unités actives)

Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (création, reprise)

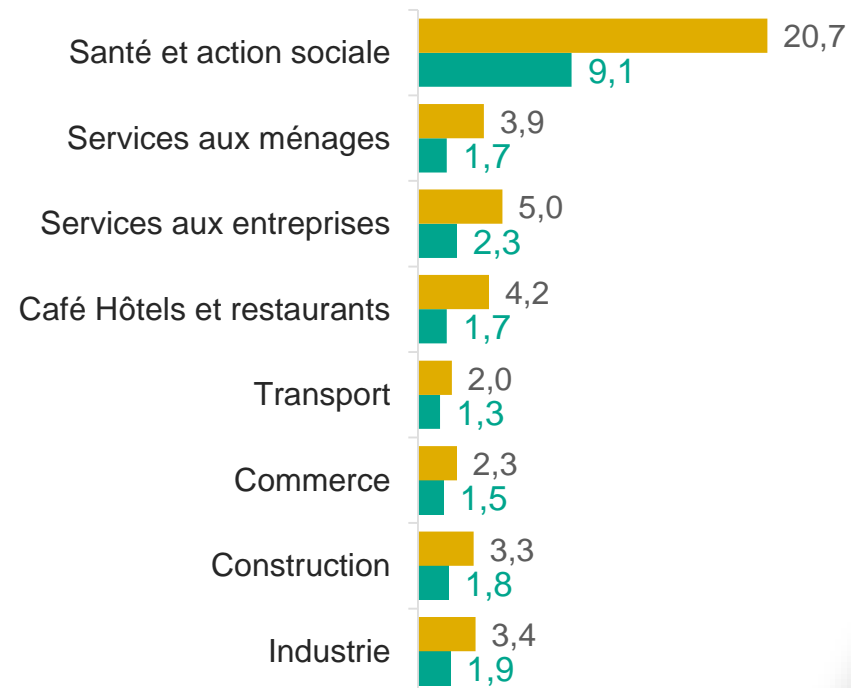
NIVEAU MOYEN D'EMPLOIS SELON LES PROFILS (2/3)

(hors structures avec 100 salariés et plus)

Nombre moyen d'emploi selon le montant du plan de financement



Nombre moyen d'emploi selon le secteur d'activité



■ Effectifs moyens au démarrage
■ Effectifs moyens lors de l'enquête (unités actives)

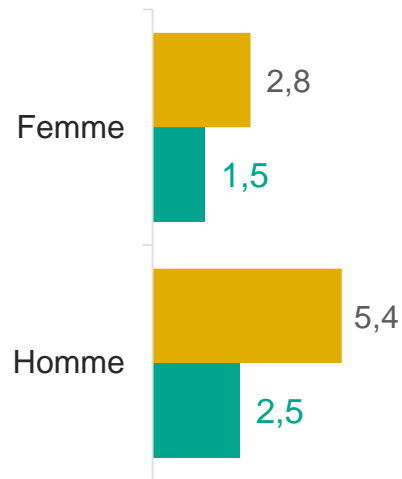
Les résultats du secteur de la santé et de l'action sociale ont été vérifiés. Ils correspondent à plusieurs entreprises avec plus de 50 salariés.

Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (création, reprise)

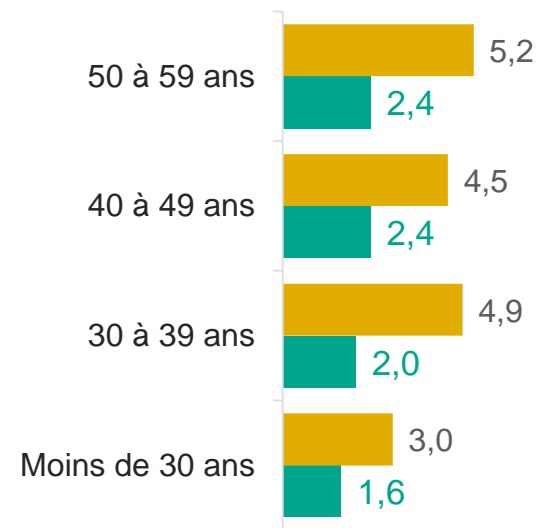
NIVEAU MOYEN D'EMPLOI SELON LES PROFILS (3/3)

(hors structures avec 100 salariés et plus)

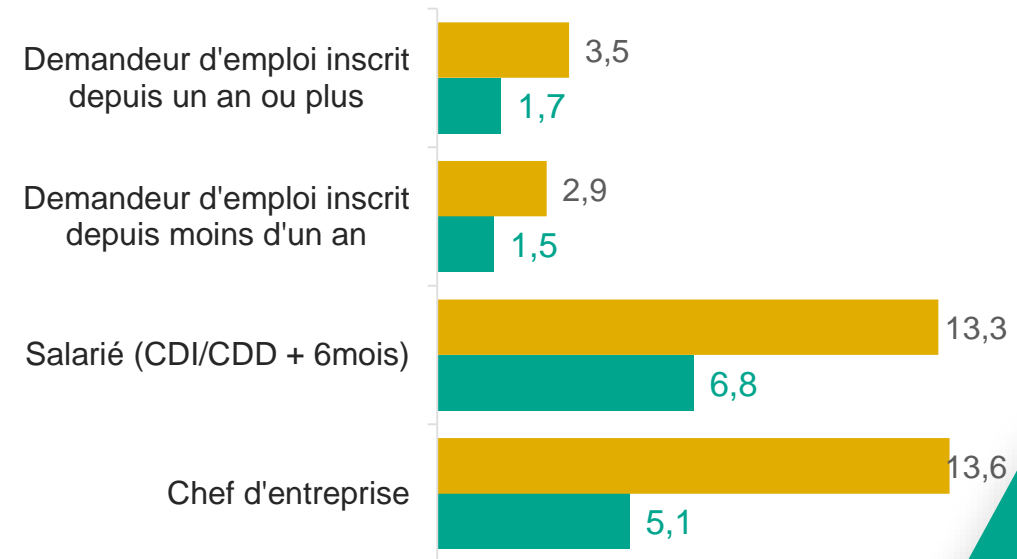
Nombre moyen d'emploi par genre



Nombre moyen d'emploi par âge du porteur de projet

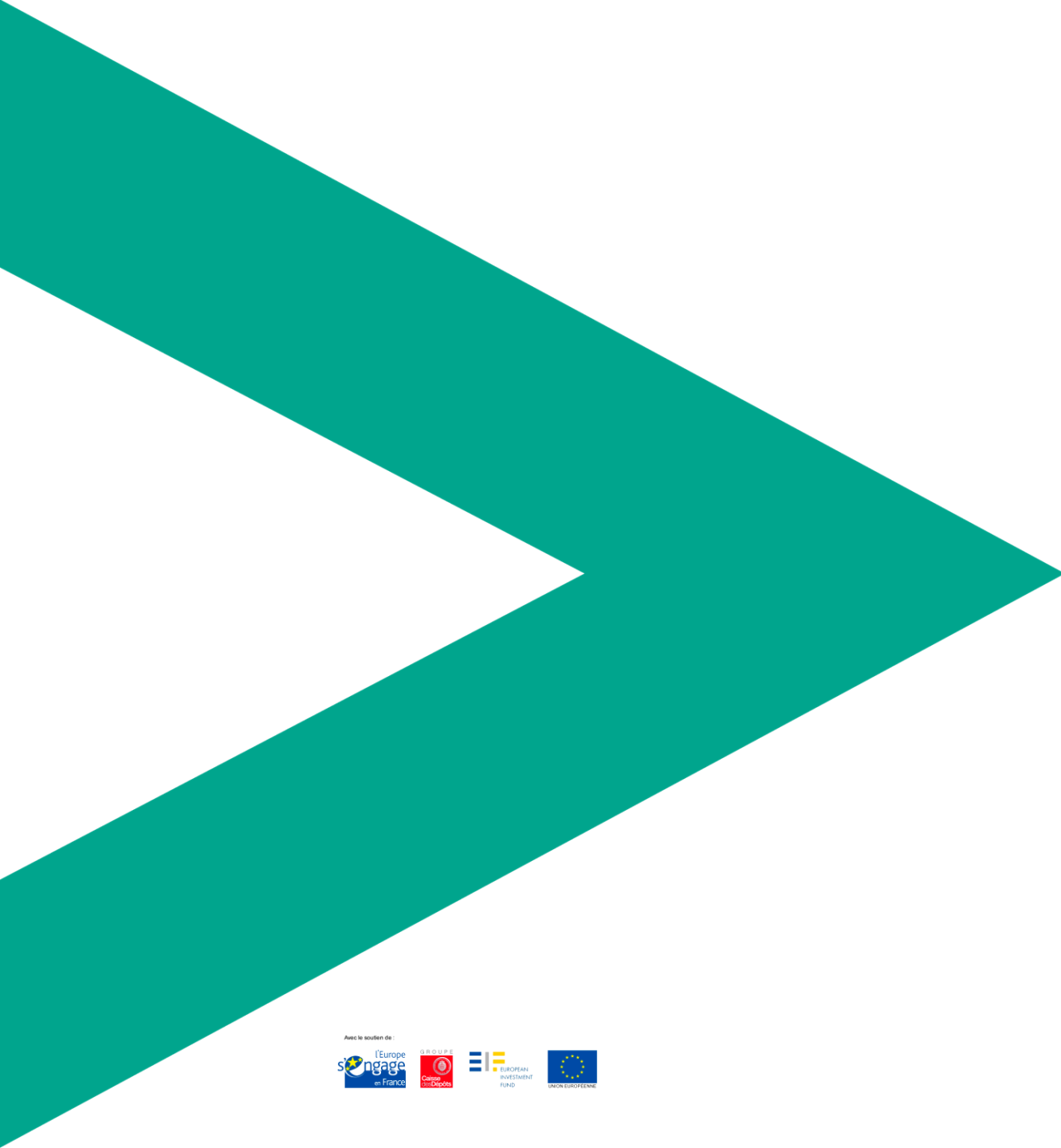


Nombre moyen d'emploi par la situation antérieure du porteur de projet



■ Effectifs moyens au démarrage
■ Effectifs moyens lors de l'enquête (unités actives)

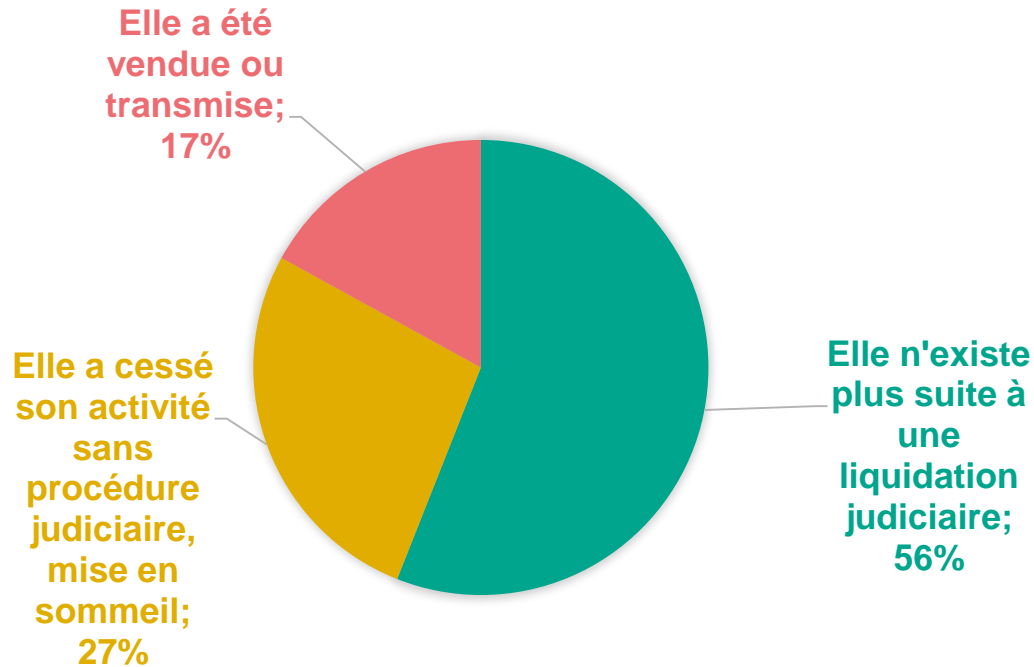
Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (création, reprise)



*Quelle est la
situation
actuelle des
porteurs des
entreprises non-
pérennes ?*

Entreprises non-pérennes: description de la cessation

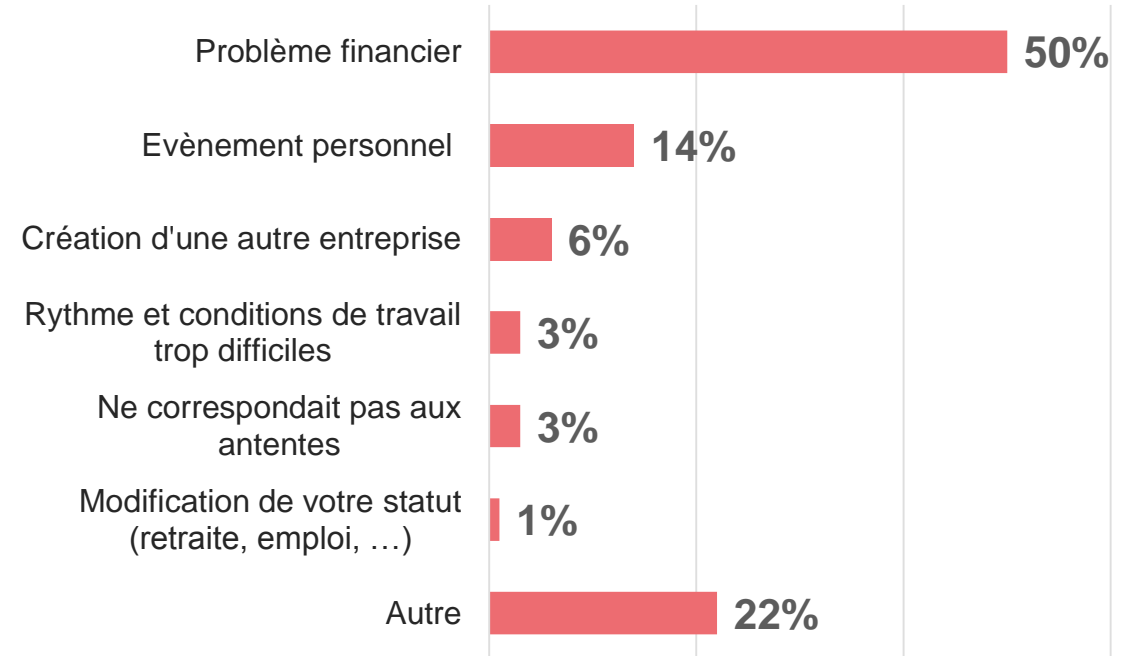
Nature de la cessation



Source traitement de l'enquête

Base : Structures, issues de création ou reprise, ayant cessé

Motif de la cessation

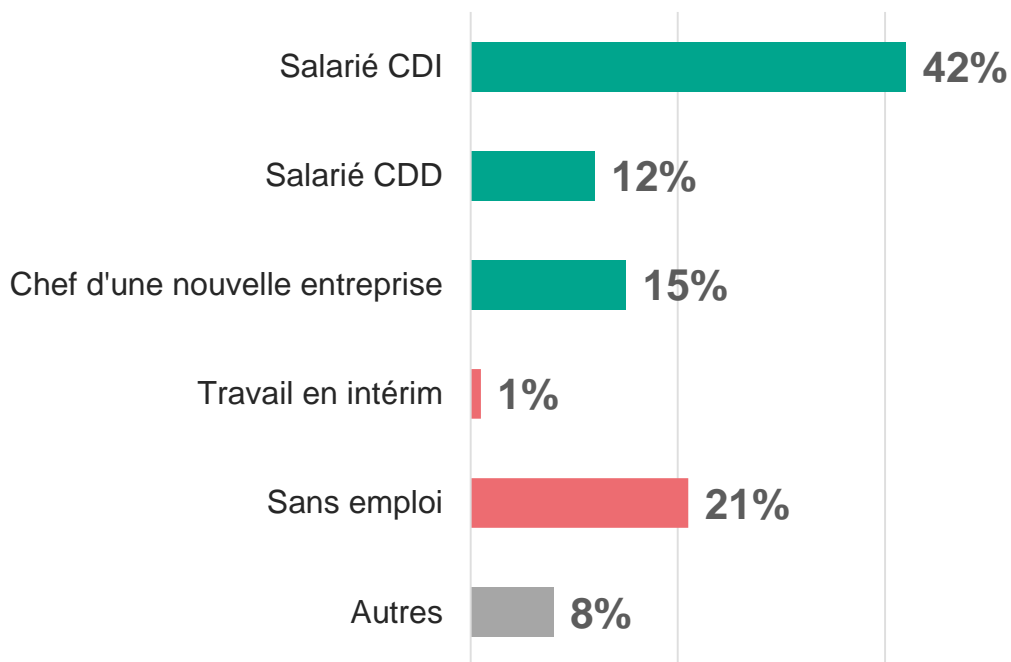


Source traitement de l'enquête

Base : Structures, issues de création ou de reprise, ayant cessé

SITUATION PERSONNELLE APRES LA CESSATION

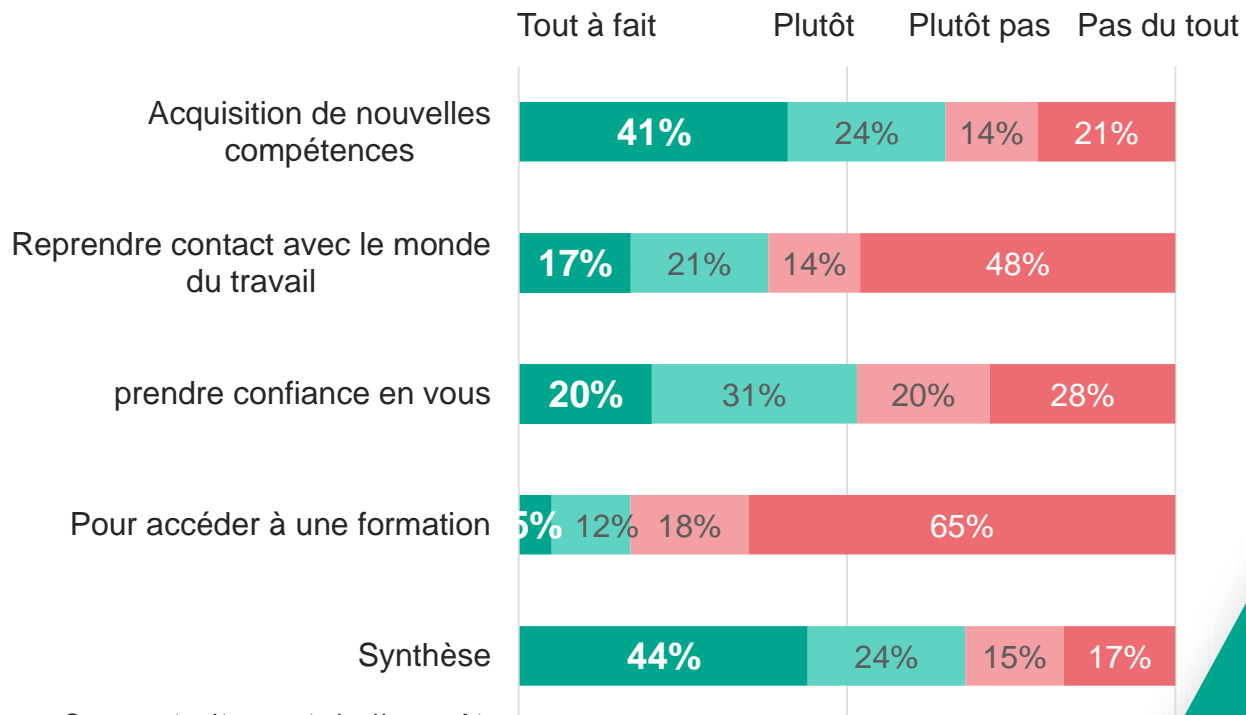
Situation personnelle après la cessation



Source traitement de l'enquête

Base : Structures, issues de création ou reprise, ayant cessé

Votre expérience de création d'entreprise vous a-t-elle été utile ?



Source traitement de l'enquête

Base : Structures, issues de création ou de reprise, ayant cessé

Partie 2

Accélérer la réussite

Une étude sur l'impact de France
Active sur les entreprises soutenues
en phase de développement en 2014



Partie 2:

Accélérer la réussite

Une étude sur l'impact de France Active sur les entreprises soutenues en phase de développement en 2014

Quelles sont les entreprises soutenues par France Active en phase de développement en 2014 ?

Pourquoi les entreprises recourent-elles à France Active ?

Impact de l'intervention de France Active sur la réussite du projet

Quelle est la situation actuelle des entreprises pérennes ?

L'impact sur l'emploi

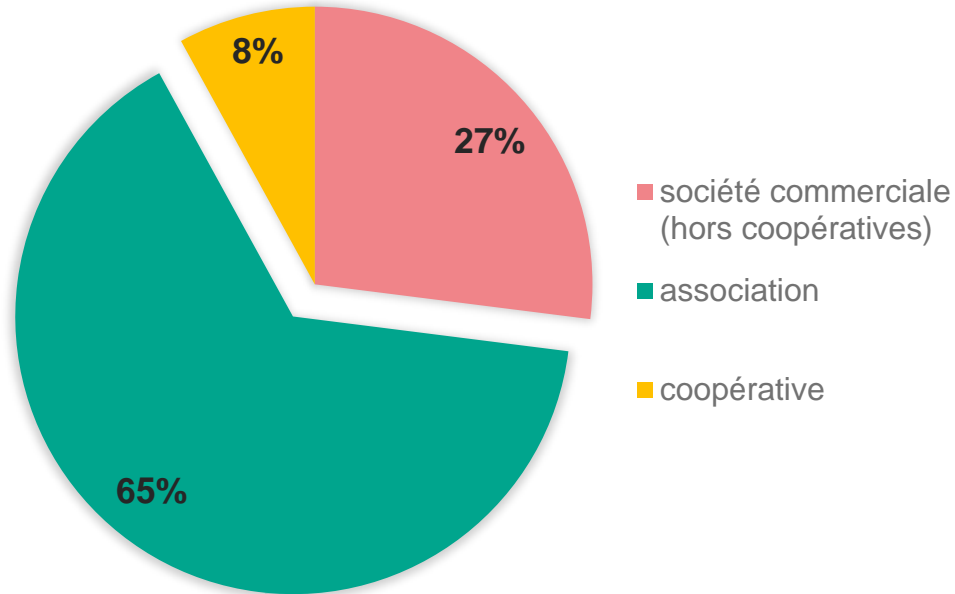




*Quelles sont les
entreprises
soutenues par
France Active en
phase de
développement en
2014 ?*

France Active finance en priorité les entreprises sociales en phase de développement

Répartition des structures selon le type de l'entreprise



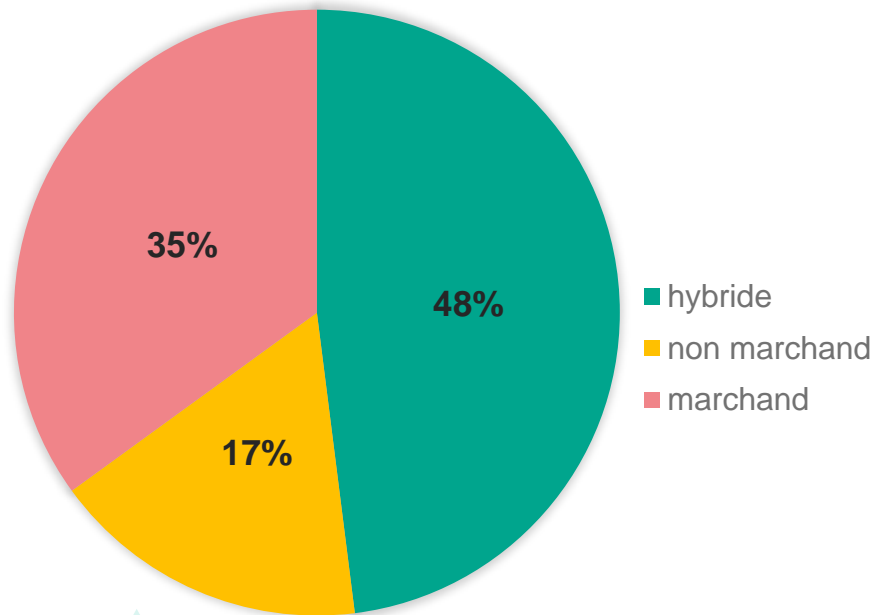
Source traitement de l'enquête France active; Ensemble de l'échantillon (développement)

- Huit entreprises soutenues par France Active en phase de développement/rebond sur 10 sont des entreprises sociales* à impact social et/ou environnemental.
- **Près de deux tiers des structures financées en 2014 sont des associations.** Parmi les entreprises sociales, 84% des entreprises ont un statut associatif.
- 50% des structures soutenues en phase de développement déclarent avoir un agrément entreprise solidaire ou un nouvel agrément ESUS ou une reconnaissance d'utilité publique (RUP).

* entreprises ayant un agrément ou ayant un statut associatif ou coopératif

France Active soutient des entreprises ayant des modèles économiques peu lisibles pour les financeurs classiques

Répartition des entreprises soutenues selon le type de leur modèle économique lors de l'enquête



Source traitement de l'enquête France active; Unités toujours en activité (développement)

- 65% des entreprises appuyées ont aujourd'hui un modèle économique hybride ou non-marchand au service d'une mission sociale.
- Parmi les entreprises hybrides (non-marchand), 86% (88%) ont un statut associatif, contre seulement 33% dans les entreprises marchandes.

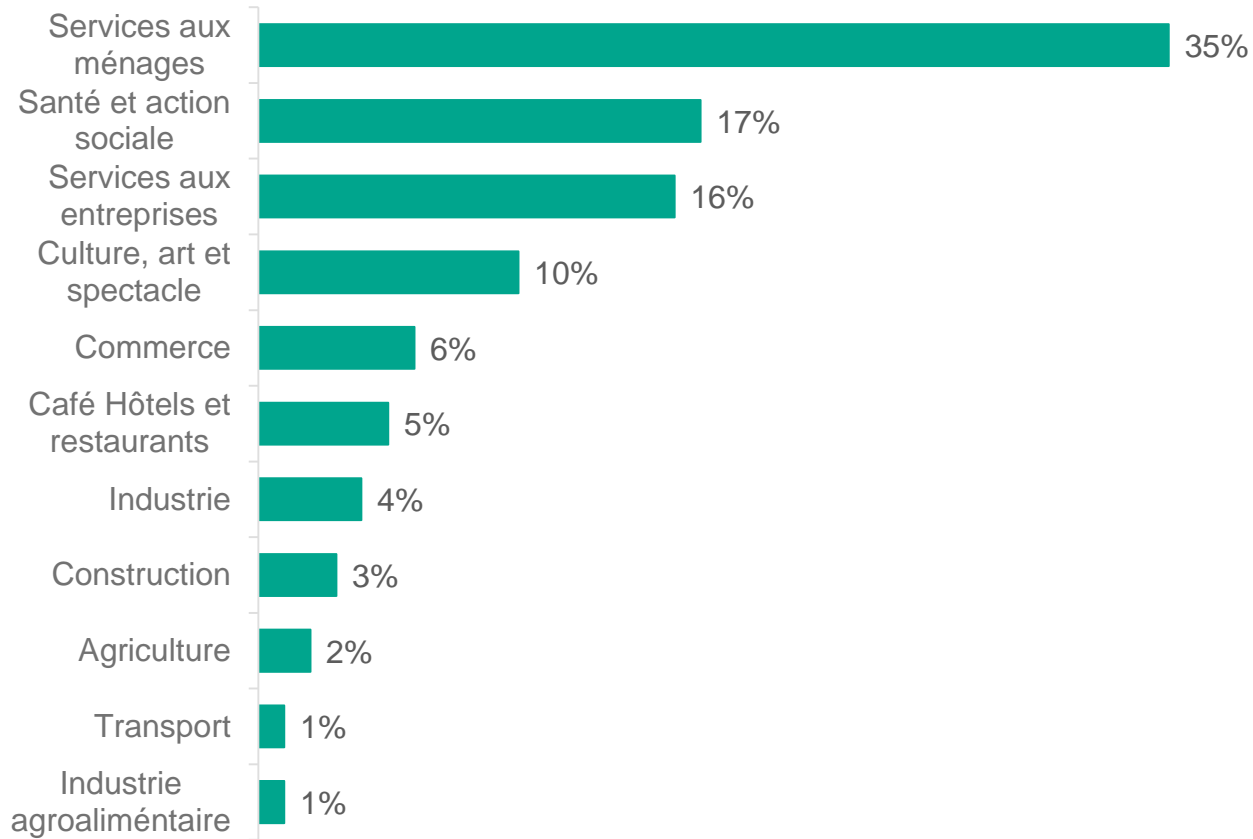
Note méthodologique: Pour identifier lors de l'enquête le modèle économique des entreprises interrogées, une question sur la constitution de leurs ressources a été posée avec 6 réponses possibles: 1 Vente produits et services hors marchés publics, 2 Marchés publics, 3 Subventions publiques, 4 Sponsoring et mécénat, 5 Dons des particuliers, 6 Cotisations.

Identification du modèle économique:

- 1. Marchand:** au moins une réponse entre les réponses 1 et 2 (sans réponses 3 à 6)
- 2. Non marchand:** Au moins une réponse entre les réponses 3 à 6 (sans réponse 1 ou 2)
- 3. Hybride:** autres configurations

Les « services aux ménages » est le secteur d'activité le plus fréquent

Répartition des entreprises selon le type d'activité et le modèle économique



Source traitement de la base exhaustive (développement)

➤ 4 secteurs concentrent 78% des entreprises soutenues en phase de développement: « Services aux ménages » (35%), « Santé et action sociale » (17%) Services aux entreprises » (16%) et « Culture, art et spectacle » (10%).

➤ Le secteur « **services aux ménages** » se compose surtout des activités suivantes: *Activités des organisations associatives ; Activités sportives, récréatives et de loisirs ; Enseignement.*

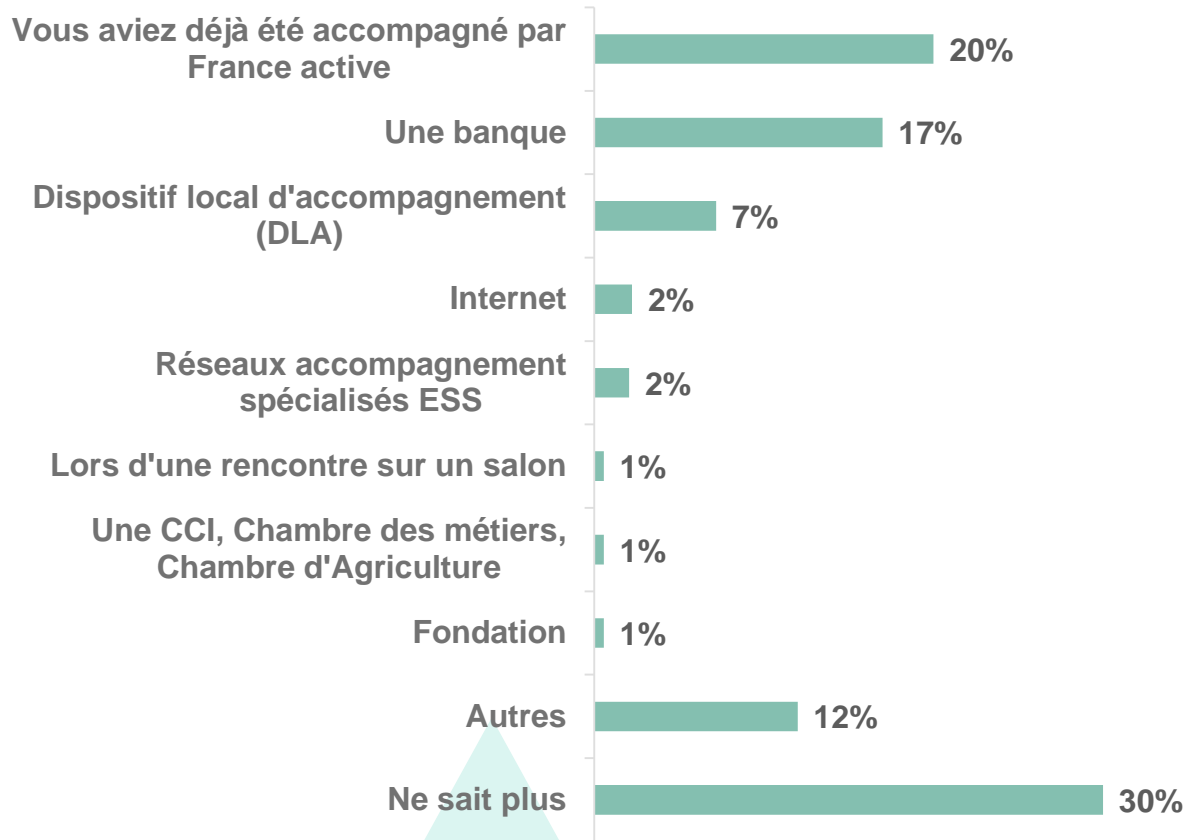
➤ Les « **activités des organisations associatives** » ne donne pas d'information sur la nature des activités. Pour plus de détails voir également: *Recherches et solidarités: Un fourre-tout inacceptable – les associations employeurs mal-classées; novembre 2011.*



***POURQUOI LES
ENTREPRISES
RECOURENT-ELLES
À FRANCE
ACTIVE ?***

20% des entreprises étaient déjà accompagnées par France Active avant l'intervention en 2014

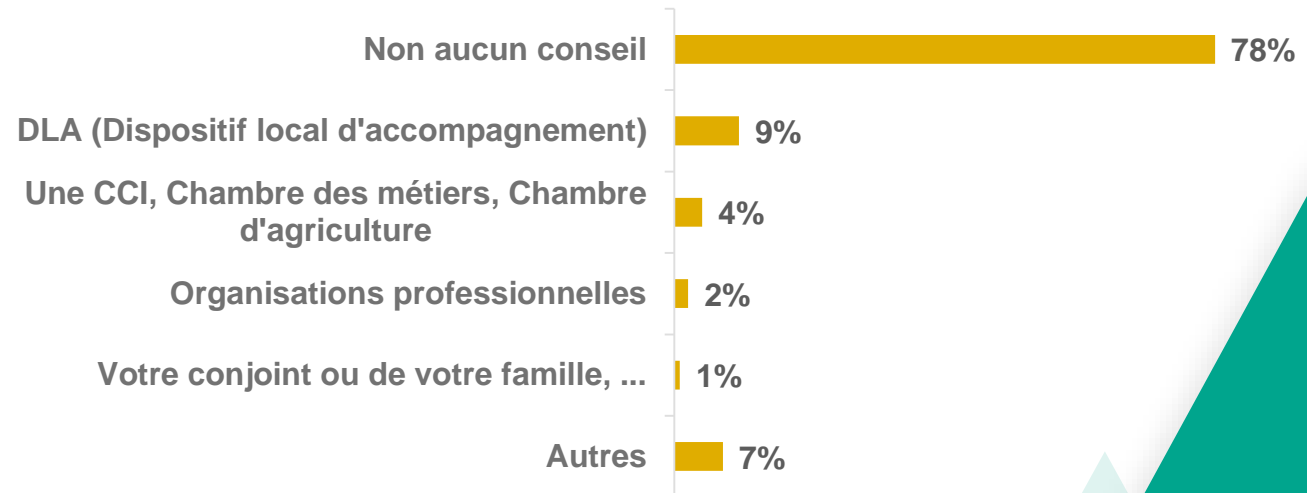
Qui vous a orienté vers France Active ?



Source traitement de l'enquête France active;
 Base enquête France active : ensemble de l'échantillon (développement)
 Total > 100% car plusieurs réponses possibles

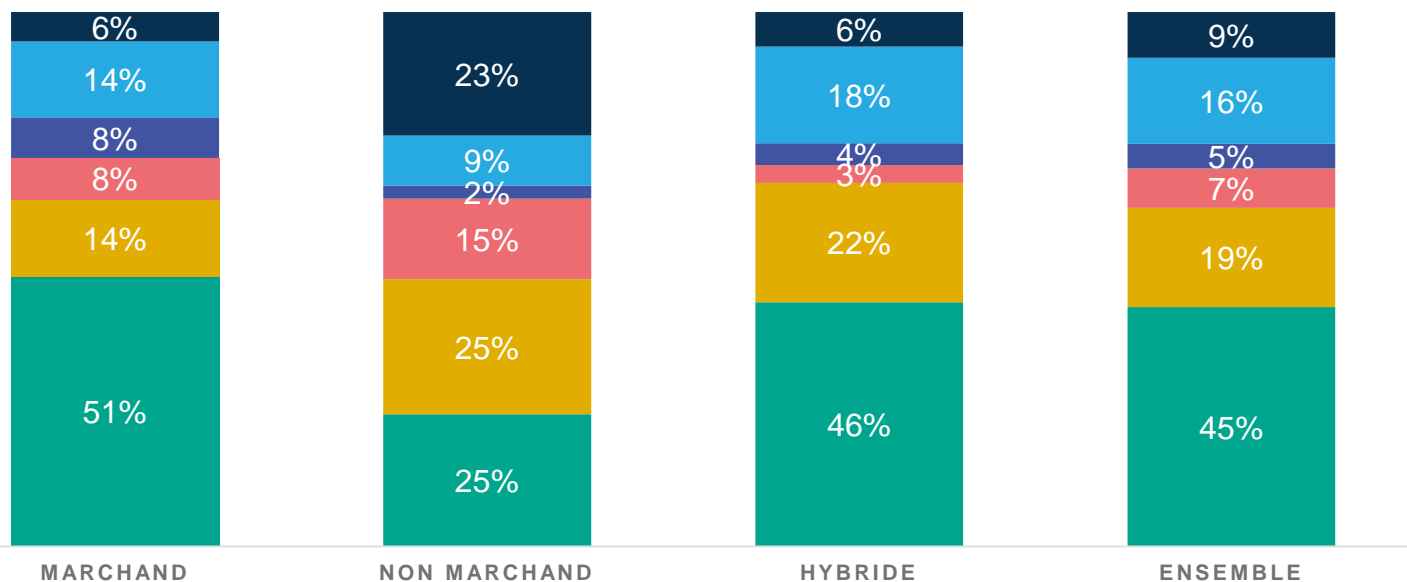
8 entreprises sur 10 étaient exclusivement accompagnées par France Active pour la mise en place de leur projet

En dehors de France Active, des experts-comptables et des banques, avez-vous bénéficié, vous-même ou un associé, de conseil(s) d'au moins une heure pour la mise en place de votre projet de la part de ...



La nature des besoins de financement varie selon le modèle économique

Quel était la nature de votre besoin de financement, quand vous êtes venus voir France Active ?



- Autres
- Relance de l'activité après difficultés
- Restructuration, exemple fusion
- Diversification de l'activité
- Consolidation de l'activité existante, avec le renouvellement d'investissements par exemple
- Fort développement de l'activité

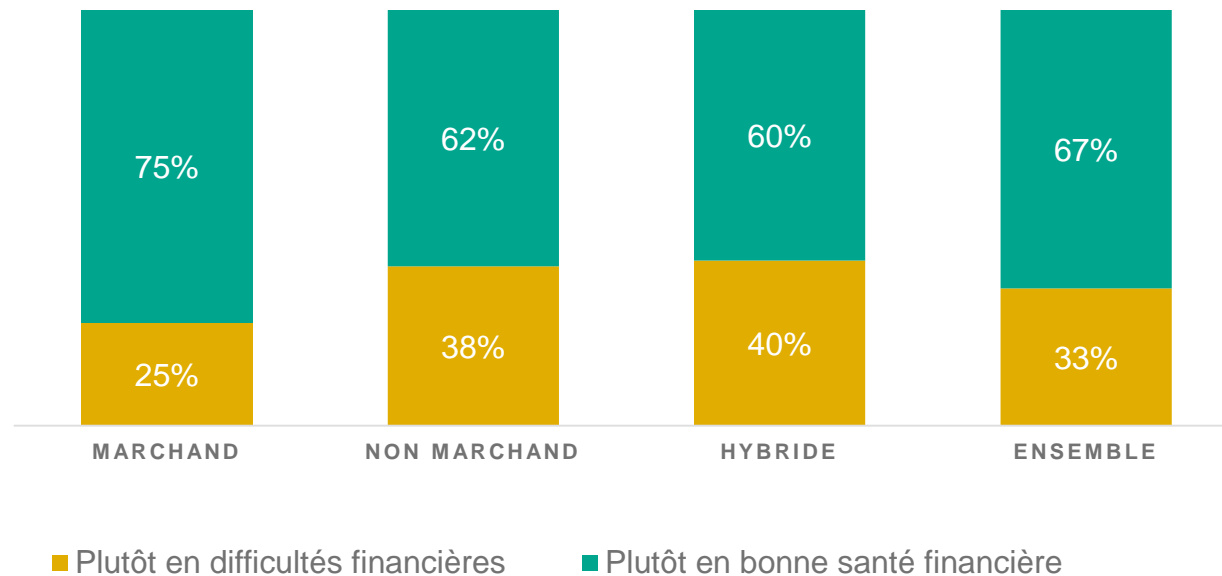
Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (développement)

➤ Interrogés sur la nature du besoin de financement, 45% des répondants indiquent un fort développement de l'activité, 19% une consolidation de l'activité et 16% une relance d'activité après difficultés.

➤ On observe que la nature de besoin de financement diffère selon le modèle économique de la structure. Ainsi, 15% des structures avec un modèle non marchand poursuivent une stratégie de diversification de l'activité, contre seulement 7% au total.

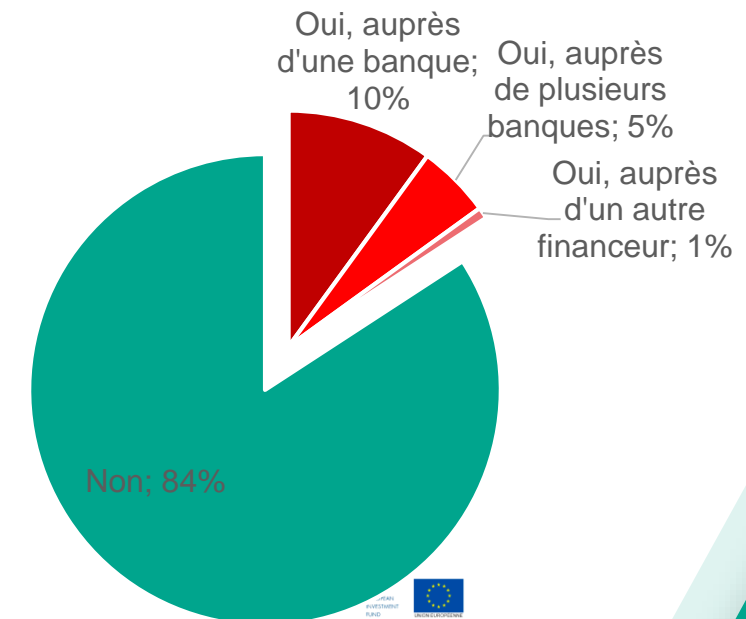
Un tiers des entreprises interrogées étaient en difficultés financières lorsqu'elles ont contacté France Active

Lorsque vous avez contacté France Active, votre structure était ...



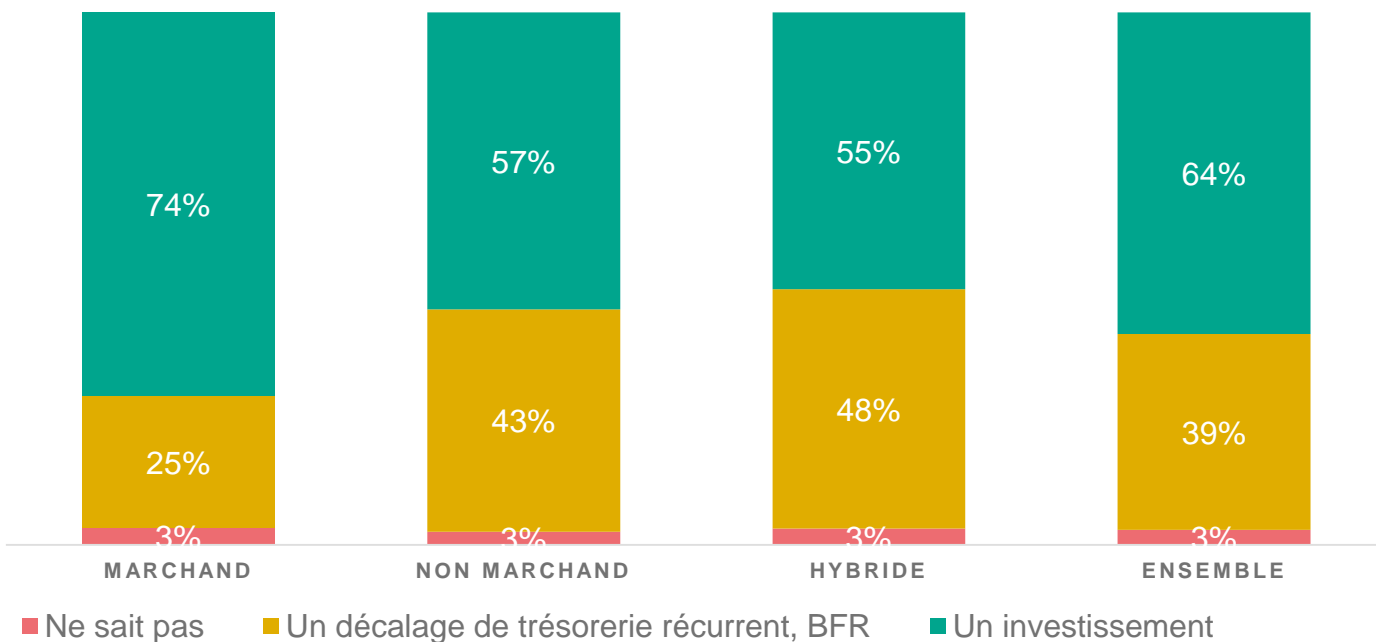
16% des entreprises avaient essuyé un refus d'une banque ou d'un autre financeur avant l'accompagnement par France Active.

Avant d'être accompagné par France Active, aviez-vous déjà essuyé un refus d'une banque ou d'autres financeurs?



4 entreprises sur 10 ont été soutenues par France Active pour financer leur besoin en fonds de roulement (BFR)

Répartition des structures selon l'objet du financement



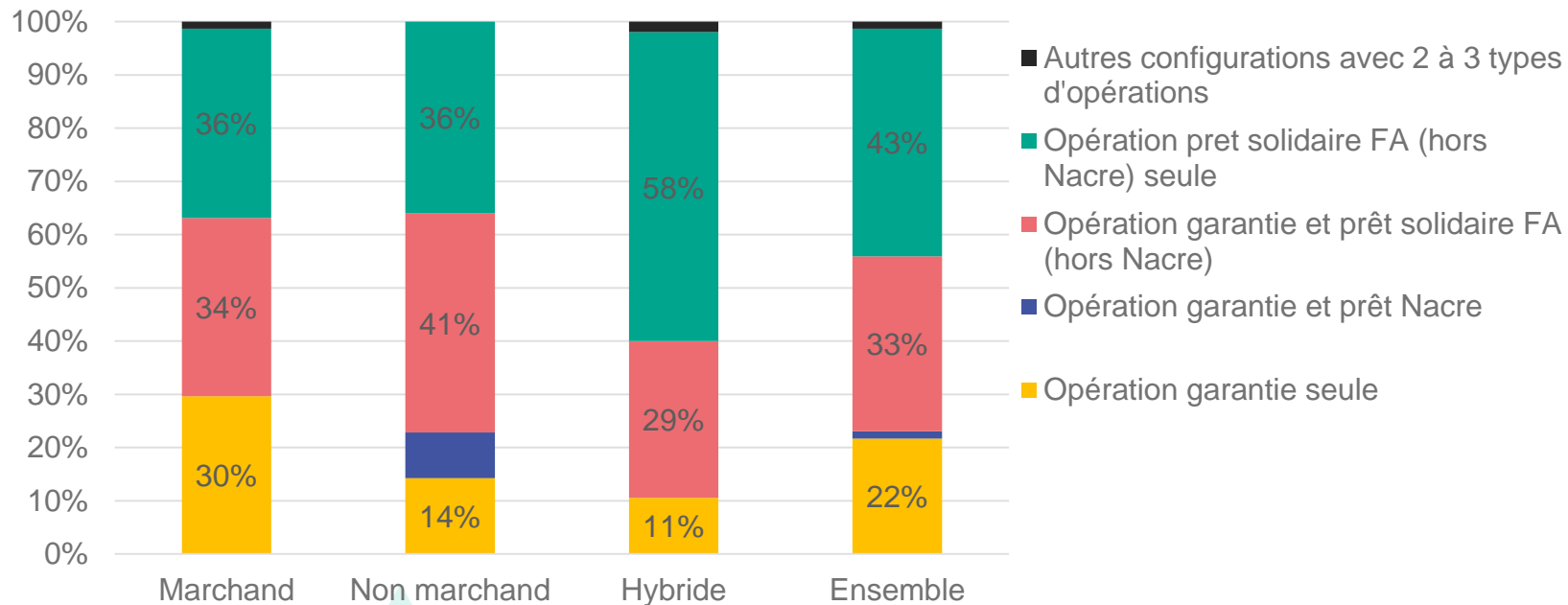
➤ Pour les entreprises sociales, l'accumulation des bénéfices est rarement suffisante pour constituer des fonds propres et ainsi autofinancer l'investissement et le BFR. Leurs modèles socio-économiques, majoritairement hybrides et non-marchands, sont peu-lisibles pour les financeurs classiques. Les réseaux bancaires ne proposent pas des solutions pour renforcer le bilan. Ils ne financent pas le BFR, et proposent uniquement des solutions pour le financement de la trésorerie de court terme et de l'investissement.

➤ Pourtant, comme les résultats de l'enquête illustrent, le besoin en financement BFR est plus élevé pour les structures hybrides et non-marchandes (respectivement 48% et 43%, contre seulement 25% pour les structures marchandes). Dépendantes du rythme de versements des subventions, ces structures sont plus fréquemment exposées à un problème de BFR.

Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (développement)
Total > 100% car plusieurs réponses possibles

77% des entreprises en phase de développement ont sollicité un prêt solidaire auprès de France Active

Répartition des structures selon les solutions financières proposées

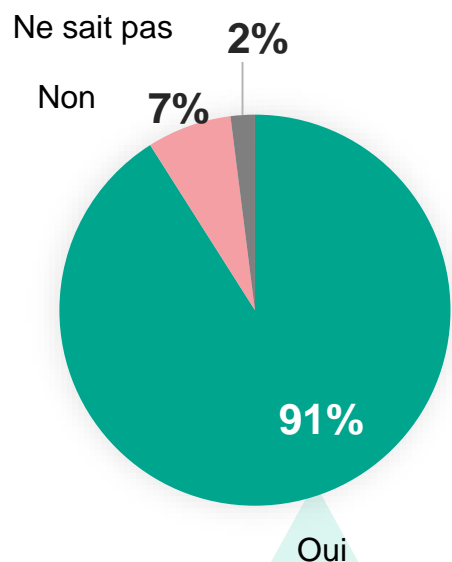


Si le prêt solidaire de France active reste le produit le plus mobilisé pour répondre aux besoins de financement des entreprises en développement (77%), plus de la moitié des structures (58%) ont bénéficié d'une garantie ou de plusieurs produits de financements pour couvrir la diversité des besoins de financements et assurer la bancarisation du projet.

PERCEPTION DU PRÊT SOLIDAIRE

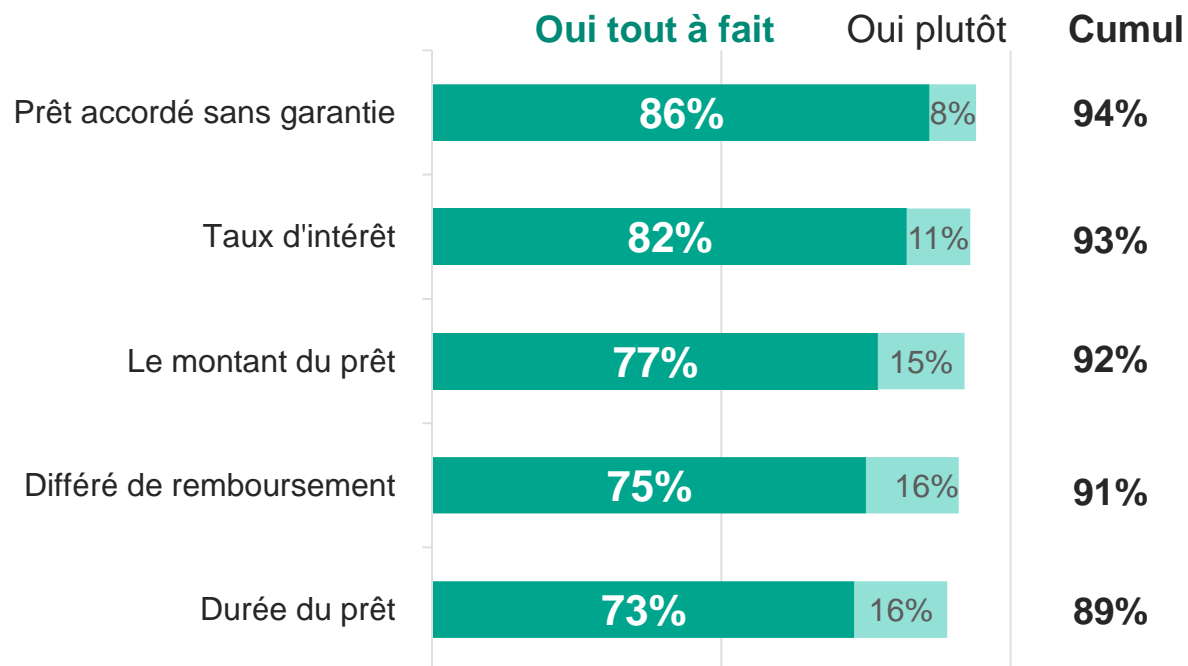
➤ Selon le système d'information de France Active, 72% des structures appuyées dans le cadre d'un projet de développement ont bénéficié d'un prêt solidaire. L'échantillon d'enquête donne un résultat similaire (77%). La connaissance de ce prêt solidaire a été testée auprès de ces bénéficiaires. 9 structures sur 10 indiquent effectivement avoir bénéficié de ce prêt solidaire.

Selon nos informations vous avez bénéficié d'un prêt solidaire de la part de France Active. Est-ce bien exact ?



Source traitement de l'enquête
Base : Echantillon développement concerné par un prêt solidaire selon système d'information de France active (72%)

Les conditions de ce prêt solidaire étaient-elles avantageuses pour vous, en termes de ...

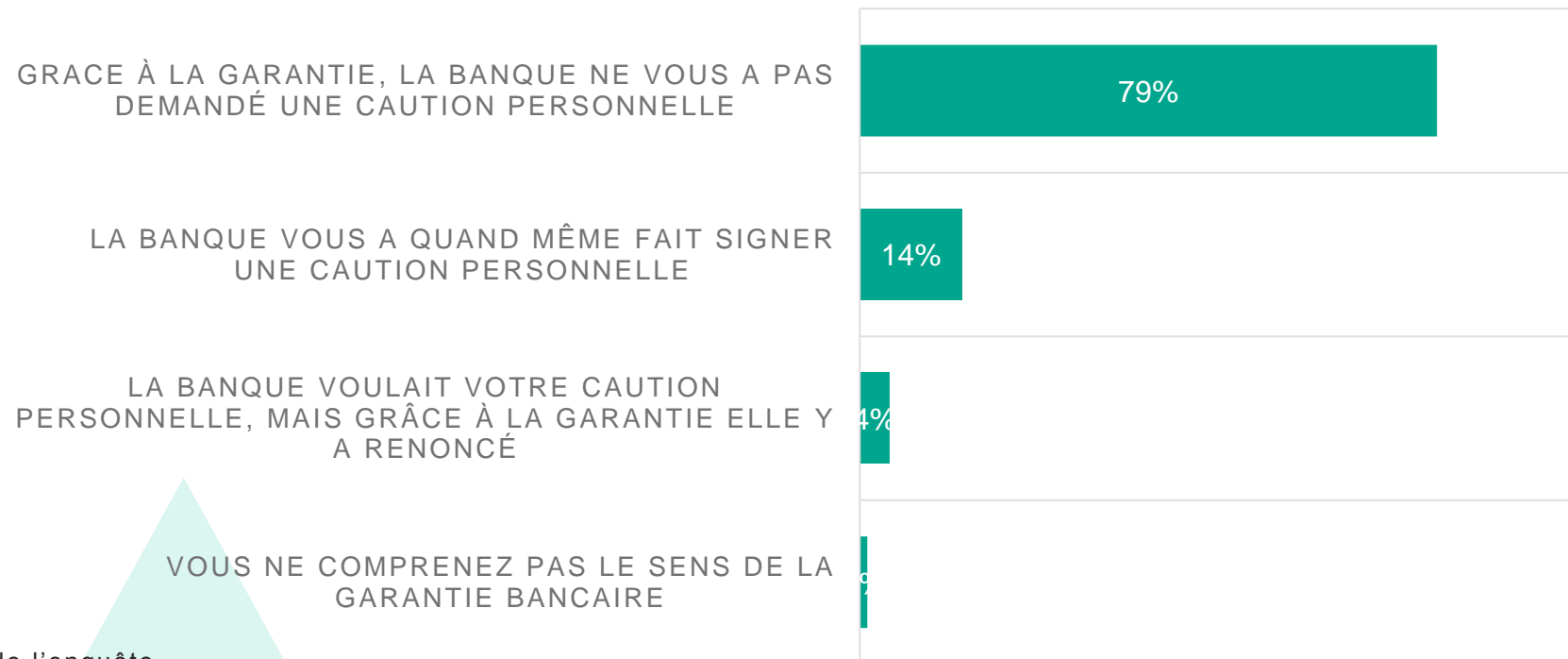


Source traitement de l'enquête
Base : Echantillon développement concerné par un prêt solidaire selon Nouba et conscient de l'être (65%)

PERCEPTION DE LA GARANTIE

➤ Selon le système d'information de France Active, 62% des structures appuyées dans le cadre d'un projet de développement ont bénéficié d'une garantie de prêt. L'échantillon d'enquête donne un résultat similaire (67%). La connaissance de cette garantie a été testée auprès de ces bénéficiaires. 98% des bénéficiaires sont conscients de l'existence de cette garantie.

Vous avez bénéficié d'une garantie de prêt de la part de France Active.
Parmi les situations suivantes, laquelle correspond le mieux à la vôtre ?



Source traitement de l'enquête
Base : Echantillon développement concerné par une garantie de prêt
selon système d'information de France active (62%)

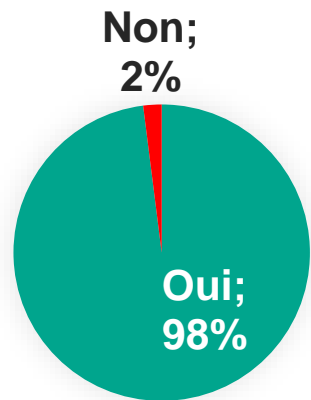


***IMPACT DE
L'INTERVENTION
DE FRANCE ACTIVE
SUR LA RÉUSSITE
DU PROJET***

La quasi-totalité des entreprises toujours en activité ont réalisé le projet pour lequel elles ont sollicité France Active

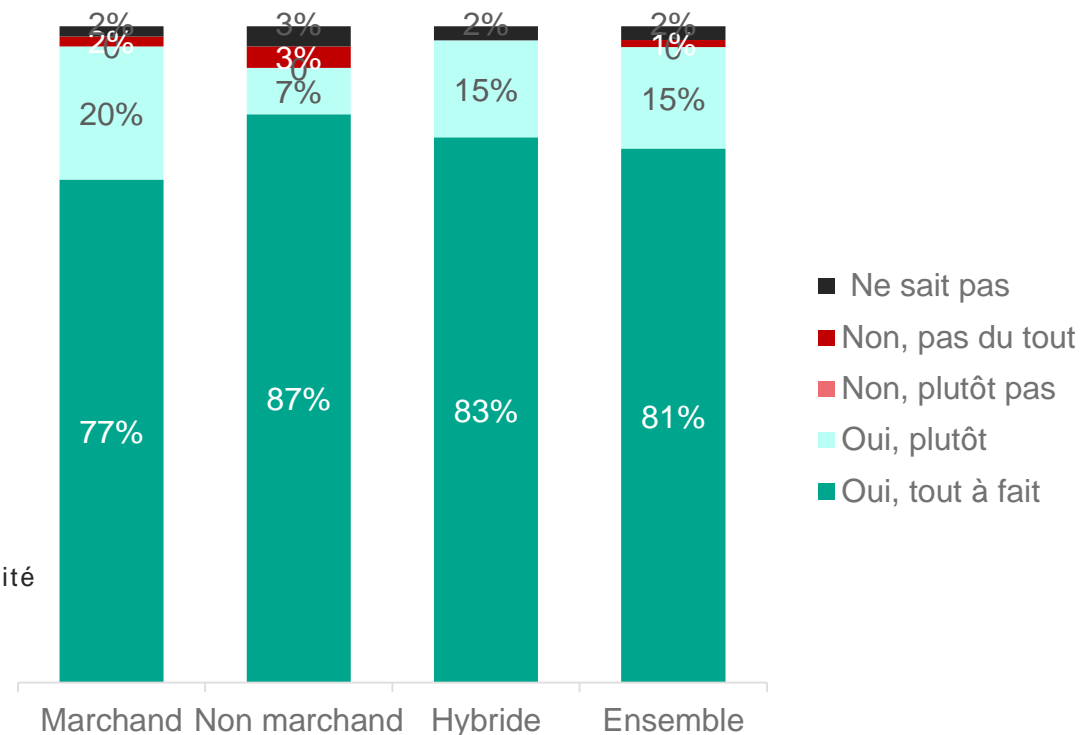
Pour 96% de ces entreprises l'intervention de France Active a contribué à la réalisation du projet

Avez-vous réalisé votre projet pour lequel vous avez sollicité ?



Source traitement de l'enquête
Base : Unité en développement toujours en activité

Le financement de France Active a-t-il contribué à réaliser ce projet ?



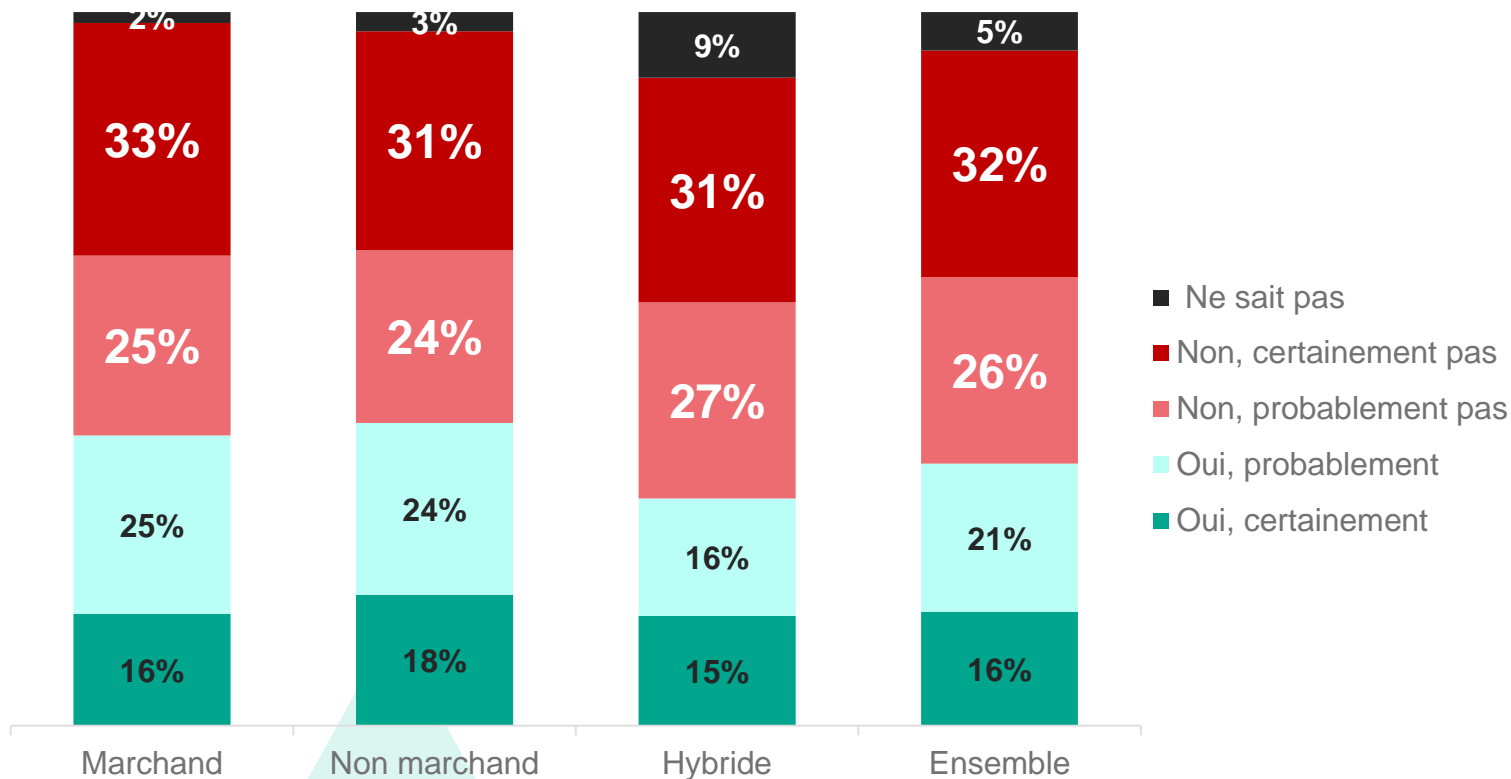
Source traitement de l'enquête
Base : Unités en développement ayant réalisé le projet

➤ 92% des entreprises soutenues en phase de développement sont encore actives 4 ans après l'intervention de France Active.

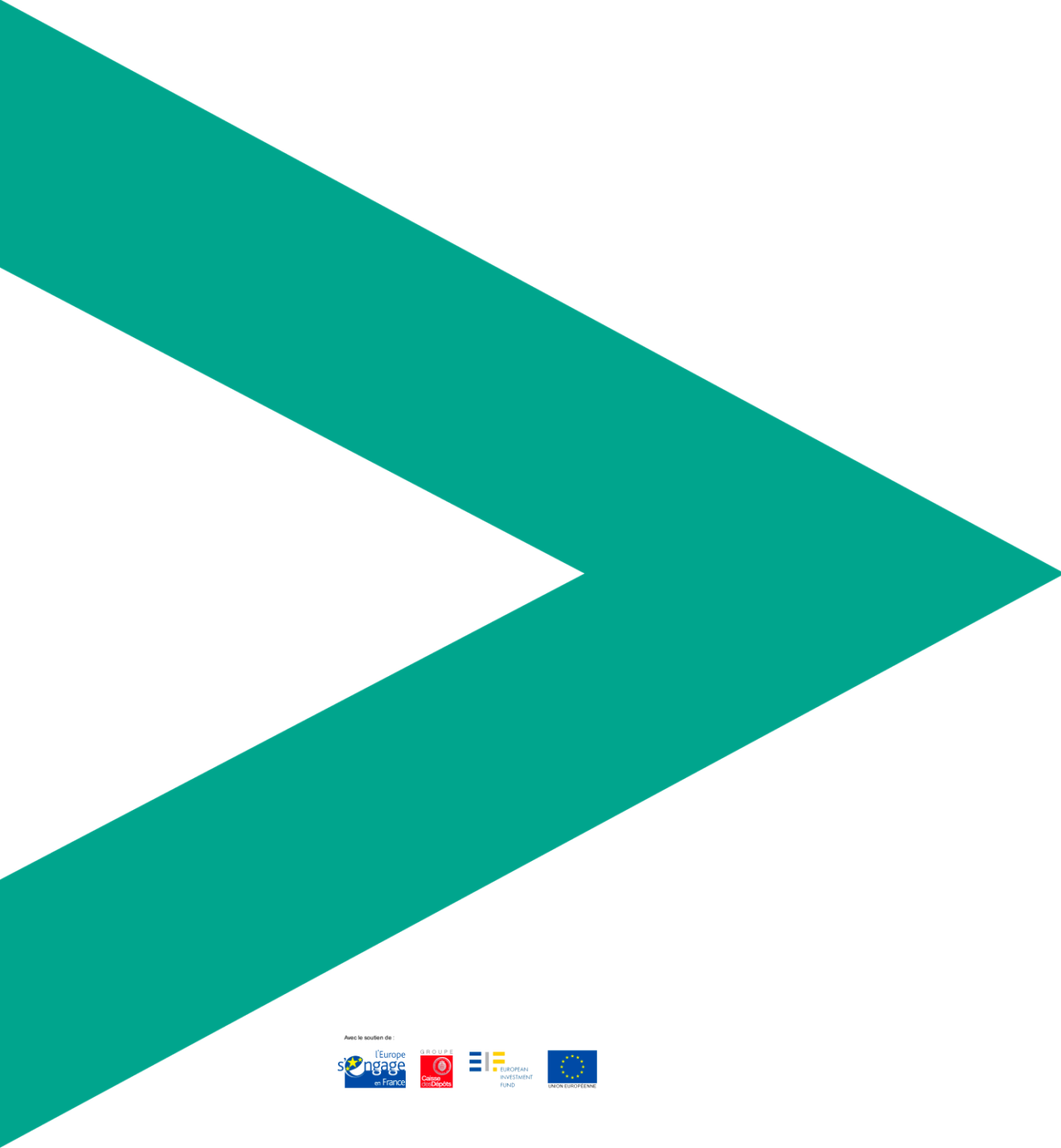
➤ Parmi les entreprises ayant réalisé leur projet (98% des entreprises pérennes), seulement 1% des personnes interrogées pensent que l'intervention France Active n'a pas eu d'impact sur la réalisation de leur projet et 2% ne savent pas juger l'impact de cette intervention.

EFFET DECLENCHANT DE L'INTERVENTION DE FRANCE ACTIVE

Sans l'accompagnement de France Active, auriez-vous eu des alternatives équivalentes pour assurer le financement de votre projet ?



Sans intervention de France Active, 58% des structures, ayant réalisé leur projet, n'auraient pas eu d'alternatives pour le financement de leur projet

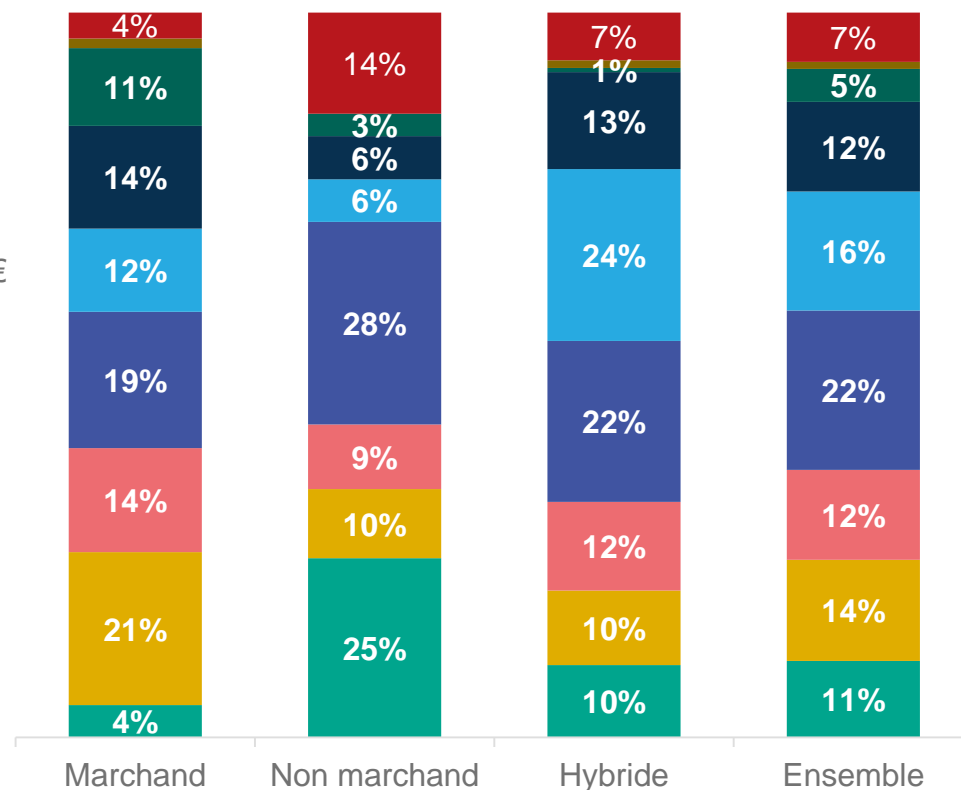


*Quelle est la
situation
actuelle des
entreprises
pérennes ?*

En moyenne, le niveau du dernier produit d'exploitation est estimé à 980 000 €

Niveau du dernier CA ou produit d'exploitation

- Ne sait plus
- Plus de 10 000 000 €
- De 5 000 000 € à moins de 10 000 000 €
- De 1 000 000 € à moins de 5 000 000 €
- De 500 000 € à moins de 1 000 000 €
- De 200 000 € à moins de 500 000 €
- De 100 000 € à moins de 200 000 €
- De 50 000 € à moins de 100 000 €
- Moins de 50 000 €



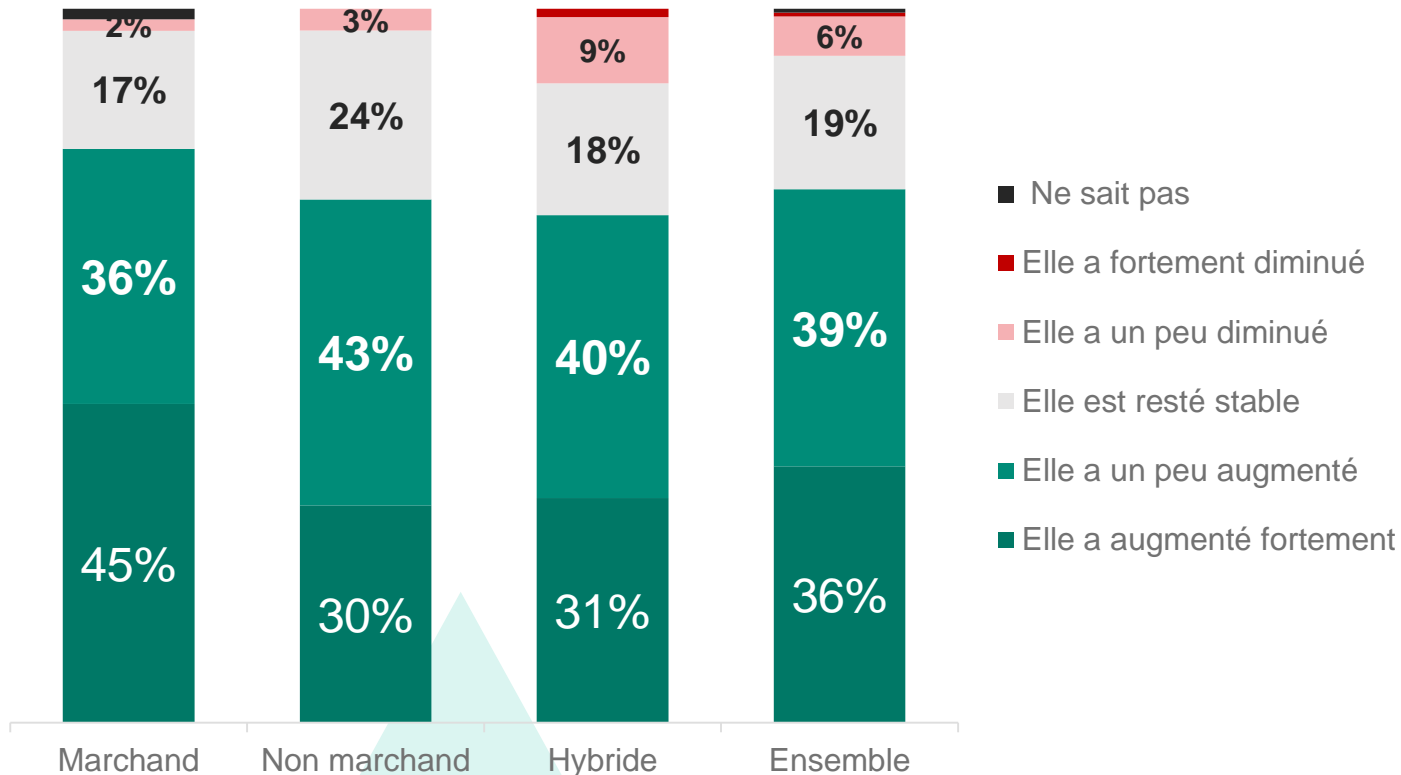
➤ 71% des entreprises ayant un modèle non marchand déclarent un produit d'exploitation inférieur à 500 000 €, contre 55% des entreprises « hybrides » et 59% des entreprises « marchandes ».

➤ 12% des entreprises « marchandes » déclarent un montant de 5 millions et plus, contre 3% des entreprises « non marchandes » et 2% des entreprises « hybrides »

PERCEPTION DU NIVEAU D'ACTIVITE DES ENTREPRISES PERENNES

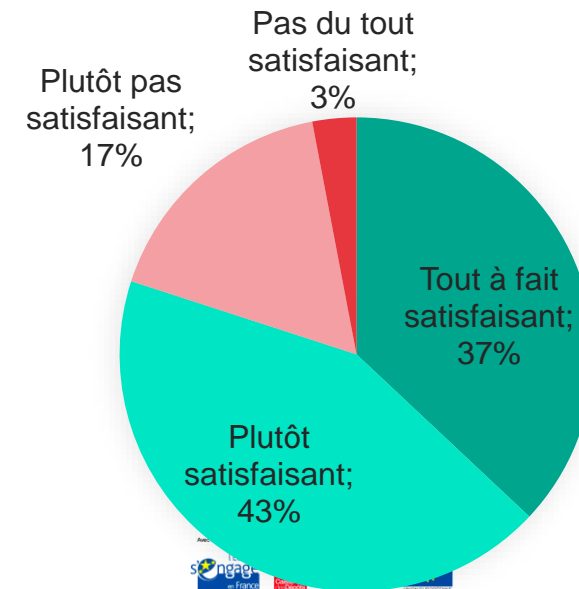
75% des répondants des entreprises pérennes déclarent une croissance d'activité depuis 2014/2015

Par rapport à 2014 / 2015, comment votre activité a-t-elle évolué ?



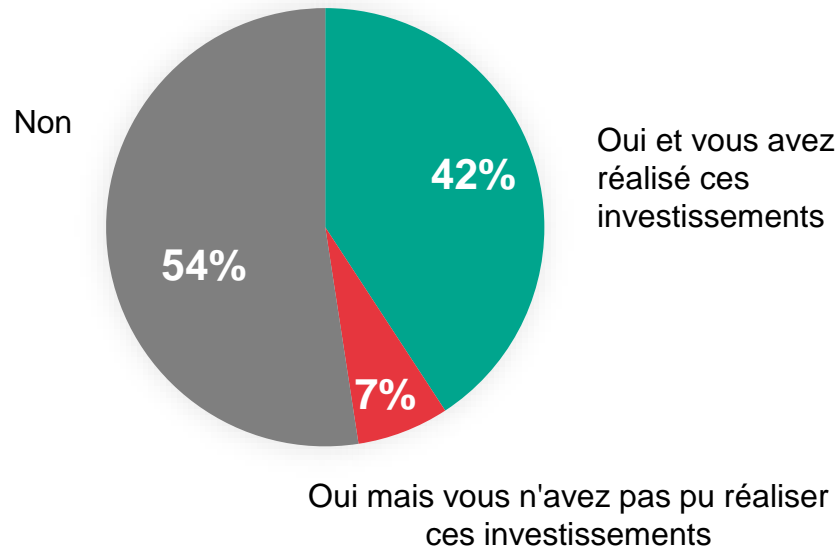
Huit entrepreneurs sur dix (tous projets confondus) sont satisfaits de leur dernier exercice d'un point de vue financier. Seulement 3% des créateurs jugent leur dernier exercice « pas du tout satisfaisant ».

Par rapport à vos objectifs, comment jugez-vous votre dernier exercice du point de vue financier ?



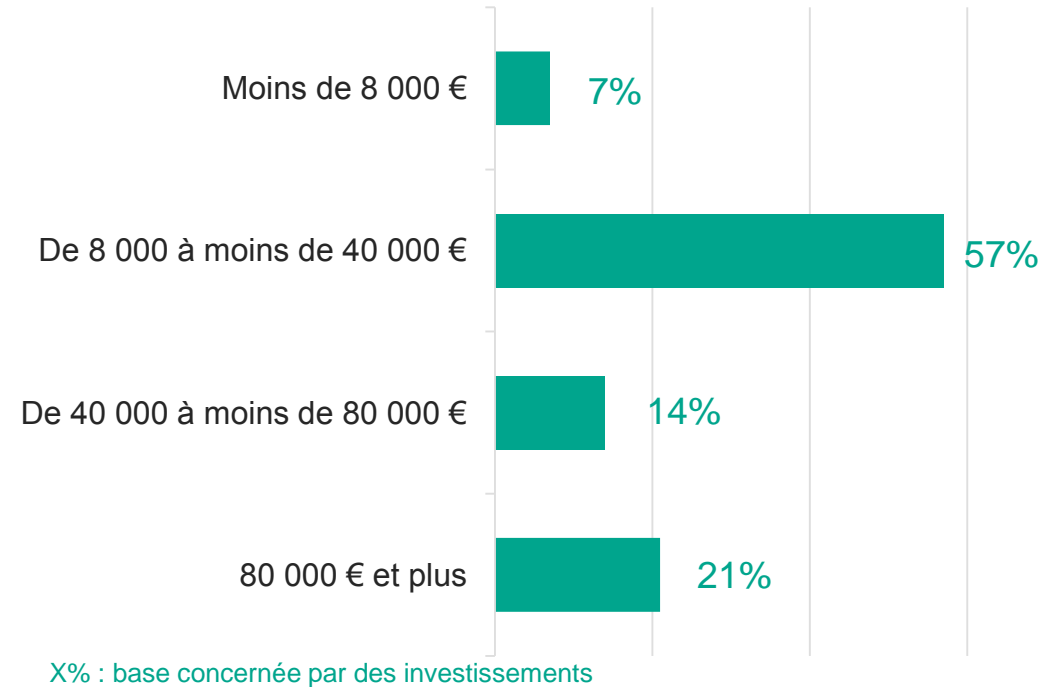
INVESTISSEMENTS LORS DES 3 DERNIERES ANNEES

Durant ces trois dernières années, avez-vous souhaité réaliser des investissements ?



Source traitement de l'enquête
Base : Echantillon développement

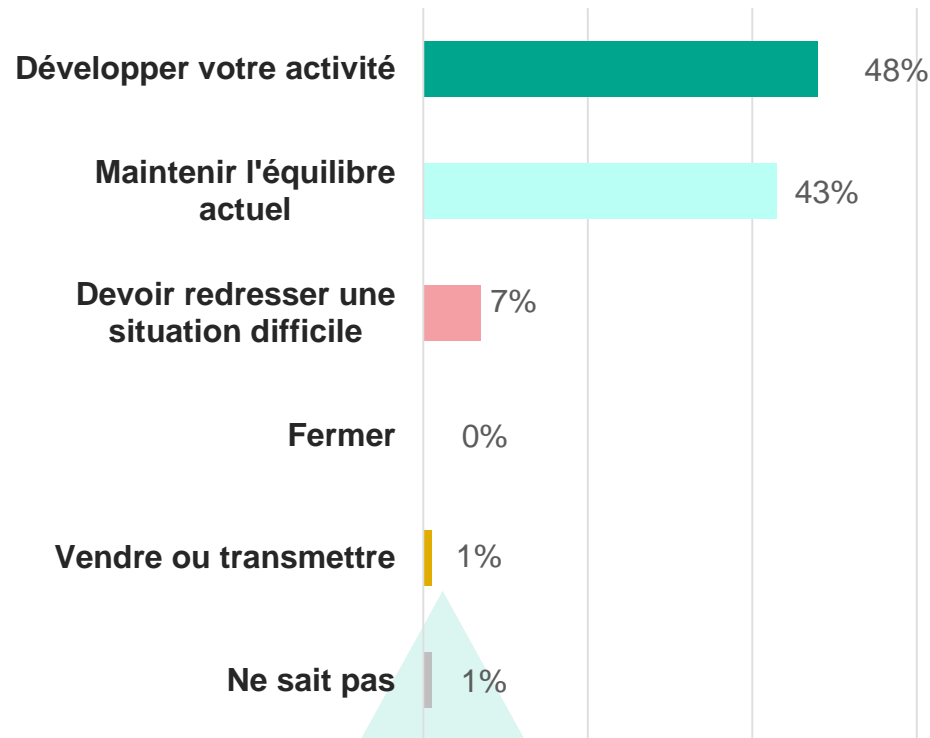
Pour les entreprises ayant réalisé des investissements
Durant ces trois dernières années, quel est le montant total TTC engagé pour l'ensemble de ces investissements ?



> **13% des entreprises ayant réalisé des investissements lors des 3 dernières années ont rencontré des difficultés pour les financer.**

Les perspectives des entreprises pérennes pour les 12 mois à venir

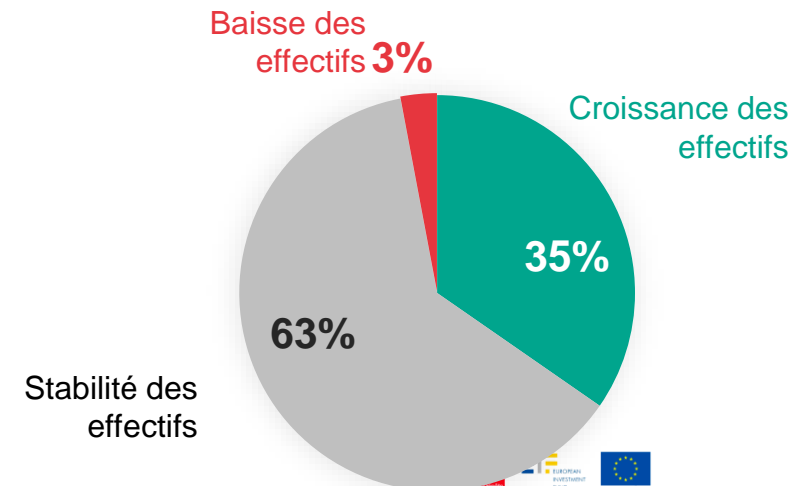
Comment envisagez-vous les 12 prochains mois ?
Vous pensez ...



Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon unités pérennes (développement)

- > **48% des entreprises pérennes envisagent un développement de leur activité**, et 7% prévoient un redressement.
- > **35% envisagent une croissance des effectifs**. Seulement 3% des créateurs prévoient une baisse des effectifs.

Synthèse des questions liées aux embauches et aux licenciements

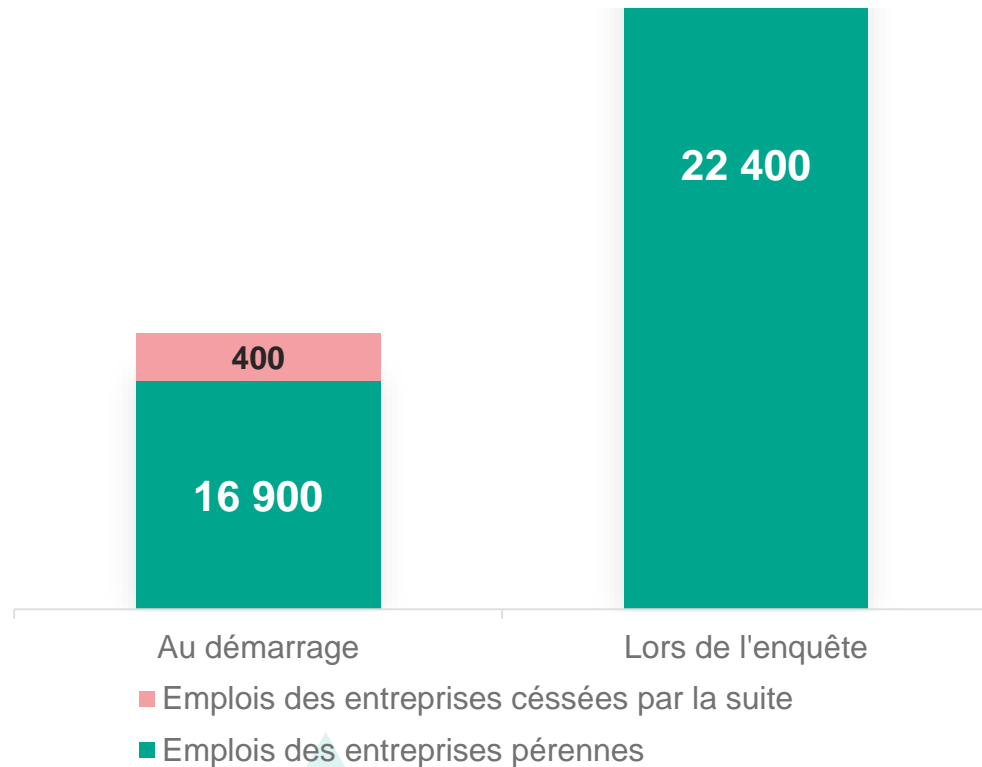


L'IMPACT SUR L'EMPLOI



Création nette d'emplois de 5 100 emplois des entreprises pérennes

Volume des emplois (extrapolation)

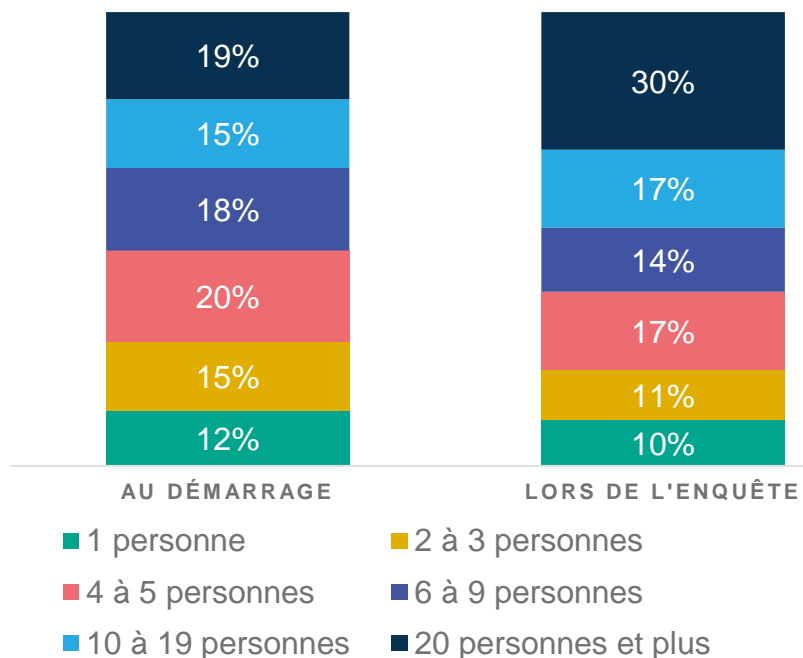


Source traitement de l'enquête, extrapolation aux 923 structures

- En avril 2018, les entreprises soutenues en 2014 par France Active et toujours actives employaient **22 400 personnes**.
- En écartant les effectifs au démarrage des projets de développement (17 300 effectifs), **la création nette d'emplois à 4 ans est estimée à 5100 emplois**.
- Entre 2014 et 2018, pour les entreprises actives, **l'emploi total a progressé de +33%, soit une croissance annuelle moyenne de +8%**.

Pour les projets en développement, la progression de l'emploi est très forte avec une hausse de +40%

Répartition des entreprises selon leur taille



Effectifs moyens
19,3

En écartant les unités avec 100 salariés et plus (2,5%), la moyenne s'établit à **11,7**

Effectifs moyens
27,1

En écartant les unités avec 100 salariés et plus (5%), la moyenne s'établit à **16,1**

➤ Lors du démarrage des projets de développement, les entreprises soutenues en 2014 par France Active employaient en moyenne 19,3 personnes (11,7 sans unités avec 100 effectifs et plus). Entre 2014 et 2018, leur nombre a augmenté de 40% (+38%) pour atteindre 27,1 emplois en moyenne (16,1).

Création d'emplois de qualité

Au démarrage

Nature des emplois	Nb moyen	Répartition
Dirigeants non-salariés	0,7	4%
Dirigeants salariés	0,4	2%
Salariés en CDI	8,7	45%
Salariés en CDD	6,7	35%
Contrats d'apprent. et pro.	0,0	0%
Contrats aidés	1,8	10%
Autres contrats	0,9	5%
Total	19,3	100%

Lors de l'enquête

Nb moyen	Répartition
0,7	3%
1,1	4%
12,5	46%
8,6	32%
0,1	0%
2,3	8%
1,7	6%
27,0	100%

➤ La forte progression de l'emploi favorise surtout la création des emplois en CDI, dont le nombre moyen par entreprise est passé de 8,7 à 12,5 emplois (+3,8 emplois), soit une croissance de 43%.

➤ Sur la même période, le nombre moyen de CDD a également augmenté (+ 28%) mais dans une moindre mesure que les CDI, pour atteindre 8,6 emplois en moyenne lors de l'enquête.

DIMENSION SOCIALE DE L'EMPLOI

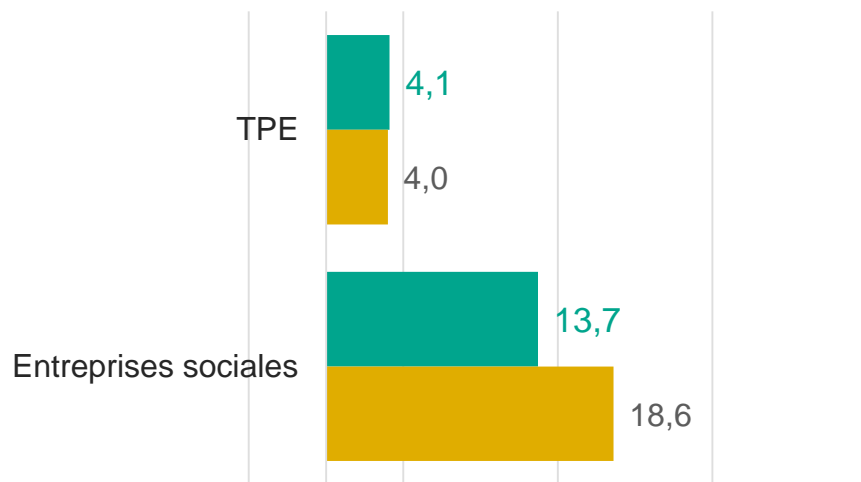
- Sur le seul champ des entreprises en développement et toujours en activité, 24% des structures emploient des personnes en insertion ou des personnes handicapées (RQTH), 11% employant des personnes en insertion, 18% des personnes handicapées.
- Pour ces mêmes structures, 11% des postes salariés (CDI ou CDD) sont occupés par des personnes en insertion, 6% sont occupés par des personnes handicapées.

Source traitement de l'enquête
Base : Echantillon développement

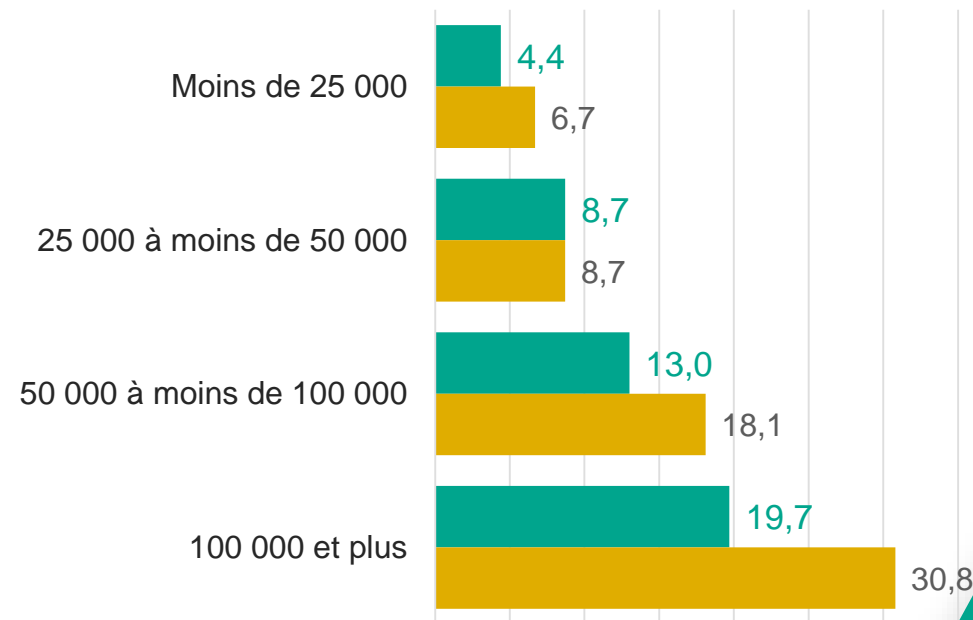
NIVEAU MOYEN D'EMPLOI SELON LES PROFILS (1/2)

(hors structures avec 100 salariés et plus)

Nombre moyen d'emploi par profil de la structure



Nombre moyen d'emploi selon le montant du plan de financement



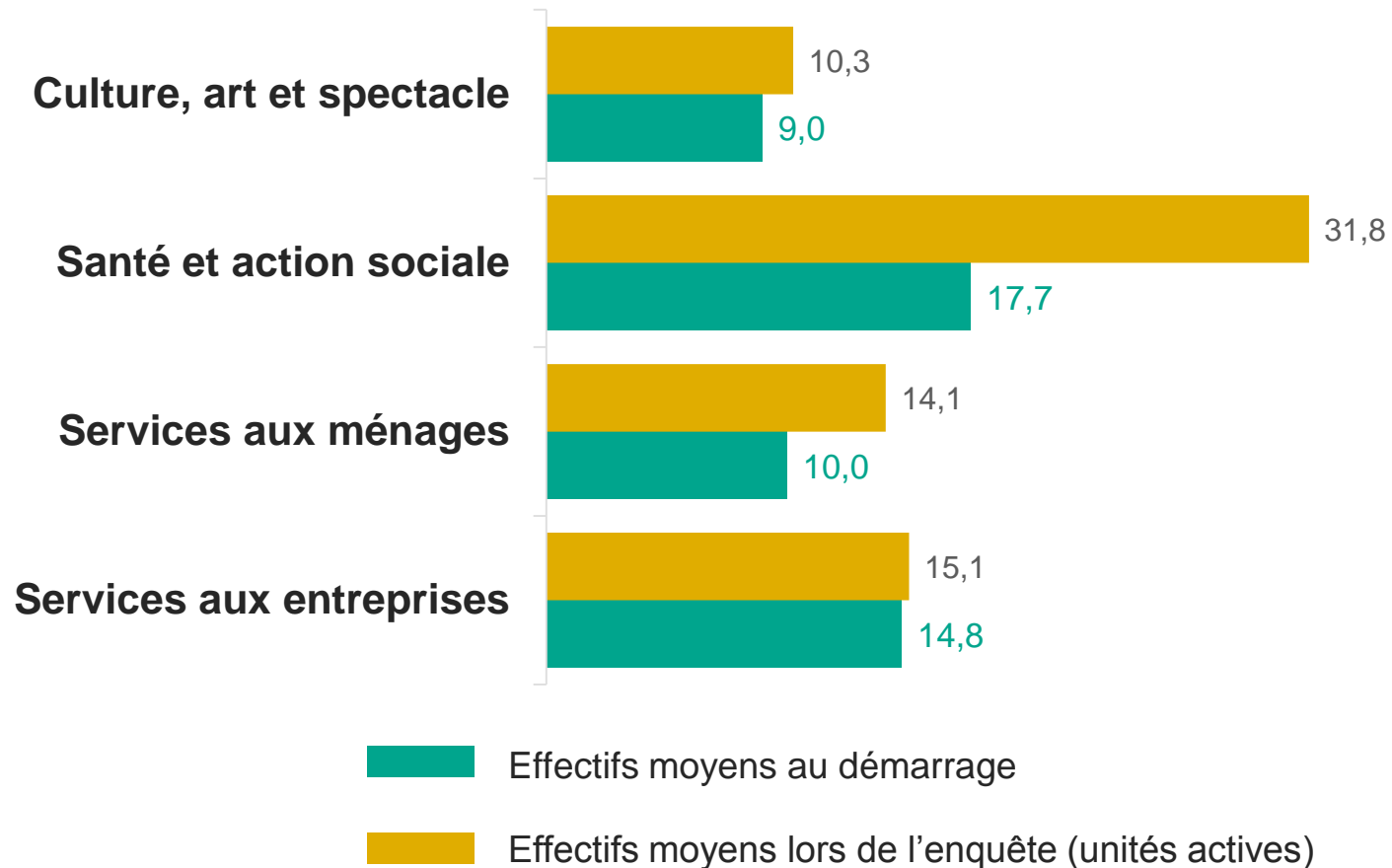
Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (développement)

Effectifs moyens au démarrage
Effectifs moyens lors de l'enquête
(unités actives)

NIVEAU MOYEN D'EMPLOI SELON LES PROFILS (2/2)

(hors structures avec 100 salariés et plus)

Nombre moyen d'emploi selon le secteur d'activité



Source traitement de l'enquête
Base : ensemble de l'échantillon (développement)



ANNEXES



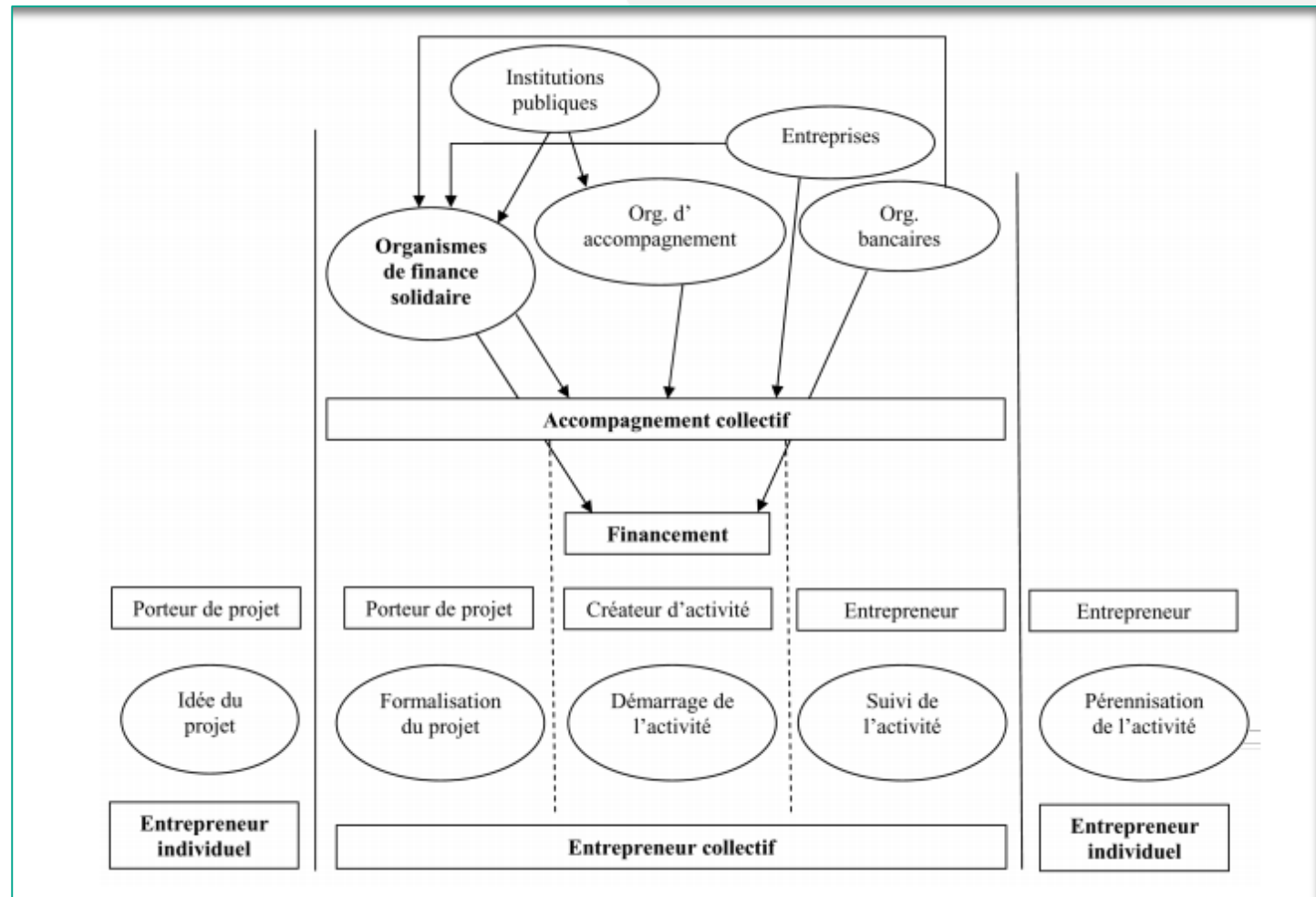
Approche théorique

Un modèle d'entrepreneur collectif introduit par la finance solidaire

Selon Ferraton et Vallat, **un porteur de projet accompagné par un organisme de finance solidaire s'inscrit dans une démarche collective** dans laquelle différents acteurs privés et publics interviennent et participent à la bonne réussite des projets de création.

- > **Les organismes de finance solidaire** accueillent, conseillent et orientent les porteurs de projet **en amont du démarrage de l'activité** : -> **formalisation des projets**.
- > **Les organismes de finance solidaire** suivent et adaptent l'activité aux évolutions de l'environnement et du marché en aval après le démarrage de l'activité -> **assurer la pérennisation**.
- > Des acteurs professionnels (chefs d'entreprise, etc.), des institutions publiques et des organisations bancaires, généralement, participent aux activités des organismes de finance solidaire, notamment dans les comités de sélection des projets de création.
- > Des acteurs professionnels conseillent et orientent les créateurs lors de la phase d'accompagnement en aval (parrainage).
- > Les organismes de finance solidaire bénéficient du soutien financier d'entreprises, d'organisations bancaires et d'institutions publiques permettant d'un côté la mise en œuvre de leurs activités de financement et d'accompagnement et de l'autre la prise en charge d'une partie du risque des activités créées.

Les différentes phases du soutien à la création de l'activité



Source: Ferraton, C.; Vallat D.: « Un avatar de la finance solidaire: vers un modèle d'entrepreneur collectif? », *Revue française de socio-économie*, 2011/1 n° 7, page 67-81

Méthodologie pour l'enquête



METHODOLOGIE



Les enquêtes ont été réalisées auprès de structures réparties dans 39 associations territoriales avec dans le détail (données non pondérées) :

486 enquêtes TPE
222 enquêtes ES

492 enquêtes financement des investissements
175 enquêtes financement du BFR
41 enquêtes financement du BFR et inv

230 enquêtes opération de garantie seule
275 enquêtes opération de garantie et prêt Nacre
87 enquêtes opération de garantie et prêt solidaire de France active (hors Nacre)
107 enquêtes opération de prêt solidaire de France active (hors Nacre) seule
19 enquêtes opération de autres configurations avec 2 à 3 types d'opérations

METHODOLOGIE



En complément de la nature du projets (création-reprise / développement), deux caractéristiques s'avèrent être régulièrement très explicatives des phénomènes étudiés : le secteur d'activité et les montants totaux investis. Ils sont ici rappelés.

Activité	Créations / reprises	Développement
Agriculture	2%	2%
IAA	3%	1%
Industrie	4%	4%
Construction	10%	3%
Commerce	25%	6%
Transport	3%	1%
Café Hôtels et restaurants	16%	5%
Services aux entreprises	17%	16%
Services aux ménages	17%	35%
Santé et action sociale	3%	17%
Culture, art et spectacle	0%	10%
Total	100%	100%

Source traitement de la base exhaustive

Montants investis	Créations / reprises	Développement
De 1 000 à moins de 10 000 €	4%	4%
De 10 000 à moins de 25 000 €	26%	15%
De 25 000 à moins de 50 000 €	28%	22%
De 50 000 à moins de 100 000 €	27%	25%
De 100 000 à moins de 200 000 €	13%	17%
De 200 000 à moins de 500 000 €	3%	11%
Plus de 500 000 €	0%	5%
Total	100%	100%

Source traitement de la base exhaustive
Des tests ont été conduits sur la base d'enquête qui permet de prendre en compte les corrections des montants indiqués par les répondants ainsi que les corrections liées à la nature du projet. Ces deux approches donnent des résultats très similaires. On préfère donc raisonner sur la base exhaustive.

METHODOLOGIE



Les dissociations création-reprise / développement d'une part et TPE / Entreprise sociale (ES) d'autre part sont régulièrement assimilées à une seule et unique catégorisation. Selon l'enquête, dans 92% des cas, cet amalgame est fondé. Il n'en reste pas moins vrai qu'à la marge on observe des configurations moins habituelles.

	TPE	ES	Total
Créations / reprises	562	32	594
Développement	23	91	114
Total	585	123	708

	TPE	ES	Total
Créations / reprises	95%	5%	100%
Développement	20%	80%	100%
Total	83%	17%	100%

	TPE	ES	Total
Créations / reprises	96%	26%	84%
Développement	4%	74%	16%
Total	100%	100%	100%

Source traitement de l'enquête (pondérée)

Description du plan de sondage et des redressements

La description du plan de sondage et des redressements implique un grand nombre de tableaux (environ 60) visant à décrire :

- La répartition exhaustive des structures accompagnées en 2014 selon Nouba
- La répartition des enquêtes non pondérées
- La répartition des enquêtes pondérées
- La comparaison des données Nouba et de l'enquête pondérée

Pour ce faire, on retient les critères suivant :

- Phase du projet selon Nouba
- Phase du projet selon l'enquête
- Nature du projet selon Nouba (TPE/ES)
- Secteur d'activité
- La catégorie juridique
- Le montant des besoins selon Nouba
- La nature des besoins selon Nouba
- Le recours à une garantie
- Le recours à un prêt solidaire
- La région
- Le genre du porteur de projet
- L'âge du porteur de projet
- Situation professionnelle antérieure du porteur de projet

Description du plan de sondage et des redressements (variables principales)

		Structure base Nouba		Volume non pondéré enquête		Structure enquête pondérée		Ecart	
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Ecart	
		TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES
		%	%	Nombre	Nombre	%	%	%	%
Phase du projet selon Nouba	Création	74%	23%	352	45	74%	23%	-0,5%	-0,1%
	Reprise/Transmission	22%	3%	108	4	22%	3%	0,5%	0,3%
	Développement	4%	70%	26	165	4%	70%	0,0%	0,5%
	Rebond	0%	4%	0	8	0%	3%	0,0%	-0,7%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%
TPE / ES selon Nouba	TPE	100%	0%	486	0	100%	0%	0,0%	0,0%
	ES	0%	100%	0	222	0%	100%	0,0%	0,0%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%

		Structure base Nouba		Volume non pondéré enquête		Structure enquête pondérée		Ecart	
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba	
		TPE %	ES %	TPE Nombre	ES Nombre	TPE %	ES %	TPE %	ES %
Secteur d'activité	Agriculture	3%	1%	21	2	2%	0%	-0,2%	-0,5%
	IAA	3%	1%	19	4	2%	1%	-0,3%	-0,3%
	Industrie	4%	4%	28	8	4%	3%	0,0%	-0,7%
	Construction	10%	2%	51	5	10%	3%	-0,2%	0,3%
	Commerce	26%	3%	102	6	25%	4%	-0,5%	1,1%
	Transport	3%	1%	20	3	2%	1%	-0,3%	0,0%
	Café Hôtels et restaurants	17%	4%	77	8	16%	4%	-0,3%	0,5%
	Services aux entreprises	17%	17%	81	39	17%	17%	0,3%	0,0%
	Services aux ménages	16%	39%	69	82	17%	39%	1,5%	0,6%
	Santé et action sociale	3%	18%	16	42	3%	18%	0,1%	-0,6%
	Culture, art et spectacle	0%	10%	2	23	0%	10%	-0,1%	-0,6%
Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%	
Catégorie juridique	Auto-entrepreneur	4%	0%	10	0	2%	0%	-1,5%	0,0%
	Entreprise Individuelle	27%	0%	138	1	28%	2%	1,1%	1,3%
	SARL et assimilé	50%	16%	228	35	48%	16%	-2,8%	-0,2%
	SA et assimilé	18%	7%	104	19	21%	8%	3,1%	0,7%
	Association et coopérative	0%	75%	0	165	0%	74%	0,0%	-1,1%
	Divers	1%	1%	6	2	1%	0%	0,0%	-0,7%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%

		Structure base Nouba		Volume non pondéré enquête		Structure enquête pondérée		Ecart	
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba	
		TPE %	ES %	TPE Nombre	ES Nombre	TPE %	ES %	TPE %	ES %
Type de structure	Entreprise	100%	20%	486	47	100%	22%	0,0%	2,2%
	Association	0%	75%	0	164	0%	74%	0,0%	-1,2%
	Coopérative	0%	5%	0	11	0%	4%	0,0%	-1,1%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%

Description du plan de sondage et des redressements (variables principaux)

		Structure base Nouba		Volume non pondéré enquête		Structure enquête pondérée		Ecart	
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba	
		TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES
		%	%	Nombre	Nombre	%	%	%	%
Objet du financement	Investissement	83%	39%	400	92	83%	39%	0,1%	-0,5%
	BFR	14%	51%	69	106	15%	49%	0,6%	-1,8%
	BFR et investissement	3%	10%	17	24	3%	12%	-0,7%	2,3%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba	
		TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES
		%	%	Nombre	Nombre	%	%	%	%
Montant du plan de financement (tranches variable selon la nature du projet)	De 1 000 à moins de 10 000 €	4%	3%	11	7	3%	4%	-1,1%	0,6%
	De 10 000 à moins de 25 000 €	26%	14%	126	30	26%	18%	-0,3%	3,3%
	De 25 000 à moins de 50 000 €	28%	19%	140	39	29%	25%	0,2%	6,1%
	De 50 000 à moins de 100 000 €	27%	26%	125	58	27%	22%	0,6%	-3,2%
	De 100 000 à moins de 200 000 €	12%	20%	76	46	14%	16%	1,6%	-3,9%
	De 200 000 à moins de 500 000 €	2%	12%	8	27	1%	9%	-1,0%	-2,8%
	De 500 000 à moins de 1 000 000 €	0%	3%	0	6	0%	3%	0,0%	0,0%
	1 000 000 € et plus	0%	2%	0	3	0%	2%	0,0%	-0,1%
Total		100%	100%	486	216	100%	100%	0,0%	0,0%

Description du plan de sondage et des redressements (variables principales)

		Structure base Nouba		Volume non pondéré enquête		Structure enquête pondérée		Ecart	
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba	
		TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES
		%	%	Nombre	Nombre	%	%	%	%
Indicatrice de présence d'une garantie	Oui	100%	55%	482	118	99%	50%	-0,3%	-5,1%
	Non	0%	45%	4	104	1%	50%	0,3%	5,1%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba	
		TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES	TPE	ES
		%	%	Nombre	Nombre	%	%	%	%
Indicatrice de présence d'un prêt solidaire	Oui	1%	86%	11	186	2%	85%	0,6%	-0,6%
	Non	99%	14%	475	36	98%	15%	-0,6%	0,6%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%

Description du plan de sondage et des redressements (variables principales)

Région		Structure base Nouba		Volume non pondéré enquête		Structure enquête pondérée		Ecart	
		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba		Nature du projet selon Nouba	
		TPE %	ES %	TPE Nombre	ES Nombre	TPE %	ES %	TPE %	ES %
	Île-de-France	15%	15%	90	32	19%	14%	4,5%	-0,8%
	Centre-Val de Loire	3%	4%	13	7	2%	3%	-0,7%	-1,1%
	Bourgogne-Franche-Comté	3%	4%	7	12	1%	5%	-1,8%	0,8%
	Normandie	3%	5%	19	13	4%	5%	0,8%	-0,4%
	Nord-Pas-de-Calais-Picardie	14%	10%	72	23	14%	10%	0,8%	0,5%
	Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	7%	9%	42	32	9%	13%	1,4%	3,6%
	Pays de la Loire	10%	6%	41	12	9%	4%	-1,0%	-1,6%
	Bretagne	8%	4%	20	4	4%	1%	-3,6%	-3,6%
	Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	6%	10%	43	19	8%	12%	2,0%	1,4%
	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	7%	8%	38	26	8%	12%	0,4%	3,6%
	Auvergne-Rhône-Alpes	18%	18%	85	29	17%	13%	-1,1%	-4,5%
	Provence-Alpes-Côte d'Azur	1%	3%	3	6	1%	3%	-0,7%	0,0%
	Corse	3%	2%	9	7	2%	5%	-0,9%	2,5%
	Dom	1%	1%	4	0	1%	0%	-0,1%	-0,6%
	Total	100%	100%	486	222	100%	100%	0,0%	0,0%



Méthodologie pour l'analyse de pérennité

ANALYSE GENERALE DE LA PERENNITE

Afin de fiabiliser les résultats, l'analyse de la pérennité des structures accompagnées par France Active repose sur une démarche en 4 étapes :

- Rapprochement de la base des 5 771 structures avec le répertoire Sirene permettant de disposer d'une première mesure intermédiaire (85% des unités en création / reprise repérée comme actives, 95% pour les unités en développement).

La remontée de informations au sein du répertoire Sirene peut être longue. On estime qu'il convient d'attendre 2 ans pour collecter la totalité des informations de cessation. Afin de contourner cette difficulté, les étapes suivantes ont été mise en place.

- Sélection aléatoire de 3200 structures (intégrant l'exhaustivité des 783 structures réputées inactives selon Sirene) pour une vérification manuelle (à partir du numéro Siren) sur societe.com ou sur Infogreffe.fr de la situation de la structure (active ou inactive, avec saisie de la date de cessation).
- Prise en compte de l'information collectée lors de l'enquête (708 structures indiquant si elles sont ou non toujours en activité).
- Dans 61% des cas, nous disposons donc d'une information réputée fiable (societe.com ou enquête), permettant d'estimer un taux de pérennité à la fin du premier trimestre 2018, résultat connu par strate (croisant l'état selon Sirene, la phase, le profil TPE/ES, le secteur et le montant du plan de financement). Pour les cas pour lesquels nous ne disposons d'aucune autre information en dehors de Sirene (39%), la probabilité de pérennité observée sur la base des 61% a été appliquée par strate.

ANALYSE GENERALE DE LA PERENNITE

Cette démarche probabiliste pour 39% des unités implique que l'ont estime la situation à la fin du premier trimestre 2018, sans connaitre avec précision la date de cessation. Pour ces cas, il est ainsi difficile d'estimer le taux de pérennité à 1, 2 et 3 ans.

Les mesures à 1, 2 et 3 ans sont donc conduites sur la base de l'ensemble des unités, analyses sensiblement plus fragiles pour des approches croisées par profil. Ces approches par profil ne sont donc conduites que pour le taux général descriptif de la situation à la fin du premier trimestre 2018 (soit un taux proche de 4 ans).

Cette démarche a été conduite sur le base totale, cumulant des projets de création / reprise et des projets de développement. Ce chapitre décrit cependant très majoritairement la seule situation des créations et des reprises, à l'exclusion des projets de développement.

Les résultats ici décrit reposent donc sur le traitement de 5 771 unités sur la base d'une approche probabiliste précédemment explicitée.

Description de la pérennité mesurée par sirene puis par l'approche probabiliste

Phase du projet	Source de l'information	Volume Nouba	Répartition	Pérennité selon Sirene	Pérennité suite à l'approche probabiliste	Ecart
Création / reprise	Source sirene seul avec imputation à partir des cas renseignés	1884	39%	100%	85%	-14%
	Source Sirene validée par société.com	2192	45%	69%	69%	0%
	Source Sirene corrigée par société.com	248	5%	96%	4%	-93%
	Source Sirene validée par l'enquête	430	9%	89%	89%	0%
	Source Sirene corrigée par l'enquête	79	2%	92%	8%	-85%
	Total		4833	100%	85%	73%
Développement	Source sirene seul avec imputation à partir des cas renseignés	362	39%	100%	97%	-3%
	Source Sirene validée par société.com	360	39%	89%	89%	0%
	Source Sirene corrigée par société.com	10	1%	100%	0%	-100%
	Source Sirene validée par l'enquête	194	21%	99%	99%	0%
	Source Sirene corrigée par l'enquête	5	1%	80%	20%	-60%
	Total		931	100%	95%	93%
Total	Source sirene seul avec imputation à partir des cas renseignés	2246	39%	100%	87%	-13%
	Source Sirene validée par société.com	2552	44%	72%	72%	0%
	Source Sirene corrigée par société.com	258	4%	97%	3%	-93%
	Source Sirene validée par l'enquête	624	11%	92%	92%	0%
	Source Sirene corrigée par l'enquête	84	1%	92%	8%	-83%
	Total		5764	100%	86%	76%

FRANCE ACTIVE

Tour Cityscop - 3, Rue Franklin,
93100 Montreuil

**Contact: Mélanie Gromer,
Service Etudes et Prospectives**

Tel : 01 84 83 03 17

Courriel: melanieg@franceactive.org

www.franceactive.org

